



Revue de presse d'octobre 2024

**Réseau des Journalistes Africains
Spécialisés sur le Développement
Durable & le Changement
Climatique**

Un programme de l'Association Africa 21

Association Africa 21, C/o Maison Kultura, Rue des Savoises 15, 1205 Genève- Suisse

<http://www.africa21.org> / info@africa21.org

Statut consultatif spécial auprès de l'ECOSOC, accréditée à l'OMC, auprès du PNUE, Observateur à la CNUCED

Références : Accord de Kunming-Montreal, Accord de Paris, AfDB, African Union Commission, , BAD, Banque Mondiale, BOAD, CBD, CCDA-XII, CCNUCC, CDB, CIRAD, CJUE, CNULCD, COP 15, COP 16, COP 28, COP 29, COP 30, FAO, FMI, Fonds pour l'environnement mondial, G20, GIEC, GIZ, Green Climate Fund, Greenpeace, IPBES, IPCC, Kunming-Montreal Global Biodiversity Framework, OCDE, Paris Agreement, Sommet de la Terre de Rio, UE, UEMOA, UICN, UNDP, UNECA, UNEP, UNESCO, UNICEF, USAID, WACA, WHO, World Bank, WWF.

Table des matières

Rivonala Razafison (Madagascar) ; La mauvaise communication sur la variole du singe présente un risque pour l'Afrique et Madagascar ; Mongabay, 2 octobre 2024.	5
Hector Nammangue (Togo) ; Les OSC du monde entier mettent en garde contre la compensation et les crédits liés à la biodiversité ; Vert Togo, 2 octobre 2024.	18
Ayele Addis (Ethiopie) ; Eco-Warrior: Tizta Yenealem's Journey to Save Ethiopia's Biodiversity ; African News Channel, October 7, 2024.	21
Hector Nammangue (Togo) ; Moukaila Moubarak : « L'économie verte, une opportunité que l'Afrique ne doit pas laisser passer » ; Vert Togo, 3 octobre 2024.	30
Hector Nammangue (Togo) ; Planifier une transition juste à l'intention des décideurs africains ; Vert Togo, 7 octobre 2024.	32
Wallace Mawire (Zimbabwe) ; African Microbiomes To Be Represented In Global Health Knowledge Systems ; Pan African Visions, October 10, 2024.	35
Wassila Ould Hamouda (Algérie) ; Investissement et partenariat étranger Un levier pour renforcer la sécurité alimentaire ; Horizons, 11 octobre 2024.	41
Wassila Ould Hamouda (Algérie) ; Rabah Sallami, Directeur de Energies alternatives au CEREFE : l'Algérie «peut jouer un rôle central dans le futur marché international de l'hydrogène» ; Horizons, 11 octobre 2024.	44
Agnes Oloo (Kenya) ; Kenya not spared as air pollution among leading causes of deaths in Africa ; Citizen Digital, October 11, 2024.	48
Wallace Mawire (Zimbabwe) ; Living Planet 2024 Report Reveals 76% Decline in Africa's Average Size of Wildlife Populations ; Pan African Visions, October 11, 2024.	51
Naïma Cherii (Maroc) ; Arrêt de la CJUE sur les accords Maroc-UE :Larbi Mhidi«Nous attendons de l'UE qu'elle clarifie au plus vite sa position et établisse une feuille de route réaliste pour le futur de nos relations» ; Le Reporter Express, 12 octobre 2024.	55
Naïma Cherii (Maroc) ; Arrêt de la CJUE sur les accords Maroc-UE: Javier Garat Pérez «Il faut explorer toutes les possibilités dans la relation entre le Maroc et l'UE» ; Le Reporter Express, 12 octobre 2024.	58
Hector Nammangue (Togo) ; Comment un jeune maraîcher redonne vie à la montagne de Koutoukpa au Togo ; Vert Togo, 15 octobre 2024.	62

Hector Nammangue (Togo) ; L'ORLOA : un pas décisif pour protéger les côtes ouest-africaines ; Vert Togo, 16 octobre 2024.....	70
Ayele Addis (Ethiopie) ; Africa Takes the Lead in Global Climate Action: ACEP's Climate Academy Empowers Change-Makers for Sustainable Energy Transition ; Africa News Channel, October 16, 2024.....	72
Ernest Agbota (Bénin) ; Etat du climat 2023 en Afrique ; Radio Parakou/ORTB, 17 octobre 2024.	78
Karina Zarazafy (Madagascar) ; Corruption environnementale : l'étau se resserre sur les responsables; Bleen Media, 18 octobre 2024.	78
Agnes Oloo (Kenya) ; Kenyan farmers call for abolishment of seed distribution law to boost food security amid climate crisis ; Citizen Digital, October 18, 2024.	82
Agnes Oloo (Kenya) ; Global leaders gather at COP16 to tackle urgent biodiversity crisis and climate change ; Citizen Digital, October 21, 2024.	85
Denise Kyalwahi (RDC) ; RDC: Greenpeace Afrique se réjouit de l'annulation de l'appel d'offres pour 27 blocs pétroliers et exhorte le gouvernement congolais à renoncer définitivement à ce processus ; Naturel CD, 22 octobre 2024.	88
Denise Kyalwahi (RDC) ; Monde : pourquoi les entreprises doivent – elles suivre la COP16 sur la biodiversité ; Naturel CD, 22 octobre 2024.	91
Hector Nammangue (Togo) ; Lutter contre la déforestation importée ; Vert Togo, 22 octobre 2024.....	99
Denise Kyalwahi (RDC) ; Colombie: ouverture de la COP16 biodiversité pour faire la « Paix avec la nature » ; Naturel CD, 22 octobre 2024.....	102
Karina Zarazafy (Madagascar) ; COP29 : les financements climatiques au cœur des revendications africaines ; Bleen Media, 24 octobre 2024.....	106
Wallace Mawire (Zimbabwe) ; Zimbabwe to get its largest livestock semen processing laboratory, will help farmers adapt to climate change ; Down to earth, October 24, 2024.	110
Joseph Abuje (Kenya) ; Emissions gap still a threat to climate change ; Africa Science News, October 24, 2024.....	114
Christophe Nyemeck Beat (Cameroun) ; Apports des populations riveraines dans la protection de la mangrove ; CNMAGNEWS TV, 24 octobre 2024.	117
Agnes Oloo (Kenya) ; COP 16 highlights urgent need for action amid limited funding for biodiversity initiatives ; Citizen Digital, October 24, 2024.....	118
Hector Nammangue (Togo) ; La BOAD obtient un financement de 29 milliards FCFA du Fonds Vert pour des initiatives climatiques en Afrique de l'Ouest ; Vert Togo, 25 octobre 2024.....	122
Sokhna Bator Sall (Sénégal) ; Sénégal-Environnement-Genre/ Un rapport de la CNUCLD met en exergue l'apport des femmes dans la résilience contre la sécheresse ; 26 octobre 2024.....	125
Agnes Oloo (Kenya) ; Kenya's indigenous communities in the shadows at the ongoing biological conference in Colombia ; Citizen Digital, October 28, 2024.	131

Wassila Ould Hamouda (Algérie) ; Appel à un soutien renforcé du FMI pour réaliser les ODD ; Horizons, 29 octobre 2024.	138
Hector Nammangue (Togo) ; COP 16 : des experts appellent à l'action en faveur de l'écotourisme inexploité de l'Afrique ; Vert Togo, 29 octobre 2024.	140
Nassima Oulebsir (Algérie) ; Des recommandations sont formulées par le ministère de la Santé : Le changement climatique impacte-t-il les enfants ? El Watan, 29 octobre 2024.....	143
Joseph Abuje (Kenya); Investing in robust statistique accelerate sustainable development; Africa Science News, October 29, 2024.....	146
Léonidas Bukuru (Burundi) ; Bururi – Environnement : Approches inclusives en matière de genre pour l'adaptation agricole et au climat ; ABP, 29 octobre 2024.	148



MONGABAY

Rivonala Razafison (Madagascar) ; La mauvaise communication sur la variole du singe présente un risque pour l'Afrique et Madagascar ; Mongabay, 2 octobre 2024.

Tag : -.

Pour accéder à l'article : <https://fr.mongabay.com/2024/10/la-mauvaise-communication-sur-la-variole-du-singe-presente-un-risque-pour-lafrique-et-madagascar/>



- L'éminent primatologue malgache, Professeur Jonah Ratsimbazafy, Président en exercice de la Société internationale de Primatologie (IPS), premier Africain à occuper cette fonction, met en garde contre les manières de communiquer au sujet de la variole du singe et par rapport aux lémuriens en particulier.
- Les lémuriens sont des prosimiens et non des simiens comme les singes bien que lémuriens et singes soient tous des primates non humains. La variole ne viendra jamais des lémuriens. Ces mammifères emblématiques de l'île, avec 112 espèces connues jusqu'ici, représentent 20 % des primates non humains dans le monde.
- Les primates ne peuvent être le réservoir de la variole en question, qui a été découverte pour la première fois en 1958 au Danemark. En réalité, l'agent pathogène incriminé a été transmis des rongeurs aux singes avant sa retransmission à l'homme.

- La mauvaise communication dont font usage certains médias pourrait détruire toute une économie basée sur les primates, qui est florissante en Afrique et à Madagascar, car il y a une sorte de déduction disant « variole du singe = Afrique ». Une nouvelle appellation est en cours d'invention.

ANTANANARIVO, Madagascar — Outre l'IPS, Professeur Jonah Ratsimbazafy est le Président du Groupe d'Etude et de Recherche sur les Primates de Madagascar (GERP), qui célèbre son 30e anniversaire cette année. Membre titulaire des académies à Madagascar, en Afrique et dans le monde, le scientifique malgache aux mérites mondialement reconnus, est responsable de la filière pathologie des animaux sauvages à la mention "Médecine Vétérinaire", à l'université d'Antananarivo. Interview.

Mongabay: Vous êtes le Président en exercice de la Société internationale de Primatologie (IPS). Comme tel, la variole du singe relève de votre domaine d'expertise...

Jonah Ratsimbazafy: Je suis le premier Africain à occuper cette fonction. Des Américains, Japonais, Anglais m'y ont précédé. Mon mandat de quatre ans se termine l'année prochaine. Madagascar accueillera la 30e édition du congrès de l'IPS à la fin de mon mandat. Ce sera un grand honneur pour notre pays. La campagne de médiatisation à ce sujet viendra bientôt, car il y en va de l'image de notre pays. Je voudrais sortir par la grande porte, espérant que ce sera le congrès le plus réussi par rapport aux congrès antérieurs. C'est possible. Mais cela requiert une collaboration de tous les Malgaches et non des paroles en l'air. Certes, les Malgaches ne sont pas tous des primatologues. Des chercheurs de haut niveau se réuniront chez nous. Sachez qu'ils seront des ambassadeurs, qui verront ce qui se passe chez nous et le raconteront chez eux une fois de retour. Nous avons donc intérêt à ce que tout se passe bien.

Mongabay: Quelle signification donnez-vous à la propagation de la variole du singe, sachant qu'il s'agit avant tout d'une question environnementale et de rapport de l'homme avec les primates ?

Jonah Ratsimbazafy: De prime abord, trois catégories d'animaux existent : les animaux de rente, les animaux de compagnie et les animaux sauvages. Ces derniers retiennent notre attention quant à la variole du singe. En réalité, plus de 70 % des maladies contractées par les

humains résultent du contact avec les animaux. Elles sont appelées zoonoses. Les trois catégories d'animaux sont susceptibles de transmettre des maladies aux humains. Les singes, des primates non humains, en font partie. Ils sont nos cousins. Les primates et les humains sont autant de primates. Les gènes des primates non humains, les prosimiens et les simiens, et ceux des humains sont proches. Le nombre de leurs chromosomes se rapproche. Cette proximité génétique fait qu'ils peuvent se contaminer mutuellement. C'est ce qui a fait plus de peur au temps de la COVID-19. Le risque de contamination mutuelle est élevé, car nous sommes cousins.

Les humains et les primates non humains se transmettent plus d'une quarantaine de maladies. L'Ebola, le VIH/SIDA, la fièvre jaune, la rage, la tuberculose... en font partie. Il y a maintenant la variole du singe. Les maladies du chien pourraient se transmettre plus difficilement à nous, comparativement à la variole. A l'époque de la COVID-19, le Président rwandais Paul Kagamé a fait preuve de grande intelligence. Il a promptement fermé les frontières pour y stopper le virus. En réalité, il a eu peur de l'éventuelle contamination des gorilles des montagnes qui assurent une manne financière importante pour son pays. A Madagascar, les porteurs du virus ont encore eu le temps de se rendre à plusieurs endroits, y compris Andasibe (la zone touristique la plus visitée de l'île située à 140 km à l'est de la capitale, en raison de la présence des espèces de lémuriers, notamment le fameux Indri indri, ndr). Nos dirigeants n'ont pas compris que les lémuriers, des primates non humains, et nous pouvons nous transmettre des maladies.

La variole du singe a été pour la première fois détectée en 1958 chez des singes dans des zoos au Danemark. Cela ne veut pas dire que l'agent pathogène a émané d'eux. La maladie est revenue sur le devant de la scène récemment. Elle a été détectée chez des singes en Afrique de l'Ouest. Ses origines pourraient donc être de là. La nouvelle attriste les Africains. Le continent est désigné comme le lieu de naissance de la maladie. Il est vrai que ce sont des singes d'Afrique dont il s'agit à présent. Mais aucune précision n'a été fournie au sujet des singes malades au Danemark quant à leur provenance, qu'ils soient d'Amérique latine ou d'Afrique. Une chose est quand même sûre : les rongeurs, en Afrique de l'Ouest, sont susceptibles de transmettre la variole dont les humains et les singes ne sont pas les réservoirs. Si nous considérons le cas de l'Ebola, les chauves-souris sont les réservoirs du virus. Mais ce sont des porteurs sains qui

contaminent d'autres êtres vivants par la morsure... La variole se transmet par le contact, les plaies, l'échange des habits, le baiser, le rapport sexuel... Mais elle est tout à fait guérissable si elle est traitée à temps.

L'Afrique est alors désignée comme étant le point de départ de la variole du singe. Les mauvaises choses qui apparaissent sont toutes attribuées à l'Afrique. Les Africains en ont assez à ce propos. Une idée fait son chemin en ce moment pour trouver un autre nom à la maladie. Nous, à l'IPS, prenons toujours les mesures qui s'imposent. Ce sont des animaux que nous protégeons et sur lesquels nous travaillons. S'il y a des mammifères plus menacés, les primates non humains sont toujours sur la liste partout dans le monde.

Mongabay: Pourquoi justement les primates non humains sont-ils souvent mis sur le banc des accusés, lors des épidémies de portée internationale ?

Jonah Ratsimbazafy: Pour la pathologie des animaux de rente, de compagnie et sauvages, je suis le responsable de la matière "pathologie des animaux sauvages", à la faculté de médecine de l'université d'Antananarivo. Les volailles transmettent des maladies. Les autres animaux aussi. En cas de peste aviaire, les hommes en contact avec les volailles malades ont les yeux rougis. Ils sont affectés sans en mourir. Les humains et les animaux malades en contact peuvent donc se contaminer à l'infini. Mais pourquoi toujours les accuser ? Les humains ont toujours un doigt accusateur contre les singes. Les humains brûlent les forêts et les chauves-souris partent en choisissant de s'installer au village pour y mordre les bœufs, que les hommes mangent ; et quand ils tombent malades, ils accusent les chauves-souris d'en être les responsables. En réalité, les humains eux-mêmes sont les causes de leurs propres problèmes.



Professeur Jonah Ratsimbazafy, Président en exercice de la Société internationale de Primatologie (IPS) et Président du Groupe d'Étude et de Recherche sur les Primates de Madagascar (GERP). Image de Jonah Ratsimbazafy avec son aimable autorisation.

Les maladies ont existé depuis des millions d'années. Mais elles ont toujours été réglées par des mécanismes naturels se produisant à l'intérieur de la forêt. Les pathologies pourraient avoir décimé des animaux qui y ont résisté mal. Mais les humains tendent à suspecter les singes, car dès que les primates non humains sont affectés, les humains sont vulnérables en raison de leur proximité génétique. En effet, la réaction primaire des humains est à l'extermination des primates non humains. Un cas problématique est survenu au Brésil, où les gens ont eu une position extrême vis-à-vis des singes accusés à tort d'être à l'origine des problèmes des humains.

Une telle occurrence pourrait se répliquer à Madagascar à cause d'une mauvaise communication. Les médias de l'Etat envoient des messages du ministère de la Santé publique, faisant croire que la variole du singe est aussi celle des lémuriens, nendran'ny gidro (lémuriens) dans la langue malgache. Les 112 espèces de lémuriens connues jusque-là représentent 20 % de la faune des primates non humains sur Terre. Elles sont la fierté de l'île, son emblème même.

Elles sont notre « Tour Eiffel », notre « Statue de la Liberté », nos « pyramides d’Egypte », notre « Grande Muraille de Chine »... Si jamais, ces mammifères sont affectés à cause de la mauvaise communication, nous dirions adieu au tourisme sur l’île.

Lors de la COVID-19, nous nous sommes donné la peine d’assurer que les lémuriens n’ont pas porté le virus. Une seule espèce aurait pu en être infectée. Mais il n’en était rien. Le danger à l’époque est que les gens, sous d’autres cieux, aiment mener des expériences. Rappelons-nous que des tigres ont aussi été infectés ! Si jamais il est des lémuriens en captivité sous d’autres cieux testés positifs, l’image de Madagascar, leur pays d’origine, en pâtirait. Toute une économie basée sur l’industrie du tourisme s’écroulerait alors. Personne ne viendrait visiter notre pays déjà à la merci de la pauvreté endémique.

Mongabay: L’opinion a tendance à attribuer les origines de la variole du singe à l’Afrique. En tant que premier ressortissant africain à la tête de l’IPS, quel message envoyez-vous au monde dans ce contexte actuel ?

Jonah Ratsimbazafy: Je veux rassurer que la variole du singe est guérissable si elle est traitée à temps. Je veux aussi attirer l’attention sur notre rapport avec ces animaux. Laissons-les à leur habitat naturel ! Parfois, les gens se montrent têtus. Certains habitants d’Afrique disent qu’ils sont habitués à vivre avec les maladies comme l’Ebola, mais ce sont les autres qui ne le sont pas. Un tel comportement ne va pas dans le sens de la conservation des animaux sauvages. Le bushmeat est encore une pratique courante sur le continent et, tant que cela ne changera pas, le risque pour les Africains est toujours présent. La progression de cette maladie offre donc une énième occasion pour sensibiliser les populations à laisser ces animaux là où ils sont, car ils sont le moteur de l’industrie du tourisme.

Ils sont en nombre réduit et menacés et, pour les voir, les étrangers dépensent des fortunes. Le tourisme ne demande pas d’investissements énormes. Il suffirait de régler les questions de sécurité, d’hygiène et d’infrastructures aux normes. Autrement dit, les singes et les autres espèces de primates non humains constituent une source de manne financière pour l’Afrique. Leur existence attire les étrangers, qui ne les ont pas chez eux, à venir les voir. Je veux rassurer et affirmer que le changement du nom de la variole du singe est en cours. Le simple fait de prononcer cette appellation a des effets néfastes sur ces animaux, qui distinguent l’Afrique et

Madagascar du reste du monde. Autant donc cesser de la faire circuler ou carrément en trouver une autre.

Mongabay: Dans vos sorties médiatiques à Madagascar, vous mettez en garde contre les façons de communiquer au sujet de la variole du singe. Qu'est-ce qui vous inquiète?

Jonah Ratsimbazafy: La prochaine édition du congrès de l'IPS aura lieu à Madagascar l'année prochaine. J'appellerais le ministère de la Santé publique le « ministère de la variole du singe » à cause de l'obstination à véhiculer le message sur la « variole des lémuriens » comme si celle-ci était déjà arrivée au pays. On n'a pas l'idée de ce qui pourrait en être l'impact chez les personnes qui viendront chez nous. Si, à l'étranger, j'entendais dire « variole des lémuriens », j'annulerais mon voyage à Madagascar. Les gens ne viendraient pas. Pourtant, il s'agira d'un congrès international, une publicité gratuite à l'échelle planétaire pour notre pays.

Nous célébrerons la Journée nationale des lémuriens (JNL), le 8 novembre prochain. Je saisirai cette occasion pour clamer haut et fort que c'est nous-mêmes qui disons du mal de la réalité de notre pays. Il est fort possible que la maladie soit transmise si jamais elle arrive chez nous. Mais personne n'est en mesure de l'affirmer. Il est donc indispensable de renforcer la surveillance aux frontières. Est-ce que tous les dispositifs nécessaires à cet effet sont déjà en place ? Je ne sais pas. La communication, qui doit être l'œuvre commune du ministère de la Santé publique et de celui du Tourisme.



Ankomba malandy (*Propithecus tattersalli*), une des espèces des primates les plus menacées de la planète. Image de Rivonala Razafison pour Mongabay.

Je veux qu'ils fassent une communication positive sur ces animaux qui font la fierté de Madagascar, pour inciter les gens à venir ici l'année prochaine. Seulement, le silence du ministère du Tourisme est gênant. C'est Jonah Ratsimbazafy qui doit crier sur les toits pour défendre les causes de ces animaux. J'en appelle au bon sens du ministre de l'Environnement et du Développement durable (MEDD) pour qu'il amène ses collègues ministres à faire rectifier la communication sur la variole du singe maladroitement traduite en « variole des lémuriens », comme si on faisait croire que la maladie, bien que n'étant pas présente au pays, est déjà dans nos murs. À considérer l'expansion des maladies émergentes, on dira aussi à l'avenir « Ebola des lémuriens ». Il y a lieu de retravailler rapidement les manières de communiquer.

Mongabay: Quels sont les impacts potentiels de la mauvaise communication dans le contexte d'une épidémie pareille ?

Jonah Ratsimbazafy: L'impact socioéconomique sera immense. La communication atteindra facilement la masse. C'est grave. Les gens se feraient des idées fausses sur les lémuriens. Ils

pourraient même réclamer le droit de les massacrer, car ils sont supposés transmettre des maladies. La réaction primaire des gens serait à l'autodéfense pour éviter une mort éventuelle. Je rappelle l'expérience du Brésil au début de la variole du singe qui est aussi possible à Madagascar. Cette réaction primaire représente un danger pour nous. La presse internationale a rapporté l'arrivée de la maladie à La Réunion. J'ai alors médiatisé que la maladie n'a pas existé chez nous. Elle n'a pas encore été alors appelée « variole des lémuriens », mais variole du singe. Des mesures ont été prises. Puis, silence, car ce sont des singes jusqu'à ce que le débat refasse surface maintenant.

Plus d'une dizaine de pays en Afrique, y compris le Rwanda, sont touchés. Madagascar compte zéro cas. Mais, imaginez que la cartographie de la maladie montre la Grande île avec deux cas, par exemple ! Quel en serait l'impact ? Nous remercions Dieu de nous en avoir épargnés. Mais, au lieu de le faire, c'est nous-mêmes qui répétons constamment dans les médias que nous avons la « variole des lémuriens ». Dieu merci si Madagascar ne figure pas encore sur la liste. Ce sont des pays frères en Afrique qui y sont cités. Mais je me demande pourquoi La Réunion n'apparaît pas sur la cartographie, alors qu'elle compte déjà des personnes affectées. C'est ce qui frustre les Africains, car il n'y a que des pays africains qui figurent sur la cartographie. Pourquoi les pays européens n'y sont pas inclus ? Les autres protègent leur tourisme. Le MEDD doit alors rassurer que nos lémuriens sont sains.

Mongabay: La 30e édition du congrès de l'IPS se tiendra à Antananarivo en août 2025. La variole du singe aussi est là parallèlement aux préparatifs. Où en sommes-nous en ce moment ?

Jonah Ratsimbazafy: La population a besoin d'être éduquée. Les lémuriens sont clandestinement exportés et élevés en captivité. Leur habitat naturel, la forêt, est détruit. Nous dévaluons nous-mêmes notre richesse. L'Etat doit réagir. Nous voyons des publicités « Visit Rwanda » aux matchs de foot en Europe. Pourquoi ne voyons-nous pas « Visit Madagascar » ? Que représente la biodiversité du Rwanda par rapport à celle de Madagascar ? Je prends aussi l'exemple du Costa Rica. Le tourisme à lui tout seul génère chaque année environ 4 milliards de dollars à ce pays latino-américain. Plus de 2 millions de visiteurs y viennent chaque année. Chez nous, le nombre annuel d'arrivées internationales est de 300 000 environ, loin de la

performance de La Réunion et de l'île Maurice. Pourtant, notre nature a une beauté paradisiaque.



Des lémuriens en captivité. Image de Rivonala Razafison pour Mongabay.

Les infrastructures manquent cruellement sur l'île. Selon un ami, le style de gouvernance du feu Président Robert Mugabe a été vivement critiqué en son temps. Mais, si vous allez au Zimbabwe, les dessertes pour admirer les Big Five sont toutes belles. Le leader a bien compris que l'économie de son pays était là. Chez nous, le trajet pour aller aux endroits à la beauté envoûtante comme Andasibe est éprouvant. Nous avons l'offre. Mais nous ne savons pas la vendre. Le marketing n'est pas notre fort. Les autres exhibent le « Visit Rwanda ». Qu'est-ce que ça donne si vous dites « Visit Madagascar » alors que vous dites en même temps : « La variole des lémuriens existe ici » ? Ce sont deux choses incompatibles l'une avec l'autre. Mais le gouvernement fait la sourde oreille.

Mongabay: Comment la communauté scientifique, notamment celle des primatologues, s'organise-t-elle pour gérer la situation liée à la variole du singe ?

Jonah Ratsimbazafy: Le congrès de l’African Primatology Society (APS) s’est déroulé en Afrique du Sud du 24 au 28 septembre. Nous nous attellons à la célébration de la JNL et au début effectif des préparatifs du congrès d’Antananarivo de l’année prochaine. Les responsables de l’IPS mettent les mains à la pâte. L’Etat y prendra part également. Nous, à Madagascar, créerons la Malagasy Primatology Society (MPS). Le GERP n’est pas le seul à s’occuper des lémuriens. En Ouganda, les guides sont des experts. Leur niveau est très élevé. Nous souhaitons en apprendre d’une telle expérience. N’oublions surtout pas que les participants au rendez-vous d’Antananarivo de l’année prochaine sont des scientifiques de haut niveau.

Nous sommes toujours au courant. En tant que Président de l’IPS, je dispose de huit officiers. L’un d’eux s’occupe des pathologies. Toutes les informations sont discutées au sein du groupe comme en conseil du gouvernement. Nous discutons des appuis et conseils à donner. Nous écrivons aux dirigeants des pays où les primates sont maltraités ou soumis à des expériences scientifiques. C’est interdit. Les primates ne sont pas des cobayes. Nous avons le devoir de le rappeler et apportons notre soutien aux acteurs locaux impliqués dans la conservation. Les maladies ont existé depuis la nuit des temps. Mais nous les ignorons. Une déclaration sur la non utilisation des plastiques interviendra bientôt. Des animaux qui les ingurgitent en meurent. Les plastiques ne sont pas tellement un problème pour les lémuriens. Mais ils le sont pour les grands singes. Une fois perturbés, les primates montent au village pour agresser les hommes. Nos lémuriens sont intelligents. Ils ne sont pas agressifs. Il s’agit d’une question d’éducation, car ce sont les mammifères les plus menacés au monde. Il est de notre devoir de les conserver, car ils sont nos cousins.



Les lémuriens ne peuvent pas vivre en dehors de la forêt comme les poissons qui ne peuvent pas vivre en dehors de l'eau. Image de Rivonala Razafison pour Mongabay.

Ma conclusion est que les primates non humains et nous pouvons cohabiter parfaitement. Ils nous rapportent des revenus conséquents si nous savons les gérer. Pour nous à Madagascar, 95 % des lémuriens sont menacés. Les espèces menacées sont soit vulnérables, soit en danger, critique. Pourquoi les lémuriens sont-ils menacés ? Tous les lémuriens sont comme les poissons et les poissons ne peuvent pas vivre en dehors de l'eau. Les lémuriens ne peuvent pas vivre en dehors de la forêt. Ils ont besoin de forêt. Nous connaissons tous l'état de notre forêt actuel, qui ne cesse de se dégrader pour des raisons multiples. Il y a encore de l'espoir, d'où l'organisation de la JNL. Chez nous, les peines infligées aux délits environnementaux sont faibles par rapport à la gravité des faits. L'an passé, un individu pris en flagrant délit a écopé d'une année avec sursis assortie d'une amende symbolique. Les autorités thaïlandaises ont en mai dernier intercepté sur leur territoire une cinquantaine de lémuriens et plus d'un millier de tortues endémiques de notre île. L'affaire a créé un buzz à l'échelle mondiale, ce qui est positif. Elle aurait été camouflée si elle s'est passée au pays. La loi n'est pas appliquée, car les voix des

électeurs sont nécessaires, et donc il faut plaire aux délinquants. J'ai toujours demandé si l'Etat protège réellement ou non les espèces sauvages.

Mongabay: Le prochain grand rendez-vous d'Antananarivo sera une énième occasion en or pour lancer un message fort aux dirigeants et à la population, quant au renforcement de la conservation des primates qui sont aujourd'hui menacés...

Jonah Ratsimbazafy: L'idée de louer des animaux sauvages est devenue courante. En Chine, un panda peut générer jusqu'à 800 000 euros en une seule année. Mais pourquoi tue-t-on les lémuriens et les singes rares chez nous? Le manque de prise de responsabilité de l'Etat et la non maîtrise des feux sont sources de mauvaises réputations. Auparavant, en Chine, le fait de tuer un panda a valu la peine capitale, substituée aujourd'hui par des travaux forcés à perpétuité. Le primate est important pour les Chinois. Leur économie en dépend en partie et ils en sont fiers. Les Malgaches doivent faire un tam-tam sur le « Visit Madagascar » à toutes les occasions. Mais je n'ai jamais entendu notre Président dire : « Protégeons nos lémuriens ». J'ai déjà entrepris la démarche auprès de tous les leaders successifs. Ce n'est pas pour rien que les Etats-Unis font de l'aigle américain (pygargue à la tête blanche) leur emblème national, le lion pour le Sénégal, l'éléphant pour la Côte-d'Ivoire, l'impala pour l'Ethiopie, le kangourou pour l'Australie... Bref, les pays mettent en valeur les animaux qui les différencient des autres.

Pour nous les Malgaches, le bœuf orne notre emblème pour signifier que les bœufs sont inséparables de notre culture. Seules les personnes qui ne sortent pas de l'île en sont persuadés. Si nous allons en Afrique, nous nous rendons compte facilement que les bœufs sont omniprésents dans la vie des habitants. Les vaches sacrées existent même en Inde. Même le logo de l'université d'Antananarivo met en exergue la tête du zébu. Mais je n'ai jamais vu un seul zébu à l'université. Les Malgaches doivent prêter une attention particulière à la façon d'apprécier les choses. Nous exhortons constamment à la protection des primates. L'Etat se doit de coopérer à cette fin. Ces animaux sont nos richesses et notre fierté. Ils nous aident à vivre et à faire face aux adversités de la vie, surtout dans le contexte actuel des conditions changeantes.

VertTogo

Hector Nammangue (Togo) ; Les OSC du monde entier mettent en garde contre la compensation et les crédits liés à la biodiversité ; Vert Togo, 2 octobre 2024.

Tag : COP 16.

Pour accéder à l'article : <https://vert-togo.tg/les-osc-du-monde-entier-mettent-en-garde-contre-la-compensation-et-les-credits-lies-a-la-biodiversite/>



Plus de 270 organisations et universitaires s'opposent aux mécanismes de marché sur la biodiversité à l'approche d'une réunion mondiale cruciale, citant les risques majeurs pour les écosystèmes et les communautés.

Plus de 270 organisations de la société civile et universitaires du monde entier ont exprimé leur forte opposition à l'utilisation de la compensation et des crédits biodiversité, avertissant que ces mécanismes échoueront à protéger les écosystèmes et poseront au contraire des risques importants pour l'environnement, les peuples autochtones, les femmes, les jeunes, les petits

producteurs de denrées alimentaires, les communautés locales et les communautés d'ascendance africaine.

Une Déclaration de la Société Civile sur les Crédits et la Compensation en Matière de Biodiversité, publiée aujourd'hui, avant la COP16 sur la biodiversité en Colombie, met en évidence les vives inquiétudes concernant l'inefficacité et les dommages potentiels de ces initiatives basées sur des mécanismes de marché.

Il est probable qu'ils perpétueront les accaparements de terres, les déplacements de communautés, les violences de genre, les conséquences socio-économiques, l'insécurité alimentaire et les violations des droits de l'homme déjà observés avec les marchés du carbone. Dans le même temps, les systèmes de biocrédits font face à des problèmes techniques insurmontables et il est peu probable qu'ils seront efficaces, que ce soit en termes de protection des écosystèmes ou de collecte de fonds supplémentaires récurrents pour la conservation de la biodiversité.

“Les marchés de la biodiversité reposent sur des principes erronés et risquent de répéter les mêmes erreurs que les marchés déjà problématiques du carbone, tout en faisant peser des menaces encore plus graves sur les écosystèmes et les communautés, nuisant de manière disproportionnée aux femmes et aux jeunes. Il est urgent d'agir pour la nature, mais les marchés sur la biodiversité ne sont pas la solution”, a déclaré Valentina Figuera Martinez de la Global Forest Coalition, une coalition internationale d'ONG et d'organisations de peuples autochtones.

Cette déclaration intervient alors que les marchés sur la biodiversité sont promus comme un outil potentiel pour financer la conservation de la nature et atteindre les objectifs mondiaux en matière de biodiversité. La prochaine Conférence des Nations Unies sur la biodiversité à Cali, en Colombie (COP 16), est considérée comme un moment critique pour la société civile et les détenteurs de droits pour contester et rejeter les mécanismes de marché sur la biodiversité.

Les signataires appellent les gouvernements, les organismes multilatéraux, les organisations de protection de la nature, le secteur privé et les autres parties prenantes à mettre un terme au développement et à la promotion de la compensation et des crédits liés à la biodiversité.

“La compensation et les crédits biodiversité sont contraires à la conservation de la biodiversité : ils ne mettent pas fin à la perte de biodiversité, mais la perpétuent. Ce dont nous avons besoin de toute urgence, c’est au contraire d’un changement transformationnel qui s’attaque réellement aux causes profondes de la perte de biodiversité”, a déclaré Lim Li Ching, du Third World Network, une ONG internationale du Sud.

Selon les signataires de la déclaration, il faut notamment- Renforcer les réglementations environnementales; protéger les territoires des peuples autochtones et les droits fonciers des communautés locales; mettre fin aux subventions nuisibles ;garantir un financement équitable des efforts de conservation menés par les communautés et soutenir la mise en œuvre d’approches non basées sur des mécanismes de marché.

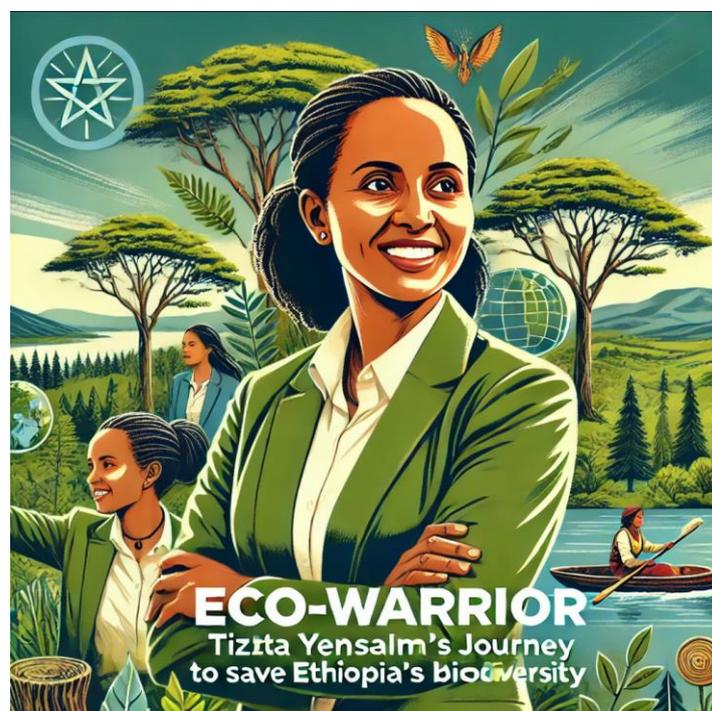
“La COP16 doit mettre en place des actions équitables, basées sur les droits, sensibles au genre et efficaces pour sauvegarder la biodiversité de notre planète, plutôt que des mécanismes risqués tels que la compensation et les crédits biodiversité qui ne font que retarder l’action urgente”, a ajouté Yemi Katerere, de l’Alliance des ONGs africaines pour la biodiversité (African CSOs Biodiversity Alliance).



Ayele Addis (Ethiopie) ; Eco-Warrior: Tizta Yenealem's Journey to Save Ethiopia's Biodiversity ; African News Channel, October 7, 2024.

Tag : -.

To access the article : <https://www.africanewschannel.org/general/eco-warrior-tizta-yenealems-journey-to-save-ethiopias-biodiversity/>



In the heart of Ethiopia, where nature's beauty and environmental challenges converge, Tizta Yenealem Tessma stands as a beacon of hope, determination, and leadership. The founder and head of the Society for Eco-Tourism and Biodiversity Conservation (SETBDC), Tizta's story is a powerful testament to what can be achieved when passion for nature meets relentless advocacy.

From Humble Beginnings to Eco-Warrior

Tizta's journey began in the small town of Debre Tabor, where the surrounding landscapes nurtured her love for nature. As a child, she would often marvel at Ethiopia's diverse

ecosystems, but it wasn't until much later in life that she realized the pressing need to protect these natural treasures. "The environment is our lifeblood," Tizta recalls. "Without it, there is no future for our children or our nation."

Determined to make a difference, Tizta pursued a degree in Management and later an MA in Public Management and Governance at Bahir Dar University. Her academic path fueled her belief that sustainable development and community empowerment were crucial in preserving Ethiopia's environment.

The Founding of SETBDC

In 2011, Tizta founded the Society for Eco-Tourism and Biodiversity Conservation (SETBDC). As the head of one of Ethiopia's few women-led environmental organizations, she charted a course toward eco-tourism development and biodiversity conservation. The mission was clear: to protect biodiversity, promote eco-tourism, and ensure social inclusion.

SETBDC has since grown under her leadership, achieving significant milestones. "Our work is about more than just planting trees; it's about restoring ecosystems, supporting communities, and safeguarding our future," Tizta explains.

Restoring Abay Millennium Park: A Symbol of Success

One of SETBDC's crowning achievements has been the removal of the invasive weed, *Lantana camara*, from Abay Millennium Park near Bezawit Palace. The invasive species had choked the park's ecosystem, preventing native plants from thriving. Tizta's team not only cleared the weed but also restored the park's biodiversity, planting indigenous trees and creating a sanctuary for local wildlife. "We've given life back to the land," she proudly says. The transformation is visible—native birds have returned, and the community now enjoys the park as a recreational space.

Mobilizing Communities to Save Lake Tana

In another remarkable achievement, Tizta was pivotal in mobilizing the public to remove the Water Hyacinth from Lake Tana, a major threat to the lake's ecosystem. Her efforts raised over one million ETB to purchase a boat to remove the invasive weed. "When I saw how communities came together, I realized the true power of collective action," Tizta reflects. "We were not just saving a lake; we were safeguarding a way of life."

Over 2 Million Trees Planted

Under Tizta's leadership, SETBDC has also grown and planted over 2 million indigenous and exotic tree seedlings. This monumental reforestation effort has transformed the region's institutions, private lands, and communities. "Every tree we plant is a step towards reversing the damage caused by deforestation," Tizta says, her eyes filled with the hope of a greener Ethiopia.

Leadership Through Inclusion and Empowerment

Tizta's success is marked by her environmental achievements and leadership qualities. She believes in empowering women and communities, ensuring they are at the forefront of conservation efforts. SETBDC champions social inclusion, giving women a voice in decision-making processes. "True environmental conservation cannot happen without the full participation of women," she emphasizes.

Tizta's leadership extends beyond the environment; she has also been involved in peacebuilding initiatives. During national elections, her organization helped educate communities about conducting peaceful and fair elections. "I've always believed that a peaceful society is essential for sustainable development," she says.

A Vision for the Future

Looking to the future, Tizta's dream is to make eco-tourism a pillar of Ethiopia's economy, turning conservation into an engine for growth and community development. Her long-term goal is to expand SETBDC's reach and continue planting trees while fostering biodiversity-friendly tourism that benefits both nature and people. "We want to show the world that Ethiopia can thrive by protecting its natural resources," she declares with conviction.

A Role Model for Future Generations

As the first woman in her region to lead such an ambitious environmental initiative, Tizta's impact goes beyond the trees she has planted or the ecosystems she has restored. She has become a role model, inspiring young women to take up leadership roles in environmental activism. Her story is one of resilience, vision, and unyielding commitment to safeguarding Ethiopia's biodiversity.

"There's so much more to be done," Tizta says, her voice filled with determination. "But together, we can protect our country's natural heritage for future generations.

Tizta Yenealem Tessma's journey is a shining example of what one individual can achieve with passion, vision, and a commitment to positive change. As she continues to lead SETBDC into new horizons, her work is a reminder that the fight for environmental conservation is not just about saving trees—it's about securing a future where both people and nature can thrive.

Restoring Abay Millennium Park: A Triumph Over Lantana camara Invasion

In the shadows of Bezawit Palace (Bete-Mengist), a botanical beauty turned into an ecological nightmare when the invasive species, *Lantana camara*, was introduced to Abay Millennium Park in 1985. Initially planted for ornamental purposes, *Lantana camara* quickly spread, becoming a menacing invader. Over the years, it took over vast swathes of the park, covering 254 hectares by the time of the Society for Eco-Tourism and Biodiversity Conservation (SETBDC) assessment in 2015.

"The plant was beautiful, but destructive. It choked out native species, destroyed wildlife habitats, and reduced forage availability," explains Tizta Yenealem Tessma, the founder and head of SETBDC. "*Lantana camara* has long-lasting ecological impacts, and we knew something had to be done to reclaim the park."

The introduction of *Lantana camara* created ecological chaos, erasing native flora and fauna from the area. The loss of native species such as *Croton* and *Dodonaea* led to a severe decline in biodiversity, displacing animals like the Guinea fowl (Jigra) and Duiker (*Midaqua*) that once thrived in the area.

Turning Crisis into Conservation: The Fight Against Lantana camara

Faced with this environmental crisis, SETBDC designed a project aimed at not only removing Lantana camara but restoring the park to its former glory. The project's mission was clear: to reclaim Abay Millennium Park as a hub for eco-tourism, environmental education, and biodiversity research.

The approach was simple yet revolutionary—community engagement, capacity building, and collaboration with local stakeholders became the backbone of the initiative. Workshops and trainings were conducted to involve the surrounding community in the fight against Lantana camara. Locals were equipped with simple hand tools—pickaxes, shovels, and machetes—and were trained to uproot the plant, construct water conservation structures, and plant trees.

“We didn't just remove a plant; we empowered a community,” Tizta proudly says. “They were involved in every step, from planning to implementation, and that's what ensured the success of the project.”

Through this collaborative effort, 194 hectares (75% of the total infested area) were cleared of Lantana camara. But the project didn't stop at removing the invasive species. The community planted over 313,000 indigenous and exotic seedlings across 125 hectares, with an impressive 86% survival rate. These efforts resulted in the restoration of biodiversity, with indigenous trees and medicinal herbs making a comeback, and wildlife, such as the Leopard and Monkey, returning to the park.

Empowering Communities and Ensuring Sustainability

One of the most significant achievements of this project was the economic empowerment it provided to the local community. “We wanted to ensure the project was environmentally and economically sustainable,” Tizta notes. To this end, non-timber forest products like grass, herbs, and opportunities for beekeeping and livestock fattening were introduced to the local communities. This ensured that residents had an economic incentive to protect the restored areas, fostering a sense of ownership.

The project also provided short-term employment opportunities, with 120 daily laborers hired for two months each year, along with permanent positions for four guards and one foreman.

Tangible Results and Lasting Impacts

The project's success is evident not only in the increased biodiversity but also in the improved soil quality and carbon sequestration achieved through the planting of trees. Key infrastructure, including 26 km of hillside terraces, 4050 micro-trenches, and 795 m³ of artificial waterways, has enhanced the park's resilience to erosion and flooding.

Moreover, the local community's perception of the environment has shifted significantly. The adjacent community, once indifferent to the park's deterioration, is now actively engaged in its protection. "The park has become a symbol of pride," says Tizta. Fodder availability has improved, allowing farmers to utilize the park for livestock fattening, and beekeeping has become an additional income stream.

A Sustainable Future for Bezawit and Beyond

The restoration of Abay Millennium Park has drawn attention from potential developers interested in promoting eco-tourism in the area. "We're just beginning to see the possibilities," Tizta says excitedly. The park's beautification, coupled with increased accessibility and biodiversity, has made it an attractive destination for tourists and researchers alike.

With the project's overwhelming success, Tizta and SETBDC are now focused on the future. Plans include expanding the eco-tourism potential of the park and strengthening collaboration with local and international partners to ensure the ongoing protection of the Lake Tana Basin Biosphere Reserve and support the nearby Grand Ethiopian Renaissance Dam (GERD) development efforts.

"Bezawit Park has gone from being overrun with invasive species to becoming a thriving ecosystem. It shows that with the right tools, community engagement, and commitment, we can turn the tide on environmental destruction," Tizta concludes.



As Tizta Yenealem Tessma leads her organization into a new era of eco-tourism and biodiversity conservation, her unwavering dedication continues to transform Ethiopia's landscape, one hectare at a time.

Tizta's fight against *Lantana camara* is more than just a conservation effort; it's a blueprint for how local communities, empowered by knowledge and united in action, can reclaim their natural heritage and build a sustainable future.



Boris Ngounou (Cameroun) ; Lutte contre les conflits Homme-Faune au Gabon : CJ et SFG s'unissent pour protéger les cultures ; Environnementales, 2 octobre 2024.

Tag : -.

Pour accéder à l'article : <https://environnementales.com/lutte-contre-les-conflits-homme-faune-au-gabon-cj-et-sfg-sunissent-pour-protoger-les-cultures/>



Les ONG Space for Giants et Conservation Justice ont signé le 1er octobre 2024 à Libreville, un partenariat stratégique de quinze mois pour la gestion des clôtures électriques mobiles dans plusieurs provinces du Gabon. Ce dispositif innovant vise à atténuer les conflits Homme-Faune (CHF), particulièrement avec les éléphants, tout en protégeant les cultures agricoles des communautés locales. Face à l'augmentation du CHF dans les provinces du Haut-Ogooué,

de l'Ogooué-Lolo, de la Ngounié et de l'Ogooué-Ivindo, cette collaboration intervient à un moment crucial.

Depuis son implantation au Gabon, Space for Giants a installé des clôtures électriques mobiles fonctionnant à l'énergie solaire. Ce projet, en partenariat avec Conservation Justice, a pour ambition de sécuriser les cultures ravagées régulièrement par les éléphants. Selon Eric Chehoski, Directeur National de Space for Giants, « il est inconcevable de parler de conservation sans évoquer le conflit homme-éléphant. Nous mettons tout en œuvre pour que les communautés locales bénéficient de ces clôtures, une solution immédiate et pratique. »

La collaboration ne se limite pas à l'installation de ces dispositifs. Conservation Justice identifiera les bénéficiaires et facilitera leurs démarches auprès des autorités locales. En plus de cela, l'ONG s'engage à former les communautés rurales pour mieux gérer et maintenir ces équipements, tout en assurant un suivi post-installation. Pour Luc Mathot, Directeur Exécutif de Conservation Justice, « la participation active des populations locales est la clé pour résoudre durablement ce problème. »

Le projet cible initialement quatre provinces, mais pourrait être étendu à d'autres régions en fonction des résultats et opportunités. Avec ce partenariat, Space for Giants et Conservation Justice réaffirment leur engagement à promouvoir une cohabitation pacifique entre l'homme et la faune tout en assurant un développement agricole durable dans les zones rurales du Gabon.

Faits marquants

4 provinces cibles : Haut-Ogooué, Ogooué-Lolo, Ngounié, Ogooué-Ivindo

15 mois de collaboration pour une gestion continue des clôtures électriques mobiles

Innovation solaire : clôtures électriques alimentées par énergie solaire, adaptées à l'agriculture de subsistance

Depuis 2022, Space for Giants a installé ce dispositif dans plusieurs zones rurales du Gabon

Cette approche innovante offre aux communautés locales non seulement une protection contre les ravages des éléphants mais aussi une opportunité de développement agricole durable et sécurisé.

VertTogo

Hector Nammangue (Togo) ; Moukaila Moubarak : « L'économie verte, une opportunité que l'Afrique ne doit pas laisser passer » ; Vert Togo, 3 octobre 2024.

Tag : BOAD.

Pour accéder à l'article : <https://vert-togo.tg/moukaila-moubarak-leconomie-verte/>



Le 10e Sommet mondial de l'économie verte (WGES) s'est ouvert ce jeudi 3 octobre au Dubaï World Trade Centre à Dubaï. Ce sommet qui a pour objectif de renforcer la coopération internationale et de favoriser les objectifs environnementaux et économiques tout en

construisant un avenir durable et inclusif réunit des experts mondiaux, des représentants gouvernementaux, des organisations internationales, des universitaires et des médias.

Prenant part à cette rencontre, Moukaila Moubarak, le Directeur du Département de l'environnement et de la finance climat de la Banque Ouest Africaine pour le Développement (BOAD) a saisi l'occasion pour lancer un vibrant appel au continent Africain à saisir l'opportunité de la transition vers une économie verte.

Dans un discours lors du Sommet mondial de l'économie verte à Dubaï, il a insisté sur l'importance d'innover pour mobiliser davantage de financements climatiques sur le continent. « Les avantages de la transition vers une économie verte sont nombreux : création d'emplois, nouvelles opportunités commerciales, amélioration de la santé publique et sécurité énergétique renforcée », a-t-il déclaré.

Pour le spécialiste en Finance climat, cette transition est une opportunité à ne pas manquer, surtout en Afrique, où elle pourrait améliorer la qualité de vie des populations tout en favorisant une croissance économique durable.

Cependant, Moubarak a pointé du doigt un défi de taille : l'Afrique ne mobilise actuellement que 6 % des financements climatiques mondiaux. « Non seulement nous avons une faible capacité de mobilisation, mais notre continent a subi de nombreux chocs qui ont affecté son environnement », a-t-il relevé en ajoutant que le financement climatique joue un rôle essentiel dans le soutien de cette transition en stimulant les investissements dans les infrastructures et les technologies vertes.

« Bien que notre région n'ait mobilisé que 6 % des ressources mondiales de financement climatique. Ce domaine reste tout de même une force motrice pour l'inclusion des ODD dans les stratégies de développement. Cela se traduit par les efforts des emprunteurs pour participer au développement de la finance durable. », explique-t-il.

Il a appelé donc à l'innovation, avec l'introduction de nouveaux instruments financiers capables de soutenir des projets verts sur le continent. En dépit des difficultés, le directeur de la BOAD reste confiant : « La finance durable est une force motrice pour l'inclusion des Objectifs de Développement Durable (ODD) dans nos stratégies de développement », a-t-il affirmé.

Aussi a-t-il insisté « la BOAD, à travers des initiatives comme la finance mixte, entend jouer un rôle clé dans cette transformation »

Selon le Directeur du département de l'environnement et de la finance climat de la Banque Ouest Africaine pour le Développement (BOAD), c'est le moment pour l'Afrique de prendre le virage vers un développement plus vert et plus inclusif, avec le soutien des institutions financières de développement.

VertTogo

Hector Nammangue (Togo) ; Planifier une transition juste à l'intention des décideurs africains ; Vert Togo, 7 octobre 2024.

Tag : BAD.

Pour accéder à l'article : <https://vert-togo.tg/planifier-une-transition-juste-a-lintention-des-decideurs/>



Alors que l’Afrique poursuit sa transition vers une économie à faible émission de carbone et résiliente au changement climatique, la Banque africaine de développement, avec le soutien des Fonds d’investissement climatiques (FIC), renforce son engagement en faveur d’une transition juste sur l’ensemble du continent.

Conformément à cet engagement, des décideurs majeurs du Ghana, du Kenya, de l’Ouganda et de la Namibie se sont rencontrés récemment à Nairobi pour la session finale d’une masterclass sur la planification d’une transition juste, une initiative essentielle de renforcement des capacités visant à aider les pays africains à planifier une transition équitable et inclusive vers le développement durable.

Dispensée dans le cadre des efforts continus de la Banque africaine de développement pour faire progresser l’intégration de la transition juste, cette masterclass a fourni aux participants une plateforme pour améliorer leurs connaissances, leurs compétences et leurs réseaux. L’initiative a réuni 25 décideurs politiques, représentants d’organisations de la société civile et experts techniques de pays pilotes afin de collaborer sur des solutions pratiques pour une action climatique inclusive.

En mettant l’accent sur le paysage socio-économique unique de chaque pays, la masterclass a fourni aux décideurs des outils pour faire face aux perturbations causées par la transition vers des économies plus propres. La dernière session en présentiel, qui s’est déroulée du 17 au 18 septembre 2024, a fait suite à quatre webinaires préparatoires. Les participants ont examiné des exemples réussis de planification de transition juste et présenté les défis spécifiques à chaque pays. Ils ont élaboré des stratégies pour faire face aux impacts sur les économies et les moyens de subsistance, et ont rencontré des bailleurs de fonds potentiels afin d’explorer les options de financement des transitions justes.

Bubacarr Sankareh, conseiller principal du directeur général du Développement régional et de la Prestation de services de la Banque pour l’Afrique de l’Est, a souligné l’importance de l’initiative dans son allocution d’ouverture. « La transition vers un développement propre et durable nécessitera de transformer la manière dont nous produisons et consommons l’énergie, dont nous gérons les ressources et dont nous dirigeons nos économies. Ces transformations perturberont les économies et les moyens de subsistance, a-t-il souligné. « Une transition juste

garantit que ces perturbations sont gérées de manière à ce que personne ne soit laissé pour compte. En Afrique, il s'agit non seulement de minimiser les effets négatifs de l'action climatique, mais aussi de maximiser le développement et la prospérité qui découlent de ces actions transformatrices. »

Selon M. Sankareh, la transition sera différente entre les pays africains qui dépendent des combustibles fossiles et ceux qui n'en dépendent pas, soulignant la nécessité d'un accès équitable aux bénéfices du développement durable tout en partageant ses coûts.

Caroline Aguti, commissaire adjointe au ministère ougandais de l'Énergie et du Développement minéral, a souligné la nécessité de réviser le plan de transition énergétique de l'Ouganda afin d'y intégrer la justice sociale. Elle a également appelé les partenaires du développement, y compris la Banque africaine de développement, à apporter un soutien continu aux pays africains en mettant en place des instruments de financement pertinents pour les investissements dans une transition juste.

Kidanua Abera Gizaw, coordinatrice des initiatives de transition juste de la Banque, a souligné qu'une intégration efficace de la transition juste nécessitait une approche intersectorielle avec une planification nationale, sectorielle et opérationnelle cohérente. En ciblant les décideurs de différents secteurs, la masterclass permettra de faire le pont entre ces différents niveaux et d'intégrer les principes de la transition juste dans la planification du développement durable.

Conformément à son Cadre stratégique 2021-2030 pour le climat et la croissance verte, la Banque africaine de développement est en bonne voie pour mobiliser 25 milliards de dollars d'ici à 2025 pour soutenir l'action climatique. Le cadre pour une transition juste de la Banque veillera à ce que les projets des pays africains soient identifiés et mis en œuvre de manière efficace, en s'alignant sur ses objectifs climatiques plus larges.

Pour en savoir plus sur l'Initiative pour une transition juste de la Banque africaine de développement.



Wallace Mawire (Zimbabwe) ; African Microbiomes To Be Represented In Global Health Knowledge Systems ; Pan African Visions, October 10, 2024.

Tag : -.

To access the article : <https://panafricanvisions.com/2024/10/african-microbiomes-to-be-represented-in-global-health-knowledge-systems/>

The microbiome, which includes the trillions of microorganisms that live in and on the human body, has emerged as a crucial determinant of human health. But, despite Africa's immense microbiome diversity, information about African microbiomes is significantly underrepresented in global research.

Now, a groundbreaking symposium and the opening of a new cutting-edge facility are set to play a part in ensuring that African microbiomes are represented in global knowledge systems, for more inclusive and representative global health solutions.

The African Microbiomes in Health and Disease Symposium hosted by the University of Cape Town's (UCT) Institute of Infectious Disease and Molecular Medicine (IDM) from October 1 to 2, 2024 two-day hybrid event put on spotlight the significant role of microbiomes in health and disease on the African continent and also addressed another sector of health that does not receive the attention it needs: women's reproductive health. Vaginal microbiomes were a central focus at the symposium, which brought together local and international stakeholders to shape the future of microbiome research across the African continent.

The symposium coincided with the launch of the new Microbial Interactions Laboratory (MIL) at the IDM, a cutting-edge facility designed to contribute to the much-needed infrastructure for microbiome research in Africa.

The facility will be a key part of a hub for microbiome research, offering support for scientists focused on understanding the impact of microbial communities on health in African contexts.

Focused on driving future solutions, the symposium and new facility aim to address critical research gaps, paving the way for the development of health interventions specifically tailored to African populations.

Led by four Co-Chairs, the symposium fostered collaborations that will drive local research leadership and ensure the inclusion of African microbiome data in global health solutions. Co-chair Prof Jo-Ann Passmore, Principle Medical Scientists at the IDM (UCT) and Calestous Juma Science Leadership Fellow said, “This is a call to action. Africa's unique microbial diversity holds the key to developing diagnostics and treatments that are relevant not only to Africans but to the world.”

Co-Chair Prof Lenine Liebenberg, Chief Researcher at the Centre for Epidemic Response and Innovation (CERI) at Stellenbosch University puts it another way “Our diversity grants us a richness of perspectives and expertise. When we collaborate between disciplines, institutions and regions in developing our ideas, abilities, and each other, we fast-track the realisation of our shared visions. Who wouldn't want more robust, inclusive, and impactful scientific discoveries?

“The Institute of Infectious Disease and Molecular Medicine (IDM) at the University of Cape Town is a leading research institute focused on infectious diseases and molecular medicine, providing a platform for African scientists to lead world-class research efforts.

VMRC4Africa is committed to developing a network of African researchers working on the microbiome, with a view to improving reproductive health and developing new treatments for Bacterial Vaginosis in African women.

Key Focus Areas of the Symposium included Vaginal Microbiome Research.

This year’s symposium had a strong focus on female reproductive microbiomes, particularly addressing bacterial vaginosis (BV), a major driver of genital inflammation and increased HIV acquisition risk in women.

Prof. Jo-Ann Passmore, joint staff at the IDM, University of Cape Town, Principal Medical Scientist with the National Health Laboratory Service (NHLS) and lead of the Vaginal Microbiome Research Consortium for Africa (VMRC4Africa), spearheaded discussions aimed at developing innovative treatments and diagnostics for BV.

Diversity and Inclusion. The symposium emphasized the importance of diversity in microbiome research, ensuring that African voices and female scientists are central in shaping the future of the field.

Collaborative Efforts, at the heart of the meeting is a call for collaboration.

Through panel discussions and presentations, the event highlighted the need for equitable research partnerships, ethical collaborations and the development of standardized protocols for microbiome research in Africa.

Artificial Intelligence (AI), sessions at the symposium addressed the role of AI in microbiome research, with a particular focus on informatics and microbiome data mining, as well as its role in precision medicine.

The symposium officially launched the Microbial Interactions Laboratory (MIL), a new state-of-the-art facility aimed at strengthening Africa's microbiome research infrastructure. The MIL will enable key partnerships between African researchers and international experts, support mechanistic research on microbe-to-microbe and microbe-to-host interactions and stimulate the development of microbiome-centered health solutions for the continent.

Dr Anna Happel, Senior research Officer at the IDM (UCT) and co-chair of the symposium: "The launch of the UCT IDM Mucosal Interactions Lab represents a bold affirmation of Africa's vital role in the global microbiome narrative. By focusing on our unique microbial diversity, we are paving the way for innovative approaches to women's and infant health, while ensuring that African voices and experiences are integral to the future of microbiome science".

Key Speakers included Professor Jo-Ann Passmore (UCT), Chair of VMRC4Africa, will lead discussions on shaping the future of microbiome research in Africa, Professor Elizabeth Bukusi (Kenya Medical Research Institute) will address gender, equity, and ecology in African health

research, Professor Tulio de Oliveira (Stellenbosch University) who focused on the role of partnerships in empowering African contributions to global health innovation, Professor Ntobeko Ntusi (UCT) who explored empowering partnerships within women's health research ecosystems, Professor Jacques Ravel (University of Maryland Baltimore) who discussed microbial data mining and its role in microbiome research, Professor Ovokeraye Oduaran (University of the Witwatersrand) who outlined the five pillars essential for African microbiome research, Professor Rob Knight (University of California, San Diego) who highlighted the critical importance of integrating African microbiomes into global databases and explain why Africa's contribution is vital to the world.

The Researchers say that where one lives impacts one's microbiome's diversity and composition. They say that climate, local diets, water quality and hygiene practices shape microbiome. Antibiotic use and urbanization can disrupt delicate microbial balances.

They add that socioeconomic conditions and local pathogens further influence microbiome diversity, affecting overall health. Because of this, research carried out in one region cannot simply be transposed to another region.

They add that microbiome research in Africa for Africa is thus crucial for understanding diverse genetics, local health challenges and unique microbial ecosystems. They say that addressing global research gaps in Africa will boost disease prevention on the continent, build local expertise and further fuel research equity.

"I'm absolutely thrilled to see the launch of the MIL and to have played a small part in helping to bring this very exciting initiative to fruition. Nested within the highly collaborative, interdisciplinary environment of the IDM, the MIL is ideally placed to become a hive of activity and another example of research excellence in Africa, for Africa," said Professor Valerie Mizrahi, University of Cape Town (UCT), South Africa.

"Investing in African-led research is crucial for developing solutions that resonate with our communities. Our unique challenges require homegrown expertise and insights that only local researchers can provide." Dr Moses Alobo, Science for Africa Foundation (SFA Foundation), Kenya said.

“Integrating molecular ‘omics approaches, such as genomics, transcriptomics, proteomics, and metabolomics, into microbial community profiling offers a more comprehensive understanding of our African microbial ecosystems. These techniques allow for a deep exploration of the genetic, functional, and metabolic characteristics of innate microbial communities.” Professor Adrian Brink, University of Cape Town (UCT), South Africa said.

"The creation of a Center of Excellence for microbiome research is essential for addressing the unique health challenges faced by African women. By focusing on our diverse microbiomes, we can develop targeted interventions that truly represent and serve our populations." Professor Moses Obimbo, University of Nairobi (UoN), Kenya said.

“It is very exciting to see the launch of the Microbial Interactions Laboratory, a key new addition to the core research platforms available within UCT’s Institute of Infectious Disease and Molecular Medicine that already include world-class analytical infrastructure and expertise in flow cytometry, light microscopy, mass spectrometry, histopathology, and bioinformatics. The IDM’s vision is to be an international centre of excellence where world-class scientists work together to tackle diseases of major importance in Africa, and the creation of the MIL promises major advances in our understanding of African microbial ecosystems and the functional and genetic interactions that determine risk of disease development and infection outcomes.” Professor Digby Warner, University of Cape Town (UCT), South Africa said.

“At the heart of Africa’s microbiome research lies a vision of interconnectedness – where complexity is not a challenge, but the foundations of a thriving scientific ecosystem. Through collaboration, this is a call to action for building a HUB that mirrors nature’s most successful systems, bringing together diverse minds to tackle the health and ecological challenges of our continent cooperatively. Together, we are bigger than a sum of our parts!” Professor Jo-Ann Passmore, University of Cape Town (UCT), South Africa said.

“Investing in research into the microbiome is critical for our understanding of the interplay between host genetics, pathogens and inflammatory processes. By understanding these interactions, we can make meaningful contributions to solve some of the most vexing problems of infectious diseases.” Professor Glenda Gray, former CEO South Africa Medica Research Center (SAMRC), South Africa said.



“With its rich two decade-long tradition of generating new knowledge on the vaginal microbiome, this collaborative initiative at UCT is poised to make yet more discoveries that will enhance women’s health. While the vaginal microbiome is a microscopic world within a woman’s body – it is diverse, dynamic and defensive. Studying these 3 “D’s” of the microbiome at this HUB is potentially transformative – enabling many African scientists in this field to collaborate with each other in order to address key challenges in the microbiome to improve women’s health,” Professor Salim Abdool Karim, Centre for the AIDS Programme of Research in South Africa (CAPRISA), South Africa said.



نوفمبر المجيد... وفاة وتجديد

Horizons

QUOTIDIEN NATIONAL D'INFORMATION

Wassila Ould Hamouda (Algérie) ; Investissement et partenariat étranger Un levier pour renforcer la sécurité alimentaire ; Horizons, 11 octobre 2024.

Tag : -.

Pour accéder à l'article : <https://www.horizons.dz/?p=171356>



Le secteur agricole attire l'investissement étranger et se renforce grâce à des partenariats stratégiques en Algérie.

En effet de nombreux investisseurs étrangers y voient un potentiel important de développement. Cette dynamique s'inscrit dans le cadre de la politique de coopération internationale mise en place par le ministère de l'agriculture et du développement rural, qui considère le partenariat économique comme un levier essentiel pour moderniser et valoriser le secteur.

4 projets de 2,9 MDA inscrits à l'AAPI

La coopération internationale dans ce domaine vise principalement à renforcer les capacités techniques et technologiques du secteur agricole algérien, notamment par le biais de transferts de savoir-faire, de formation et d'innovation technologique. Elle se matérialise sous forme de partenariats économiques, destinés à maîtriser les procédés de production et de valorisation des produits agricoles, afin d'ajouter de la valeur dans un marché de plus en plus compétitif et globalisé.

Selon les informations récoltées, par nos soins, auprès de l'Agence algérienne de promotion de l'information (AAPI), l'engouement des Investisseurs Étrangers est notable. Selon un bilan arrêté au 30 septembre dernier, quatre projets d'investissement étranger sont inscrits au niveau de l'AAPI dans le secteur agricole, représentant un montant d'investissement global de 2,9 milliards de dinars avec un nombre d'emploi prévisionnels déclarés de l'ordre de 244. Ces investissements proviennent de partenaires égyptiens, mauriciens, turcs et syriens. Parmi ces projets, on compte un investissement direct étranger (IDE) et trois en partenariat. Ceci démontrant un intérêt diversifié pour le marché algérien. Une fois mature, ces projets viendront s'ajouter à ceux qui sont déjà engagés et qui rentrent dans la phase d'exécution.

Un projet intégré pour la production du lait en poudre

L'année 2024 a été particulière pour ce secteur stratégique avec l'aboutissement de deux projets de grandes envergures s'inscrivant dans l'optique de renforcer la sécurité alimentaire et de créer une valeur ajoutée pour l'économie nationale .

Le 24 avril, un accord-cadre a été signé entre le ministère de l'Agriculture et du Développement rural et la société qatarie «Baladna» pour un projet intégré de production de lait en poudre dans la wilaya d'Adrar. Ce projet ambitieux, couvrant 117.000 hectares, inclura des fermes d'élevage de vaches laitières, des unités de production de céréales et de fourrages, et une usine de production de lait en poudre. D'une valeur de 3,5 milliards de dollars, ce partenariat prévoit la création de 5.000 emplois directs. Une fois achevé, il permettra de couvrir 50% des besoins nationaux en poudre de lait, tout en augmentant l'approvisionnement en viande rouge et en renforçant le cheptel bovin national.

Avec le même partenaire, le département de Youcef Cherfa a signé, au mois de septembre dernier trois accords dont le 1^e porte sur un document permettant la signature d'un contrat de partenariat entre la société qatarie, Baladna, et le Fonds National d'Investissement (FNI), afin d'inclure la production du lait infantile dans le projet intégré de production de lait en poudre.

Le 2^e accord porte sur le pacte d'actionnaires qui a été signé entre la société qatarie Baladna et le FNI, et ce, dans le cadre du projet intégré de production de lait en poudre dans la wilaya d'Adrar. Quant au troisième concerne un protocole d'accord, qui a été signé entre le ministère de l'Industrie et de la Production pharmaceutique et Baladna pour la réalisation d'un complexe intégré de production de lait infantile.

Pour renforcer les cultures stratégiques

Le 6 juillet, un autre accord majeur, qui n'est pas des moindres, a été conclu, cette fois avec la société italienne Bonifiche Ferraresi (BF), pour un projet intégré de production de céréales et de légumineuses dans la wilaya de Timimoun. Le projet, d'une valeur de 420 millions d'euros, s'étend sur 36 000 hectares et inclut la production de blé et de lentilles, haricots secs et pois chiches, ainsi que la construction d'unités de transformation pour la fabrication de pâtes alimentaires.

Ce partenariat vise non seulement à renforcer l'autosuffisance alimentaire de l'Algérie en matière de céréales et de légumineuses, mais aussi à créer plus de 6.700 emplois, dont 1.600 permanents. En outre, il permettra d'augmenter les exportations de produits transformés, telles que les pâtes alimentaires, contribuant ainsi à diversifier les exportations hors hydrocarbures de l'Algérie.

Ces partenariats étrangers, qu'ils soient avec le Qatar ou l'Italie et bien même avec d'autre, illustrent l'intérêt croissant pour le secteur agricole. Ils s'inscrivent dans le cadre du Plan national de développement des cultures stratégiques, qui vise, d'ici 2027, à atteindre l'autosuffisance en céréales et à diversifier les cultures sur plus de 500 000 hectares de terres agricoles dans le sud.



نوفمبر المجيد .. وفاء وتجديد

Horizons

QUOTIDIEN NATIONAL D'INFORMATION

Wassila Ould Hamouda (Algérie) ; Rabah Sallami, Directeur de Energies alternatives au CEREFÉ : l'Algérie «peut jouer un rôle central dans le futur marché international de l'hydrogène» ; Horizons, 11 octobre 2024.

Tag : -

Pour accéder à l'article : <https://www.horizons.dz/?p=174463>



Rabah Sellami, Directeur des énergies alternatives au CEREFÉ affirme que l'Algérie «peut jouer un rôle central dans le futur marché international de l'hydrogène».

Dans cet entretien, Rabah Sellami, Directeur hydrogène et Énergies alternatives au Commissariat aux énergies renouvelables et à l'efficacité énergétique (CEREFÉ), expose les grandes lignes de la feuille de route stratégique pour le développement de l'hydrogène vert en Algérie. Il détaille les étapes clés de la mise en œuvre de cette stratégie, ainsi que les actions concrètes visant à attirer des investissements étrangers. Sellami souligne l'importance de l'hydrogène dans la transition énergétique du pays et son rôle potentiel dans le marché mondial émergent.

Entretien réalisé par Wassila Ould Hamouda

Une des thématiques à l'ordre du jour du NAPEC 2024, l'hydrogène vert comme vecteur de la transition énergétique. Pouvez-vous nous expliquer en quoi consiste la feuille de route de la commission du ministère de l'Énergie et des Mines et quelles sont les principales étapes prévues pour le développement de ce type d'énergie?

Il faut souligner que suite aux orientations de monsieur le Premier ministre, un comité national d'hydrogène, constitué des différents secteurs et acteurs concernés, a été mis en place en 2022 pour élaborer, sous la coordination du ministère de l'Énergie et des Mines, une stratégie nationale pour le développement de l'hydrogène et ce pour atteindre les objectifs du pays en matière de transition énergétique et permettre à l'Algérie de continuer à jouer son rôle en tant que fournisseur fiable de l'énergie.

Le document de la stratégie adossé à une feuille de route pour le développement de la filière, validée par le Conseil des ministres, a été publié en début de l'année en cours. Cette feuille de route prévoit le déploiement de l'hydrogène en trois phases principales à savoir la phase de lancement de la filière hydrogène (2024-2030); la phase d'industrialisation et de déploiement graduel des projets d'hydrogène (2030-2040) et la phase d'expansion suivant l'évolution du marché d'hydrogène (2040-2050).

En quoi consiste exactement ces phases?

Pendant la phase de lancement de la filière, la priorité sera donnée à la mise en place d'un cadre réglementaire et normatif, le développement du capital humain, de la recherche et développement et les projets pilotes sur les différents segments de la chaîne de valeur. Il est à souligner que la feuille de route nationale accorde une grande importance aux projets pilotes car ils permettront de tester les différentes technologies, former des compétences, renforcer l'activité de recherche et développement ainsi que de préparer le passage à la phase d'industrialisation.

En effet, la phase d'industrialisation qui débutera en 2030 se focalisera sur le lancement graduel de projets industriels de production d'hydrogène visant d'atteindre en 2040 une capacité de production de 40 TWh (Térawattheure) d'hydrogène vert. La troisième phase qui débutera à

partir de 2040 se focalisera sur l'expansion et l'adaptation des capacités nationales de production de l'hydrogène selon l'évolution des marchés.

L'Algérie ambitionne de devenir un hub énergétique majeur dans la région. Quelles actions concrètes sont envisagées pour renforcer cette position et attirer davantage les investissements étrangers dans le secteur de l'hydrogène vert?

En tant qu'acteur majeur dans la scène énergétique internationale et régionale et tenant compte des atouts comparatifs dont dispose le pays en termes de potentiel en énergies renouvelables, superficie, infrastructures énergétiques ainsi que la maîtrise de toute la chaîne de valeur des hydrocarbures, l'Algérie dispose déjà de tous les éléments lui permettant de jouer un rôle central dans le futur marché international de l'hydrogène, en cours de constitution.

Il faut souligner également que par la publication de sa stratégie nationale de l'hydrogène, l'Algérie a affiché sa ferme volonté de développer l'hydrogène, vecteur énergétique incontournable pour la transition énergétique notamment pour l'union européenne qui affiche le besoin d'importer, à l'horizon 2030, d'importantes quantités d'hydrogène vert pour décarboner son industrie. Cela place l'Algérie au centre des politiques et initiatives lancées dans cette région tel que le projet de développement du corridor sud «SouthH2 Corridor» qui vise la réalisation d'un pipeline de transport d'hydrogène reliant l'Algérie à l'Allemagne, en passant par l'Autriche et l'Italie.

Comment l'Algérie se prépare-t-elle à capter l'intérêt des pays étrangers, notamment européens, pour l'hydrogène vert et l'hydrogène bleu? Y a-t-il déjà des discussions ou partenariats en cours avec des acteurs internationaux pour concrétiser cette ambition?

Tout d'abord, la feuille de route pour le développement de l'hydrogène prévoit, pendant cette phase de lancement de la filière, de créer les conditions qui permettent à la fois de lancer les différentes activités telles que la formation de compétences, la recherche et développement et les projets pilotes et la multiplication des partenariats avec les acteurs internationaux majeurs dans le domaine.

Dans ce cadre, plusieurs pays ont montré un grand intérêt pour travailler avec l'Algérie dans ce domaine. Le partenariat énergétique de l'Algérie avec l'Allemagne est le meilleur exemple.

D'autres pays comme les Pays-Bas et la Chine s'intéressent à l'Algérie en tant que pays qui devrait jouer un rôle majeur dans le domaine de l'hydrogène.

Quelle est la place des projets pilotes, comme ceux prévus en partenariat avec des sociétés allemandes à Arzew et Hassi Messaoud, dans la mise en œuvre de la feuille de route et l'atteinte des objectifs de l'Algérie en matière d'hydrogène vert?

La stratégie nationale pour le développement de l'hydrogène accorde beaucoup d'importance à la mise en place des projets pilotes en considérant tous les segments de la chaîne de valeur, à savoir, production; stockage; transport; transformation et usage de l'hydrogène.

L'objectif est de tester les différentes technologies et vérifier leur adéquation aux conditions locales, de former une ressource humaine qualifiée et de lancer l'activité de recherche et développement qui contribuera à l'accroissement de l'intégration locale des équipements et des composants.

Effectivement, les projets que vous avez cités entrent dans le cadre de la mise en œuvre de la feuille de route nationale et couvrent une partie de la chaîne de valeur de l'hydrogène. D'autres projets devront arriver graduellement, dans les prochaines années, pour couvrir d'autres segments de la chaîne de valeur.



Agnes Oloo (Kenya) ; Kenya not spared as air pollution among leading causes of deaths in Africa ; Citizen Digital, October 11, 2024.

Tag : Greenpeace, UNEP, WHO.

To access the article : <https://www.citizen.digital/news/kenya-not-spared-as-air-pollution-among-leading-causes-of-deaths-in-africa-n351179>



South African climate justice camper Sharon Mbonani speaks to Citizen Digital.

The third edition of the Climate Justice Camp (CJC), which is in its final lap in Arusha, Tanzania, with a majority of the population being youth representing over 90 countries globally, is targeted at sharing knowledge on environment, conservation and climate change.

A mix of culture that culminates into diversity that implies lots of ideas and experience sharing.

Sharon Mbonani hails from eMbalenhle, Secunda, Mpumalanga in South Africa. She is one of the over 2,400 applicants for the 2024, and is lucky to be among the hundreds of youth whose application went through. She is a first-time climate justice camper.

Sharon's focus is to gain more knowledge on just energy transition. She is also learning more on air pollution. Her home village is surrounded with coal mines. Secunda, Mpumalanga, is

known as the coal leader in South Africa; it is host of numerous coal energy stations close together.

She is hopeful that by the end of the engagements, she will have more understanding to enlighten her community on the ongoing air pollution menace and possibilities of how to navigate and evade the dire effects of coal on air.

She is bubbly and an eloquent story teller, but when she begins to tell Citizen Digital her story, her mood changes, with tears rolling down her cheeks, almost throughout the engagement.

The 28-year-old got into full time environmental activism after losing her grandfather who raised her to adulthood and her one-month-old son around the same time.

“My grandfather was diagnosed with Cancer; we don’t have any cancer history in our lineage. I went to bed with a baby who had not shown any sign of sickness, I woke up with a lifeless body by my side; it is a really traumatizing experience,” she said.

“The doctors report said that my son's death was as a result of natural causes. I don't know how, he just woke up quiet, he just died, I don't know how but when I did my research, children, the elderly and pregnant women, are much affected by air pollution because of their weak immunity. For women it causes infertility issues, still births, miscarriages; that even shocked me because I can't do anything about it.”

Sharon says she has had to give up custody of her second born son to a faraway town in South Africa despite his tender age to save his life and keep him healthy.

“You can't have a young person complaining of hearing, we take it lightly that moment but when you look into it closely you realize ten people around you have the same problem. It boosted my interest in wanting to know about what is happening,” she said.

“Some organization came with Greenpeace and they taught us how to measure air impurities that we have in our community with a mobile air quality monitoring device. We are living in a community where we think something is brought in to help us develop our communities and give us jobs, only to realize that these companies are there to just take the money and leave us messed up economically and healthwise.”

Cynthia Moyo, Greenpeace Africa climate and energy campaigner in South Africa, says research has heavily linked coal air pollution to premature annual deaths, caused by respiratory illnesses such as bronchitis and asthma.

“The Major Air Polluters in Africa report of March 2024 indicates that two of the world's largest sulphur dioxide (So2) emission hotspots are found in South Africa, which speaks volumes of how much pollution happens in that area,” she says.

“Experts and environmental campaigners attest to have observed devastating consequences of coal air pollution on human life and the environment at large. Kids and adults are not affected in the same way because the immune system of the kids is vulnerable, that's why you will find that kids in Secunda around those coal mines suffer frequently from bronchitis and asthma, that's why we always call for a phase out of fossil fuels because they are so devastating to the health of people living around those areas.”

She added: “At this point it must be known that our stance against the coal mining companies and these fossil fuel giants is not just a resistance movement but it is a fight for our lives, our environment and our health.”

According to IQAiR, an air quality monitor website, as in many African countries, air pollution in Kenya is as a result of burning fossil fuels for lighting and in vehicles for transportation, burning garbage in the open, burning forests and fields and using indoor stoves.

In 2023, WHO estimated that approximately 19,000 people die each year in Kenya due to air pollution, with UNEP citing 70% pollution in Nairobi.

The report also indicated that in Nairobi, Kenya's capital, 9 out of 10 people are exposed to air pollution beyond the global health standards, and that the trend reduces life expectancy hence need for urgent action to have a healthy population.

A report of March 2024 dubbed ‘Major Air Polluters in Africa Unmasked’ by Greenpeace that investigated significant human sources of air pollution across Africa, focused on major industrial and economic sectors, including the fossil fuel industry.

The major finding of the report was that air pollution is responsible for 6.7 million deaths in Africa every year.



Wallace Mawire (Zimbabwe) ; Living Planet 2024 Report Reveals 76% Decline in Africa's Average Size of Wildlife Populations ; Pan African Visions, October 11, 2024.

Tag : Global Biodiversity Framework, Paris Agreement, WWF.

To access the article : <https://panafricanvisions.com/2024/10/living-planet-2024-report-reveals-76-decline-in-africas-average-size-of-wildlife-populations/>



World's biodiversity is under threat as WWF's Living Planet Report 2024 reveals significant declines in the average size of populations of wildlife across the globe and Africa.

According to the report, the world has experienced a decline of 73% with Africa's at 76% in the size of monitored vertebrate wildlife populations between 1970 and 2020, driven primarily by habitat loss, overexploitation, pollution, and the impacts of climate change. This alarming trend

highlights the urgent need for transformative action to safeguard Africa's natural ecosystems and the livelihoods that depend on them.

Despite the alarming overall decline in species population shown in the Living Planet Index, the population of priority species in Kenya such as the African lion, the African elephant, and the black rhino have stabilized or increased as a result of effective conservation efforts. The rebounding of the black rhino in Kenya, from the 400s individuals recorded in the 1980s to the current 1,004 in 2023 is a huge milestone for this critically endangered species.

However, the report warns that the continued degradation of ecosystems could push the continent past critical tipping points without immediate interventions. As ecosystems cross these thresholds, their ability to support both wildlife and sustainable development becomes compromised, with severe consequences for food security, water availability, and climate resilience.

Based on an examination of the science, the report underlines the urgency of the world in meeting global goals on nature, climate and sustainable development by 2030. To achieve this, it presents proven solutions to transform conservation and the energy, food and financial systems in a fair and inclusive way.

Mohamed Awer, Chief Executive Officer, WWF-Kenya, said: "Kenya is at the forefront of making significant contributions to fight climate change and restore nature, having committed to the Global Biodiversity Framework and the Paris Agreement among other global and national commitments. The country's National Biodiversity Strategies and Action Plans (NBSAPS) make ambitious targets present a unique opportunity to mobilize capacity and financial resources in a coordinated manner to help restore ecosystems, enhance sustainable use of biological diversity and champion fair and equitable benefits sharing.

The redoubling of the nation's ambition to the Bonn Challenge through the 15 billion commitment to restore 10.6 million hectares of degraded landscapes, is a step in the right direction.

The stabilizing populations of priority species offer a shimmer of hope that consistency in a truly whole-of-society approach and collaborative interventions will not only help save species from

extinction but also ensure they thrive. However, if we are to stop nature loss at the scale needed to avoid global and devastating tipping points, climate finance must flow from the global level to nations most-affected for their effective implementation of national commitments and action plans, and to the grassroots to build the resilience of indigenous and local communities bearing the biggest brunt of nature loss and climate change.”

Jackson Kiplagat, Head of Conservation Programmes at WWF-Kenya, stated: “Flagship species such as the African lion, the African elephant, and the black rhino remain endangered but there is hope that the continued interventions by stakeholders will stop decline and stabilize their populations. The rebounding of the black rhino in Kenya, from the 400s individuals recorded in the 1980s to the current 1,004 in 2023 is a huge milestone for this critically endangered species. This is a clear testament of the power of concerted and consistent efforts by all stakeholders, from the global to the local level.

The implementation of targeted recovery and action plans will ensure that these species do not become extinct, but rather thrive.”

Key fact highlighted by the report include 76% decline in monitored wildlife populations across Africa, representing mammals, birds, amphibians, reptiles, and fish, habitat loss and degradation, overexploitation, climate change, pollution, invasive species and disease are the most reported threats to wildlife populations in Africa, 85% decline of global freshwater populations—suffered the heaviest declines—followed by terrestrial (69%) and marine ecosystems (56%), reflecting the increasing pressures placed on rivers, lakes, oceans, and wetlands driven by overgrazing, overfishing, land-use change, deforestation, pollution and water abstraction.

The report reveals a ‘system in peril’ as Africa faces dangerous, irreversible tipping points driven by nature loss and climate change.

WWF-Kenya says that the next five years are crucial for the future of biodiversity, but they have the power and opportunity to change the trajectory. ‘We have five years, by 2030, to contribute significantly to the future of life on Earth by working with all stakeholders to support the National Government to deliver on its ambitious commitments to the global goals by

transforming our food and energy systems, greening our finance and restoring nature in Kenya in a fair, sustainable and inclusive way,'WWF-Kenya said.

The Living Planet Index shows an average 73% decline in monitored wildlife populations with a decline in Africa at 76%, which include mammals, birds, amphibians, reptiles, and fish. The percentage change reflects the average proportional change in monitored animal populations across the continent, not the number of individuals lost or species extinctions.

The percentage change in the index reflects the average proportional change in monitored animal population sizes at sites around the world, not the number of individual animals lost, nor the number of populations lost.

Le Reporter Express

Naïma Cherii (Maroc) ; Arrêt de la CJUE sur les accords Maroc-UE : Larbi Mhidi « Nous attendons de l'UE qu'elle clarifie au plus vite sa position et établisse une feuille de route réaliste pour le futur de nos relations » ; Le Reporter Express, 12 octobre 2024.

Tag : CJUE, UE.

Pour accéder à l'article : <https://lereporterexpress.ma/2024/10/12/arret-de-la-cjue-sur-les-accords-maroc-ue-larbi-mhidinous-attendons-de-lue-quelle-clarifie-au-plus-vite-sa-position-et-etablisse-une-feuille-de-route-realiste-pour-le-futur-de/>



Larbi Mhidi, Président de la Fédération des chambres des pêches maritimes

Entretien avec Larbi Mhidi, Président de la Fédération des chambres des pêches maritimes

Dans un jugement définitif rendu vendredi 4 octobre, la Cour de justice de l'Union européenne (CJUE) a annulé les accords de pêche et d'agriculture entre le Maroc et l'Union européenne. Quel est le point de vue de la fédération des chambres des pêches maritimes à ce sujet ?

En tant que professionnel et président de la Fédération des chambres des pêches maritimes, cette décision ne nous a pas vraiment surpris. Nous la regrettons mais elle ne nous a pas surpris. Mais il faut dire qu'on n'est pas inquiet non plus. Elle ne constitue pas vraiment une mauvaise

nouvelle pour nous les professionnels. Car c'est une décision qui ne concerne pas en premier lieu les amateurs. Même si elle peut nuire aux investisseurs du secteur, en particulier les sociétés exportatrices. Mais cela ne veut pas dire que le Maroc ne s'y est pas préparé auparavant. Il cherche d'autres marchés étrangers en dehors de l'Union européenne. Et d'ailleurs, le Maroc n'est pas resté les bras croisés. Il continue dans cette direction, ce qui est une bonne chose pour le pays et le peuple marocain.

Le point de vue de la fédération est clair. Il s'agit là d'une décision qui jette de l'ombre sur une relation qui était en constante amélioration entre deux partenaires historiques. La négociation et la réussite sur le terrain de l'accord agricole et de l'accord de pêche entre le Maroc et l'UE a nécessité une grande implication, des investissements importants et un fort engagement de la part des opérateurs agricoles marocains qui attendaient les mêmes signes d'engagement et de responsabilité de la part de leur partenaire européen. Nous attendons de l'UE qu'elle clarifie au plus vite sa position et établisse une feuille de route réaliste pour le futur des relations entre l'UE et le Maroc.

Cet incident entame la confiance des opérateurs dans un marché pour lequel ils ont consenti plusieurs concessions et de continuels efforts d'adaptation aux normes européennes et d'amélioration. L'accord agricole entre le Maroc et l'UE constituait un cadre nécessaire au développement équilibré et durable de la coopération agricole. Et il est inconcevable de remettre en cause ses termes mettant en péril les stratégies et les visions qu'il a permis de construire.

Aujourd'hui, les échanges agro-alimentaires, ainsi que ceux liés au secteur de la pêche, constituent 17% des échanges commerciaux entre les deux parties pour une valeur globale de 8.9 milliards d'euros. Les exportations constituent une importante source de devises et font vivre des dizaines de milliers de personnes.

Nous tenons enfin à rassurer nos opérateurs exportateurs des produits agricoles et de la pêche que le gouvernement de Sa Majesté le Roi continuera à se mobiliser à leurs côtés pour suivre avec eux, avec un maximum de vigilance, les implications de cette décision de justice et prendra, le cas échéant, les mesures nécessaires qui s'imposent.

A la fédération, souhaite-t-on un nouvel accord avec l'Union européenne ?

La situation de nos stocks halieutiques est très inquiétante depuis déjà un certain temps. Nos stocks connaissent une baisse importante. Le gouvernement marocain doit en tenir compte si renouvellement il devait y avoir dans le futur. Mais en tant que professionnels, cette décision nous fait en tout cas plaisir. Franchement, la situation de nos eaux poissonneuse est alarmante et ne permet plus un nouvel accord avec l'UE.

Selon vous, quels sont les points qui doivent être reconsidérés en cas d'un renouvellement de l'accord de pêche entre le Maroc et l'UE?

Il faut souligner que certains pays européens souhaitent un renouvellement de l'accord de pêche entre le Maroc et l'UE. Mais la décision de l'Etat marocain n'est pas définitive. Il attend une réponse de l'Union européenne qui doit clarifier sa position. Car c'est l'Union qui doit agir et préciser ce qu'elle attend du Maroc.

Mais s'il existe un moyen de reconduire cet accord, nous pensons qu'il y a un ensemble de points sur lesquels nous devons d'abord nous mettre d'accord. Premièrement, la main-d'œuvre marocaine. Notre demande c'est d'augmenter le nombre de pêcheurs marocains sur les bateaux européens.

Il y a un autre point : les débarquements des navires européens. Conformément au contrat ratifié par le Maroc et l'Union, les bateaux européens devaient débarquer 25% de leurs captures dans les eaux marocaines. Or, nous avons le regret d'apprendre que les bateaux européens ne respectent pas les termes de l'accord conclu entre les deux parties. En tout cas, c'est rare que leur capture soit débarquée chez nous. Leurs arguments : l'infrastructure des ports où ils se rendent ne leur permet pas d'y débarquer.

Nous demandons, si renouvellement il y a, que les bateaux européens débarquent un pourcentage plus élevé (40 ou 50%). Même si notre souhait actuel c'est que tout le produit pêché dans les eaux marocaines soit débarqué dans nos ports, et qu'il soit exporté depuis le Maroc. Ce qui sera avantageux pour le Maroc, notamment en termes de main d'œuvre, de transports marocains, de devise, etc).

Le Maroc recevait 52 millions d’euros par an pendant quatre ans pour avoir autorisé 128 navires européens à pêcher dans ses eaux. Qu’en pensez-vous ?

Aujourd’hui, tout a changé. Les prix ont flambé de manière spectaculaire. Il faut dire que tout a augmenté : Matériel de pêche, essence, ...etc. Pour être clair, les 52 millions d’euros que le Maroc recevait c’est rien, comparé à ce que les européens capturent dans nos eaux.

**Le
Reporter
EXPRESS**

Naïma Cherii (Maroc) ; Arrêt de la CJUE sur les accords Maroc-UE: Javier Garat Pérez «Il faut explorer toutes les possibilités dans la relation entre le Maroc et l’UE» ; Le Reporter Express, 12 octobre 2024.

Tag : CJUE, UE.

Pour accéder à l’article : <https://lereporterexpress.ma/2024/10/12/arret-de-la-cjue-sur-les-accords-maroc-ue-javier-garat-perezil-faut-explorer-toutes-les-possibilites-dans-la-relation-entre-le-maroc-et-lue/>



Javier Garat Pérez, Président de la Fédération européenne des entreprises de pêche (Europêches)

Entretien avec Javier Garat Pèrez, Président de la Fédération européenne des entreprises de pêche (Europêches) et SG de la Fédération de la pêche en Espagne (Cepesca)

Javier Garat Perez, Secrétaire général de la Fédération de la pêche en Espagne (Cepesca) qualifie la situation des pêcheurs espagnols de «difficile». Quelques heures seulement après la promulgation par la Cour de justice de l'Union européenne d'un arrêt qui annule les accords commerciaux de pêche et d'agriculture, Javier Garat Pèrez déclare vendredi 4 octobre à Le Reporter que de nombreux bateaux seraient contraints d'amarrer avec les conséquences socio-économiques de cette décision.

La Cour de justice de l'Union européenne (CJUE) vient de promulguer un arrêt qui annule les accords commerciaux de pêche et d'agriculture conclus entre l'Union Européenne et le Maroc. Qu'en pensez-vous? Quelles sont les conséquences sur le secteur de la pêche en Espagne?

C'est une mauvaise nouvelle pour les pêcheurs espagnols et aussi pour les autres pays européens. Comme vous pouvez l'imaginer nous sommes vraiment concernés par cette décision de la Cour de justice européenne qui a annulé l'accord de pêche Maroc-UE. Lequel accord a expiré déjà en juillet 2023, date à laquelle les bateaux européens ont cessé de pêcher dans les eaux marocaines.

Depuis cette date, il n'y a plus de possibilité de pêche pour les pêcheurs espagnols dans les eaux marocaines. Les pêcheurs ont toutefois une autre possibilité. Ils peuvent pêcher dans les eaux de la province du Golf de Cadix Andalousie ou encore en Mauritanie où les galiciens peuvent continuer leur activité dans le cadre d'un accord avec la Mauritanie. Bien évidemment, les pêcheurs espagnols veulent le renouvellement de l'accord. Car la relation avec le Maroc a toujours été importante pour nous. Mais ils devaient attendre l'arrêté de la Cour de justice de l'UE.

Cette décision de la CJUE est une mauvaise nouvelle pour les pêcheurs espagnols qui ont traditionnellement eu un complément à leur activité dans la possibilité de se rendre dans les eaux marocaines pour pêcher l'anchois et la sardine (senneurs du golf de Cadix) ou encore

d'autres espèces comme la daurade pour les palangriers de fond. Il y a aussi d'autres catégories de bateaux qui sont aussi affectés, comme les chalutiers qui pêchent le merlu.

Aujourd'hui, le problème ce sont surtout les conséquences de cet arrêt sur le secteur de la pêche espagnol, tant andalou, canarien et galicien, surtout pour la flotte de la province de Cadix. Car les possibilités de pêche que les armateurs ont au Maroc, conformément à l'accord conclu entre l'UE et le Maroc, ce sont des possibilités complémentaires qui s'ajoutent aux différentes possibilités de pêche qu'ils ont déjà en Espagne. Il s'agit notamment des possibilités qui existent au niveau du Golf de Cadix Andalousie et où les pêcheurs de Barbate vont continuer de pêcher.

A cette décision s'ajoute un autre problème. Les senneurs ont maintenant des problèmes pour pêcher au golf de Cadix. Cette flotte subit déjà une pression très importante de la part de la Commission européenne, laquelle a proposé une réduction de 54% de l'anchois et des limitations pour pêcher les sardines pour les pêcheurs de Cadix. La situation est donc difficile. Cela signifie que de nombreux bateaux seront contraints d'amarrer, avec les conséquences socio-économiques surtout pour une ville comme Barbate.

Combien de pêcheurs espagnols seront-ils impactés par cette décision de la CJUE?

L'accord de pêche Maroc-UE prévoyait la possibilité d'obtenir des licences de pêche pour quelque 128 bateaux européens, dont 92 espagnols (47 d'Andalousie, 38 des îles Canaries et 7 de Galice). Ces 92 navires avaient demandé la licence de pêche au Maroc dans le cadre du protocole ratifié entre le Maroc et l'UE. Mais seul 20 bateaux espagnols ont utilisé les possibilités de pêche dont ils disposent au Maroc. Car en période de crise sanitaire liée à la pandémie de Covid, il y avait beaucoup de complications pour ces navires d'aller pêcher dans les eaux marocaines. A cela s'ajoute la situation biologique de certaines espèces dans les eaux marocaines qui n'était pas favorable à la pêche. Ce qui fait qu'il n'y avait pas beaucoup de possibilités de pêche pour les bateaux espagnols. En somme, ce sont seulement 20 navires espagnols qui ont réellement utilisé la licence de pêche, qui seront impactés par cette décision de la CJUE, soit près de 220 personnes.

Maintenant que l'accord a été annulé par la Cour, quels sont les scénarios qui sont envisagés pour les pêcheurs espagnols ?

Maintenant que l'accord a été annulé, plusieurs scénarios doivent être envisagés, y compris les opérations de pêche sous autorisation directe. En tout état de cause, nous sommes prêts à travailler de toute urgence avec toutes les parties concernées, afin que l'activité commerciale et la coopération en matière de pêche entre le Maroc et l'UE puissent se poursuivre à l'avenir. La commission européenne au nom de l'UE et le gouvernement marocain, avec le soutien des différentes industries, doivent maintenant commencer à parler pour voir quelles sont les différentes possibilités.

Pour le moment c'est clair que l'accord est nul après cet arrêt de la CJUE. Mais il faut quand même explorer toutes les possibilités dans la relation entre le Maroc et l'UE. Nous allons d'ailleurs demander une réunion à la Commission européenne pour voir quelles sont les possibilités.

A noter enfin qu'une réunion est aussi programmée pour cette semaine avec la SG de la pêche espagnole pour étudier la situation et parler justement des conséquences de cette décision de la CJUE, analyser la situation des ressources et des possibilités de pêche notamment sur les côtes de Cadix. Le but c'est surtout de voir ce qu'on peut faire pour garantir la stabilité des pêcheurs espagnols.

Si jamais l'accord n'est pas renouvelé entre le Maroc et l'UE, quelles seront les alternatives pour les pêcheurs espagnols?

Pour les pêcheurs de l'Andalousie, la seule possibilité c'est de pêcher au golf de Cadix. Il n'y a pas une autre possibilité. Pour les pêcheurs Galiciens, il y a toujours la possibilité de travailler en Mauritanie et peut-être en Guinée Bissau. Pour les Iles canaries, la possibilité c'est de pêcher dans les eaux des îles Canaries. Ce sont les différentes possibilités que nous avons.

VertTogo

Hector Nammangue (Togo) ; Comment un jeune maraîcher redonne vie à la montagne de Koutoukpa au Togo ; Vert Togo, 15 octobre 2024.

Tag : -.

Pour accéder à l'article : <https://vert-togo.tg/comment-un-jeune-maraicher-redonne-vie-a-la-montagne-de-koutoukpa-au-togo/>



Sur les pentes arides de la montagne de Koutoukpa, au cœur de la préfecture d'Amou (sud-ouest du Togo), la ferme de Komi Bosso faisait face à un défi majeur : le manque d'eau.

Installé dans cette région depuis une dizaine d'années, Komi BOSSO a refusé de se laisser abattre par les difficultés climatiques. En observant la nature, il a eu une idée audacieuse : utiliser le reboisement pour attirer la pluie et revitaliser son terrain.

Avec passion et persévérance, Komi a entrepris de planter des arbres, transformant progressivement le paysage.

Grâce à cette initiative, il redonne vie non seulement à sa ferme, mais aussi à toute la montagne, prouvant que l'engagement écologique peut être une réponse puissante aux défis environnementaux.

Il ne reste plus que quelques heures avant d'arriver à la ferme maraîchère « Wekele », terme qui en Akposso, veut dire : « On va le faire ».

Malgré la puissance du moteur, c'est péniblement que notre voiture arriva à l'heure prévue. Il a plu des cordes et les paysages se ressemblent. Finalement, nous arrivons à Koutoukpa au Sud-Ouest du Togo, épuisés. Le compteur affiche 17 km parcourus depuis la ville d'Atakpamé dans la région des plateaux. La voiture s'immobilise, marquant la fin du trajet.

À présent, il faut marcher une vingtaine de minutes dans un étroit sentier, entouré de champs verdoyants d'où s'échappe une odeur fraîche d'humus, pour arriver à notre destination : la ferme de Komi Bosso.

Les cris des oiseaux au loin et le chant des maraîchers travaillant sur les planches ajoutent une note vivante à ce spectacle champêtre. La senteur de la terre humide monte à nos narines, se mélangeant avec celui de l'humus, apportant une fraîcheur vivifiante.

Komi, informaticien de profession, a décidé, il y a une dizaine d'années, d'abandonner sa passion pour les Nouvelles Technologies de l'Information (NTIC) et de se consacrer à l'agriculture, inspiré par le célèbre mantra : « la terre ne trompe jamais ».

« Soyez les bienvenus », dit, en éwé, le promoteur de la ferme en interrompant sa discussion avec ses collaborateurs. Vêtu de ses habits champêtres, un chapeau de paille négligemment posé sur la tête, l'homme de 32 ans, pieds nus, avait l'air parfaitement décontracté.

En ce mois de mai, le ciel est couvert et le temps, humide. C'est la saison des pluies, communément appelée hivernage. Attendue par les producteurs, son arrivée marque le lancement des différentes activités agricoles. Mais, contrairement aux habitudes répandues dans le milieu, Komi Bosso a décidé de faire le maraîchage. « Quand j'ai grandi, je me suis dit qu'il fallait que je me batte pour ma communauté et mon pays, parce qu'en voyant les autres jeunes de mon âge, aucun n'avait de l'entrain pour travailler la terre. Mais moi, j'ai voulu travailler la terre, et c'est pourquoi je me suis lancé dans le maraîchage », dit-il. « Nous faisons une culture diversifiée, je dirais presque tout : les carottes, les concombres, la pastèque. Nous faisons également de l'igname, de l'arachide, du maïs, de la betterave, du poivron, un peu de tout », poursuit-il.

Sauver sa ferme et la montagne de Koutoukpa

La ferme de Bosso située sur la montagne de Koutoukpa souffrait d'un manque d'eau chronique. Les sols, secs et poussiéreux, peinaient à retenir l'humidité, rendant toute tentative de culture extrêmement difficile. Les jeunes plantes se fanaient rapidement sous le soleil. « Les premières années ont été vraiment difficiles », dit Komi Bosso. « Nous manquions cruellement d'eau. Chaque jour, nous parcourions des kilomètres à la recherche d'eau. C'était une question de survie. Je voyais mes cultures se flétrir et mourir. La terre était dure comme de la pierre, et les rares pluies n'étaient pas suffisantes pour redonner vie à nos champs. J'étais désespéré et je savais qu'il fallait trouver une solution, sinon tout ce que j'avais construit allait disparaître », explique-t-il.

Face à ce constat alarmant, Komi a eu une idée audacieuse : utiliser le reboisement pour inverser la tendance. Aujourd'hui, il a reboisé 450 plants sur une superficie d'un hectare, aidé par le Comité Villageois de Développement (CVD) et des ressources personnelles pour acquérir les plants. « Avant le reboisement, mon revenu agricole était en baisse, à peine je faisais la culture de trois légumes, mais avec le reboisement, je suis passé de trois légumes à plusieurs légumes », dit-il. « J'ai pensé que si nous pouvions planter des arbres, cela pourrait améliorer la situation. Les arbres aident à retenir l'eau dans le sol et peuvent même attirer plus de pluie. C'était un pari risqué, mais je n'avais rien à perdre ».

Avec détermination, Komi a commencé à planter des arbres sur la montagne de Koutoukpa. Il a mobilisé les membres de la communauté de son ethnie « Akposso », et les a encouragés à se joindre à son projet. « Nous avons planté 550 arbres l'année dernière », dit-il. « Et bien que le chemin soit encore long, nous avons déjà vu des améliorations. Le sol est plus humide, les plantes poussent mieux, et nous avons même eu plus de pluie cette saison. C'est un signe que nous sommes sur la bonne voie ».



Le périmètre maraîcher au pied de la montagne de Koutoukpa sur laquelle ont été plantés plus de 500 arbres.

Image de Hector Sann'do Nammangue.

L'agronome et environnementaliste Kossi Tsoekem Guenou qualifie cette pratique d'essentielle pour compenser la perte de couverture végétale et les effets néfastes du changement climatique, particulièrement dans des régions comme le sud du Togo, où les précipitations peuvent être irrégulières. « La pratique du reboisement peut compenser le manque de pluie et permettre de faire face au changement climatique. Les pratiques de reboisement adaptées peuvent aider à réguler la pluie et à améliorer les conditions environnementales », dit-il.

Des espèces d'arbres adaptées

Le reboisement entrepris par Bosso à Koutoukpa est stratégiquement conçu pour faire face au manque de pluie et aux défis du changement climatique. En choisissant des espèces d'arbres adaptées à des conditions arides, il a contribué à restaurer la biodiversité tout en améliorant la rétention d'eau dans le sol.

Parmi les espèces qu'il privilégie, figurent les arbres à feuillage persistant tels que l'acacia, l'acajou du Sénégal (*Khaya senegalensis*), le peuplier d'Afrique (*Gmelina arborea*), le fraké (*Terminalia superba*), le Poivre de Guinée (*Xilopia*) et le tamarinier (*Dialium guineense*), ainsi que l'oranger, qui sont réputés pour leur capacité à survivre dans des environnements secs. «

Je savais que je devais être rigoureux dans la sélection des plants qui doivent être reboisés, car le résultat positif m’importait le plus. Raison pour laquelle je me suis renseigné auprès de certains agents forestiers », dit-il avec un ton plein d’assurance.

Avec l’aide des membres de sa communauté, Komi Bosso a planté des espèces d’arbres adaptées à des conditions arides qui ont contribué à restaurer la biodiversité de la montagne de Koutoukpa et les sols cultivables au pied de ce massif. Image de Hector Sann’do Nammangue.

En plantant ces arbres, le jeune maraîcher de Koutoukpa a créé un microclimat plus humide et encouragé la régénération naturelle de la végétation locale. Cette approche de reboisement résiliente au climat est essentielle pour renforcer la résilience de la ferme de Komi face aux conditions météorologiques changeantes et pour assurer sa durabilité, selon Sébastien Balouki, Expert agroforestier et Président de l’Association Reboisons Vite le Togo. « Premièrement, la taille des arbres joue un rôle crucial. Les arbres de grande taille, avec leurs vastes canopées, peuvent intercepter plus d’humidité de l’air ambiant. Cette humidité condensée peut ensuite être libérée dans l’atmosphère, contribuant à la formation de nuages et éventuellement à la précipitation. Les forêts denses et hautes créent des microclimats humides, augmentant ainsi les chances de pluie.

Deuxièmement, l’âge des arbres est un autre facteur important. Les arbres matures ont des systèmes racinaires bien développés, qui peuvent extraire de l’eau des profondeurs du sol, transpirant cette eau à travers leurs feuilles dans un processus appelé évapotranspiration. Enfin, les espèces d’arbres à feuillage dense et large ont une plus grande surface pour l’évapotranspiration, ce qui permet une plus grande libération de vapeur d’eau dans l’atmosphère », explique Balouki.

Pour Badabate Diwediga, Chercheur en changement climatique et utilisation des terres à l’université de Lomé au Togo, les effets et impacts du reboisement sont à plusieurs niveaux, notamment l’adoucissement du climat par l’amélioration de la pluviométrie et autres services écosystémiques. « De facto, le reboisement devrait avoir ces co-bénéfices, quelle que soit la pratique. Cependant, il faut noter que les reboisements à vocation de restauration des paysages

sont plus avantageux à moyen et long termes, comparativement à ceux destinés à une exploitation de bois. Tout est question des modes de gestion », affirme-t-il.



Avec l'aide des membres de sa communauté, Komi Bosso a planté des espèces d'arbres adaptées à des conditions arides qui ont contribué à restaurer la biodiversité de la montagne de Koutoukpa et les sols cultivables au pied de ce massif. Image de Hector Sann'do Nammangue.

A la question de savoir si toutes les espèces ligneuses sont susceptibles de contribuer à l'atténuation du changement climatique (séquestration et stock de carbone) et peuvent attirer la pluie si la reconstitution forestière est effective, il dit que « certaines espèces ligneuses présentent une croissance rapide et peuvent donc être promues et adaptées aux efforts de restauration. Il faut miser surtout sur les essences natives et tenir compte des contraintes environnementales et socioéconomiques locales. Par la forêt, ou du moins par l'amélioration de la couverture végétale ligneuse, l'on peut espérer améliorer la pluviométrie locale ». Guenou recommande, pour sa part, de sélectionner des espèces d'arbres adaptées au climat et au sol du sud Togo, selon les techniques de plantation et de « défricher le site tout en conservant les espèces endémiques existantes et utiliser des protège-plants ».

Combattre les feux de brousse

L'un des principaux défis auxquels Bosso fait face est la menace constante des feux de brousse. Ces incendies, souvent déclenchés par des pratiques agricoles traditionnelles ou par négligence, ont déjà anéanti quelques fois ses efforts. « Les feux de brousse sont notre plus grand ennemi. Nous avons planté 550 arbres, mais à cause de ces incendies, il n'en reste que quelques-uns. Ces feux ne détruisent pas seulement les jeunes plants, ils affectent également la biodiversité locale, le sol et les ressources en eau », dit-il.

Pour surmonter ce défi, Komi et sa communauté travaillent, non seulement à sensibiliser les habitants aux dangers des feux de végétation, mais aussi à mettre en place des pare-feux et des systèmes de surveillance pour protéger les nouvelles plantations. « La lutte contre les feux de brousse est cruciale pour assurer la réussite à long terme de nos efforts de reboisement et la résilience écologique de la montagne de Koutoukpa », dit-il.

Guenou indique que les principales mesures de prévention et de lutte contre les feux de brousse incluent la prévention, la sensibilisation du public sur les risques et les comportements à adopter, la gestion des zones à risque (débroussaillage, création de pare-feu), la surveillance accrue pendant les périodes à haut risque (saison sèche, canicule). « Tout en reconnaissant leur rôle dans certains écosystèmes, la prévention et la gestion des feux de végétation sont essentielles pour réduire leur impact destructeur », précise-t-il.

Maintenir le cap par une participation communautaire

Marchant entre les rangées de ses jeunes plants, Komi, avec ses mains tannées par le soleil et le travail de la terre, touche délicatement les feuilles encore fragiles des arbres qu'il a plantés. Le jeune Akposso affirme être déterminé à poursuivre ses efforts de reboisement sur la montagne de Koutoukpa, malgré les feux de végétation. « Je suis conscient des bénéfices à long terme de cette pratique de reboisement pour ma ferme et la communauté environnante. Je ne compte pas abandonner de sitôt », dit-il.

Guenou préconise d'intégrer des espèces d'arbres résistantes aux incendies et de mener des campagnes de sensibilisation pour impliquer les communautés locales. « Il est crucial de former la communauté sur les techniques de reboisement, de mettre en place un système de suivi pour

évaluer la croissance des arbres et ajuster les pratiques selon les besoins. Il serait également utile de collaborer avec des programmes et des organisations déjà engagés dans le reboisement au sud du Togo, en adoptant ces pratiques. Le reboisement, peut non seulement compenser les variations de précipitations, mais aussi améliorer les conditions environnementales et socio-économiques de la région du Sud Togo », recommande le scientifique.

Komi espère que son initiative inspirera d'autres jeunes maraîchers à suivre son exemple et à adopter des pratiques durables pour lutter contre la désertification et améliorer la résilience de leurs terres agricoles.

VertTogo

Hector Nammangue (Togo) ; L'ORLOA : un pas décisif pour protéger les côtes ouest-africaines ; Vert Togo, 16 octobre 2024.

Tag : Banque mondiale, UEMOA, WACA.

Pour accéder à l'article : <https://vert-togo.tg/lorloa-un-pas-decisif-pour-protoger-les-cotes-ouest-africaines/>



La création de l'Observatoire régional du Littoral Ouest Africain (ORLOA) a été officialisée à Lomé. Cet organe, né d'une volonté collective des États de l'UEMOA et de partenaires internationaux, vise à renforcer la gestion et la protection des côtes menacées par l'érosion, offre une lueur d'espoir pour les pays côtiers comme le Togo.

Le jeudi 10 octobre à Lomé, un nouveau tournant a été pris dans la lutte contre l'érosion côtière en Afrique de l'Ouest avec la signature du protocole créant l'Observatoire régional du Littoral Ouest Africain (ORLOA).

Cette structure vise à coordonner les efforts de gestion durable des littoraux ouest-africains, un enjeu crucial pour les 12 pays membres de l'UEMOA, dont les côtes sont durement touchées par la montée des eaux et l'érosion.

Cet observatoire, issu du projet WACA-ResIP financé par la Banque mondiale, promet d'apporter des solutions concrètes en fournissant des données précises pour l'aménagement des zones côtières. « Cet observatoire est une avancée attendue depuis longtemps pour aider nos États à mieux gérer leurs littoraux », a déclaré Katari Foli-Bazi, ministre togolais de l'environnement, lors de la cérémonie.

Pour les autorités, il s'agit de passer des promesses à l'action pour sauvegarder les écosystèmes côtiers.

Conçu pour renforcer les capacités des États côtiers, l'ORLOA jouera un rôle clé dans la résilience face aux changements climatiques. Ses analyses serviront à orienter les projets d'infrastructures, tout en facilitant des interventions plus ciblées pour atténuer les effets de l'érosion. Les pays comme le Togo, le Bénin ou la Côte d'Ivoire, qui mènent déjà des actions de protection côtière, pourront s'appuyer sur cet outil pour multiplier les initiatives.

Pour le Togo, l'Observatoire représente une opportunité de renforcer les travaux déjà entrepris dans le cadre du programme WACA-ResIP. « C'est un levier essentiel pour aller plus loin dans la protection de notre littoral », a ajouté le ministre.

Alors que les impacts de l'érosion menacent de plus en plus les populations et les infrastructures, l'ORLOA se présente comme une réponse concrète et coordonnée pour un avenir durable des côtes ouest-africaines.



Ayele Addis (Ethiopie) ; Africa Takes the Lead in Global Climate Action: ACEP's Climate Academy Empowers Change-Makers for Sustainable Energy Transition ; Africa News Channel, October 16, 2024.

Tag : Green Climate Fund, IPCC, Paris Agreement.

To access the article : <https://www.africanewschannel.org/news/business/africa-takes-the-lead-in-global-climate-action-aceps-climate-academy-empowers-change-makers-for-sustainable-energy-transition/>



Benjamin Boakye, Executive Director of ACEP

As global climate change intensifies and nations race towards net-zero emissions, Africa is gearing up to take a central role in the climate and energy transition, thanks to a groundbreaking initiative by the Africa Centre for Energy Policy (ACEP). From October 14 to 18, 2024, policymakers, civil society leaders, academics, and media professionals gathered in Accra,

Ghana, for the inaugural Africa Climate Academy—a pioneering educational platform designed to empower stakeholders with the tools, knowledge, and network to drive Africa’s climate agenda forward.

ACEP’s Mission: Rethinking Climate Action for Africa

Opening the event, Benjamin Boakye, Executive Director of ACEP, set the tone for the week: “This academy is designed to foster a paradigm shift in the understanding and discourse surrounding climate change, energy transition, and their implications for Africa.” His powerful address resonated with the participants, many of whom expressed optimism about the academy’s goals. Boakye warned that unless Africa takes proactive measures, it risks lagging behind in global energy transitions, particularly as nations and corporations around the world move away from fossil fuels. “We cannot afford to cling to oil as the world moves on,” he emphasized.

His words were backed by the program’s agenda, which focused on equipping participants with data-driven insights and actionable strategies. The academy underscored the dual risks and opportunities Africa faces: the threat of stranded oil assets on one hand and the immense potential for sustainable development on the other.

The Climate Emergency: Africa’s Unique Vulnerabilities

On October 14, Prof. Nana Ama Browne Klutse, an esteemed climate scientist and Vice Chair of IPCC Working Group I, presented the hard-hitting facts about Africa’s Climate Vulnerabilities. Her presentation focused on the scientific realities of global warming, stressing that Africa’s climate is among the most vulnerable in the world. “The evidence from IPCC shows that Africa faces disproportionate impacts,” Klutse remarked. Rising temperatures, erratic rainfall patterns, and increased frequency of extreme weather events such as droughts and floods are pushing millions into poverty, threatening food security, and undermining economic progress across the continent.

Participants learned that while Africa contributes the least to global greenhouse gas emissions, it suffers the most from their effects. Klutse made a compelling case for the urgent need for adaptation and mitigation strategies tailored to Africa’s specific needs. As one participant, a

policy advisor from the Gambia, reflected, “We knew climate change was serious, but hearing the scientific evidence today, I realize how much more urgent and localized our solutions need to be.”

Legal Foundations for Climate Action: Ensuring Equity and Justice

In the afternoon session, Yorm Ama Abledu, a law lecturer from the University of Professional Studies, Accra, introduced participants to the legal frameworks underpinning global climate agreements, focusing on concepts such as Common but Differentiated Responsibilities (CBDR). Her presentation on Legal Foundations of Climate Action was essential for understanding the balance between global equity and local responsibilities. Abledu drew from international treaties such as the Paris Agreement, stressing that African nations must assert their rights to both climate finance and technology transfers while taking responsibility for creating enabling environments for clean energy.

Abledu’s insights were especially relevant given the context of Africa’s negotiations in international climate forums. “Africa must negotiate from a place of strength,” she asserted, urging policymakers to integrate legal frameworks into national climate strategies. This session empowered participants, including representatives from Nigeria and Tanzania, who commented that they felt more confident advocating for Africa’s interests in future climate summits.

Tackling Financial Barriers: Unlocking Africa’s Climate Financing Potential

On October 15, the focus shifted to Climate Financing Mechanisms, with Dr. Olufunso Somorin from the African Development Bank leading the session. Somorin’s presentation provided a detailed analysis of Africa’s climate finance needs, revealing a funding gap of billions of dollars required to meet both mitigation and adaptation goals. He outlined the landscape of global climate finance and the complexities of accessing international funds such as the Green Climate Fund (GCF).

“Africa has the potential to become a leader in climate finance innovation,” Somorin noted, highlighting solutions such as green bonds, sustainable debt instruments, and public-private partnerships. He also addressed the challenges African nations face, particularly in mobilizing

private sector investments. The participants responded enthusiastically to his suggestions, with a government official from Zambia noting, “This session gave us practical tools we can implement to attract investment for clean energy projects back home.”

Somorin also emphasized the importance of regional cooperation, suggesting that countries with similar financing challenges work together to form stronger blocs when negotiating for climate finance. His presentation ended with a vibrant discussion on how to ensure that funds allocated for climate projects are managed transparently, a concern shared by civil society representatives in the room.

Integrating Climate Change into National Planning: A Strategic Imperative

Dr. Daniel Tutu Benefoh, Acting Director of Ghana’s Environmental Protection Agency, led the session on integrating climate change into national development frameworks. His talk, Planning for Climate Change, focused on mainstreaming climate adaptation and mitigation strategies into sectors such as energy, transportation, and agriculture. Benefoh argued that without embedding climate considerations into all facets of development planning, African countries risk missing their climate targets.

His session resonated deeply with the audience, especially media professionals who reflected on how climate policies could be better communicated to the public. One journalist from Ethiopia commented, “This program is opening my eyes to the complexities of the energy transition, and I realize how much more we need to explain to the public.”

Looking Ahead: Building a Sustainable Future for Africa

The academy continues through October 18, with upcoming sessions focusing on:

- Africa’s Oil Wealth and Climate Change (October 16), where participants will explore the risks of stranded oil assets and the economic opportunities of diversifying away from fossil fuels.
- Emerging Energy Technologies (October 17), which will showcase the latest innovations driving the energy transition in Africa.

- Governance and Accountability for Climate Action (October 18), addressing transparency, anti-corruption measures, and the role of active citizenship in ensuring that climate finance is used effectively.

Why This Program Matters for Africa and the World

The Africa Climate Academy is not just about education—it’s about transformation. The academy is positioning Africa as a leader in the global climate movement by equipping key stakeholders with the knowledge and skills necessary to advocate for sustainable energy. As Benjamin Boakye noted in his opening address, “Africa stands at a crossroads. We can either continue down the path of fossil fuel dependence or embrace the energy transition and build a sustainable future.”

This program is timely, as Africa’s energy policies will play a pivotal role in global climate targets. The knowledge and networks developed here will help African countries develop robust climate action plans, attract international financing, and build resilient economies that are not reliant on oil and gas revenues.

In the words of one participant from Nigeria, “This program isn’t just important for Africa; it’s vital for the world. If Africa succeeds in transitioning to sustainable energy, it will set a precedent for other developing regions to follow.”



As the week progresses, it is evident that the Africa Climate Academy is more than just a training program—it's a catalyst for change. By challenging old assumptions and equipping Africa's climate champions with cutting-edge knowledge, the academy is laying the groundwork for a greener, more sustainable future. The program's focus on collaboration, innovation, and empowerment ensures that its impact will extend far beyond the participants in the room. Through their advocacy and action, Africa's voice in the global climate discourse is becoming stronger, more unified, and more essential than ever.



Ernest Agbota (Bénin) ; Etat du climat 2023 en Afrique ; Radio Parakou/ORTB, 17 octobre 2024.

Tag : CCDA XII.

Pour écouter le reportage : https://soundcloud.com/angelique-dehoue/etat-du-climat-2023-en-afrique?si=4560d4fa536a4ea38b8966a2c45a69d9&utm_source=clipboard&utm_medium=text&utm_campaign=social_sharing



Karina Zarazafy (Madagascar) ; Corruption environnementale : l'étau se resserre sur les responsables; Bleen Media, 18 octobre 2024.

Tag : USAID, WWF.

Pour accéder à l'article : <https://www.bleenmada.com/cop29-les-financements-climatiques-au-coeur-des-revendications-africaines/>

Une nouvelle stratégie nationale de lutte contre la corruption (SNLCC) est en gestation depuis des mois. Et elle promet de s'attaquer fermement à la corruption environnementale.



Les parties prenantes à la lutte contre la corruption sont à pied d'œuvre dans l'élaboration d'une nouvelle Stratégie nationale de lutte contre la corruption (SNLCC) pour la période 2025-2030. Les concertations thématiques se poursuivent actuellement. La lutte contre la corruption dans la préservation et la gestion des ressources naturelles fait l'objet de deux jours d'atelier, ces 17 et 18 octobre.

Intransigente

« Vous pouvez être assurés que les efforts que l'on fait actuellement et ce, depuis plusieurs mois, sont des efforts concrets de répression. Et nous comptons, avec tous les partenaires présents dans cet atelier, appliquer cette stratégie peu importe les niveaux de puissance, de pouvoir économique ou politique des personnes qui seront impliquées dans les trafics ». Tels étaient les propos de Max Andonirina Fontaine, ministre de l'Environnement et du Développement durable (MEDD), ce 17 octobre. Le ministre affirme en effet que la SNLCC qui

découlerait de ces diverses concertations thématiques se veut être intransigeante en termes de répression.

Il conforte par la même occasion la position de l'Etat Malgache à se conformer aux exigences de la Résolution 75/311 de l'Assemblée générale des Nations Unies qui « exhorte les Etats membres à redoubler d'efforts et à adopter des mesures efficaces » de lutte contre la corruption. L'objectif étant, selon le Comité de pilotage pour l'élaboration de cette nouvelle SNLCC, « de prévenir et de combattre le grave problème que constituent les infractions qui ont une incidence sur l'environnement, la conservation et la biodiversité ». Ces deux jours d'atelier se focaliseront ainsi sur trois grands domaines, à savoir « la lutte contre la corruption dans la préservation et le trafic illicite des espèces sauvages et bois précieux », « la lutte contre la corruption dans l'exploitation des ressources halieutiques » et « la lutte contre la corruption dans l'exploitation des ressources minières ».

Un fléau

« La corruption environnementale est une plaie, c'est un des plus grands freins à la protection de nos ressources naturelles et à leur gestion durable » a déclaré Max Andonirina Fontaine. En marge de cette concertation thématique sur la lutte contre la corruption dans le secteur environnement, le numéro un du MEDD n'a pas manqué d'appeler toutes les parties prenantes à se donner la main pour éradiquer ce fléau qu'est la corruption environnementale. « La corruption commence dans les plus bas étages. Cela peut être le fait de juste fermer les yeux sur un transport dans le cadre des trafics de tortues, jusqu'à des interventions auprès des tribunaux » a-t-il expliqué, en faisant référence aux différentes formes sous lesquelles cela pouvait se manifester.

Tout en soulignant les faiblesses avérées du système en général. L'environnement est, selon Sahondra Rabenarivo, Présidente du Comité pour la sauvegarde de l'intégrité (CSI) et non moins Présidente du Comité de pilotage pour l'élaboration de la nouvelle SNLCC, « l'un des secteurs les plus étudiés avec le plus de statistiques » dans le cadre de cette lutte contre la corruption. Et ce, car « Madagascar a toute cette biodiversité mais aussi parce qu'il s'agit carrément de trafics transnationaux et internationaux, avec des réseaux très organisés et qui disposent de beaucoup de moyens ».

Tout le système anti-corruption malgache, incluant le CSI, le Pôle anti-corruption (PAC), le Bureau indépendant anti-corruption (BIANCO), l'Agence de recouvrement des avoirs illicites (ARAI), le Service de renseignement financier (SAMIFIN), ainsi que les diverses entités ministérielles et les partenaires techniques et financiers tels que le Fonds mondial pour la nature (WWF) et de l'Agence des États-Unis pour le développement international (USAID) sont donc réunies durant ces deux jours. « Tout un réseau du bien » à qui il faudrait donner les moyens ainsi qu'une meilleure organisation « pour bien combattre le mal » soulignent Max Fontaine et Sahondra Rabenarivo.



Agnes Oloo (Kenya) ; Kenyan farmers call for abolishment of seed distribution law to boost food security amid climate crisis ; Citizen Digital, October 18, 2024.

Tag :

-.

To access the article : <https://www.citizen.digital/news/kenyan-farmers-call-for-abolishment-of-seed-distribution-law-to-boost-food-security-amid-climate-crisis-n351543>



Gladys Kanegene, a smallholder farmer from Kirinyaga County in Kenya, recalls a time when her farm flourished with diverse, nutritious crops. Thanks to traditional seed banks, indigenous seeds were always available, and food was abundant.

“No one told me what seeds to plant, and no one controlled who I could give, sell, or trade seeds with,” she reminisces. “That freedom is now gone, and it’s truly disheartening.”

Gladys believes that the commercialization of seeds has eroded the value of indigenous agriculture, turning the seed trade into a lucrative business for the wealthy while leaving small-scale farmers struggling to survive.

On October 16, the world observed World Food Day, but many Kenyan farmers feel there is little to celebrate. They argue that restrictive policies are undermining their efforts to boost food production, benefiting large-scale agribusinesses, often backed by foreign interests, at the expense of local farmers.

“In Kenya, punitive seed laws restrict farmers from saving and sharing their own seeds—a basic right that has preserved agricultural biodiversity for generations,” says Elizabeth Atieno, a food campaigner with Greenpeace.

Kenya’s Seed and Plant Varieties Act prohibits the sale of uncertified seeds, effectively sidelining indigenous varieties. Those caught selling unlicensed seeds risk a fine of up to Ksh. 1 million or a jail term of up to two years.

Global Forces Driving Food Insecurity in Africa

Professor Fadhel Kaboub, Senior Advisor at Power Shift Africa, argues that Africa’s food sovereignty has been deliberately eroded to benefit others.

“Africa’s food sovereignty has been in decline since the 1960s due to agricultural subsidies and trade barriers imposed by the Global North,” Kaboub explains. “We’ve neglected staple crops like wheat, maize, barley, and rice—essential to our diets—and shifted focus to export cash crops like coffee, tea, tobacco, cocoa, and fruits.”

“In essence, Africa produces what it doesn’t consume and consumes what it doesn’t produce. This dynamic fuels food insecurity, external debt, and environmental degradation.”

Kaboub emphasizes that policy reforms are essential to prevent profit-driven barriers from keeping Kenyans hungry. He urges citizens and policymakers to prioritize food sovereignty through agroecology and native seed systems.

“Africa needs strategic investments in agroecology at all levels—continental, regional, national, and local. By reintroducing native seeds better suited to our climate, we can reduce dependency on chemical fertilizers, pesticides, and extensive irrigation systems.”

“Native crops tend to be more resilient to droughts and extreme weather events, which are becoming more frequent due to climate change,” he adds.

Kenya’s Role in the Global Hunger Crisis

Kenyans are among the over 700 million people globally facing hunger, according to United Nations data. World Food Day, observed annually, aims to raise awareness about hunger and promote sustainable food security. This year’s theme is “Foods for a Better Life and a Better Future.”

For farmers like Gladys Kanegene, the call to restore their right to save, share, and trade indigenous seeds is about more than just agriculture—it’s a step toward reclaiming Kenya’s food sovereignty and ensuring a more secure future.



Agnes Oloo (Kenya) ; Global leaders gather at COP16 to tackle urgent biodiversity crisis and climate change ; Citizen Digital, October 21, 2024.

Tag : CBD, COP 15, COP 16, Kunming-Montreal Global Biodiversity Framework.

To access the article : <https://www.citizen.digital/news/global-leaders-gather-at-cop16-to-tackle-urgent-biodiversity-crisis-and-climate-change-n351683>



Delegates from Kenya and other nations were treated to a special cultural performance by indigenous peoples on Sunday night in Cali, Colombia, a city ranked second globally for biodiversity.

The nature-inspired choreography marked the launch of the 16th Biodiversity Summit, which officially commenced on Monday with global biodiversity conservation and restoration talks.

Representatives from governments, scientists, environmental campaigners, indigenous groups, and others attending the summit are focused on addressing urgent global challenges related to biodiversity protection and restoration.

The summit aims to accelerate countries' progress in adopting practical, localized solutions to "make peace with nature," as the world faces interconnected planetary crises.

Scientists believe biodiversity destruction and climate change are key drivers of both predicted and unforeseen ecological, social, and economic disasters. These challenges call for multilateral processes with actionable outcomes, which they deem critical for humanity's survival.

In her opening remarks, COP16 President Susana Muhamad, who is also Colombia's Environment Minister, emphasized that the summit offers another opportunity to correct past failures in biodiversity conservation and restoration, and to create conditions that support sustainable communities.

"How is it that ants can organize themselves and achieve remarkable results? Let's hope that COP16 can emulate the ants and mobilize us to achieve peace with nature," Muhamad said.

United Nations Secretary-General Antonio Guterres, who addressed the delegates virtually, urged meaningful engagement with practical results to enhance human dignity.

"For humanity to thrive, nature must flourish. Destroying nature fuels conflict, hunger, disease, poverty, inequality, and the climate crisis. The Global Biodiversity Framework offers a chance to reset our relationship with the Earth," Guterres stated.

The Conference of Parties (COP16) under the Convention on Biological Diversity (CBD), taking place in Cali, is focused on implementing the Kunming-Montreal Global Biodiversity Framework (KMGBF). With biodiversity in significant decline, threatening over one million species and billions of human lives, the KMGBF seeks to halt and reverse nature loss by setting global targets for 2030 and beyond.

COP16 is the first Biodiversity Conference of the Parties since the adoption of the Kunming-Montreal Global Biodiversity Framework at COP15 in December 2022, in Montreal, Canada.

During the two-week summit, parties to the Convention, including Kenya, are expected to demonstrate the alignment of their National Biodiversity Strategies and Action Plans (NBSAPs) with the global framework's objectives.



Moussa Mané (Sénégal) ; Dossier sur la gestion intégrée des zones côtières au Sénégal ; RTS1, 22 octobre 2024.

Tag : Banque mondiale.

<https://youtu.be/y2qeprNdFhU>

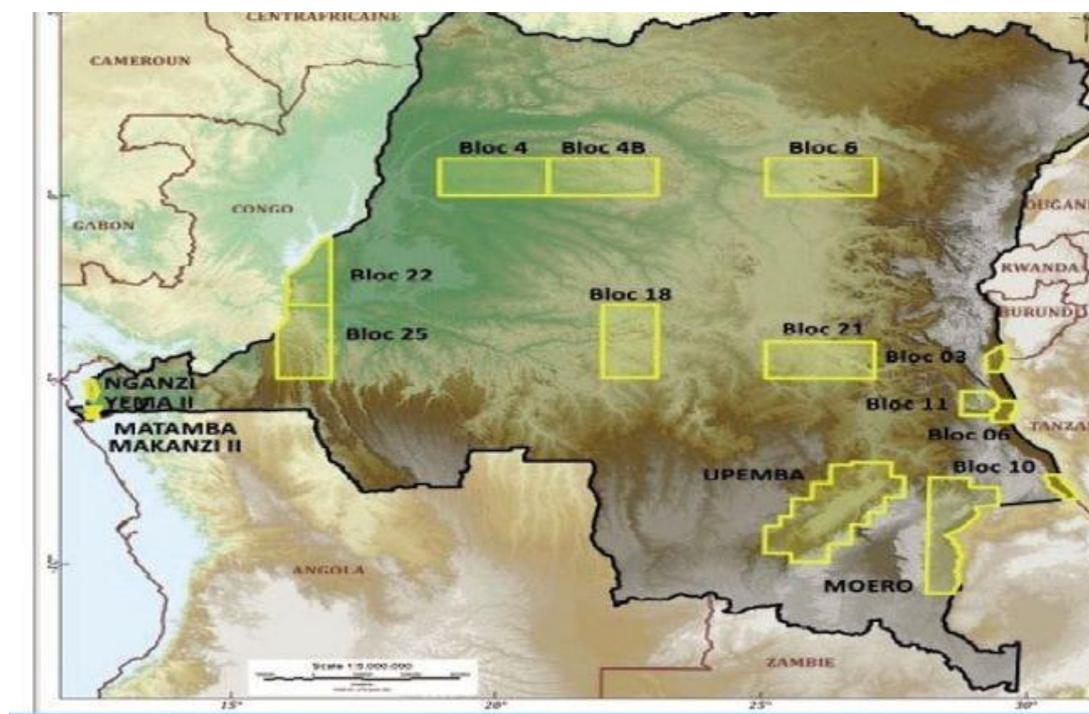
Sénégal : La première Conférence nationale sur la gestion intégrée des zones côtières ouverte à Dakar. La Conférence nationale sur la gestion intégrée des zones côtières (GIZC) est ouverte mardi 22 octobre 2024 à Dakar, la capitale sénégalaise.



Denise Kyalwahi (RDC) ; RDC: Greenpeace Afrique se réjouit de l'annulation de l'appel d'offres pour 27 blocs pétroliers et exhorte le gouvernement congolais à renoncer définitivement à ce processus ; Naturel CD, 22 octobre 2024.

Tag : Greenpeace Afrique.

Pour accéder à l'article : <https://naturelcd.net/2024/10/22/rdc-greenpeace-afrique-se-rejouit-de-lannulation-de-lappel-doffres-pour-27-blocs-petroliers-et-exhorte-le-gouvernement-congolais-a-renoncer-definitivement-a-ce-processus/>

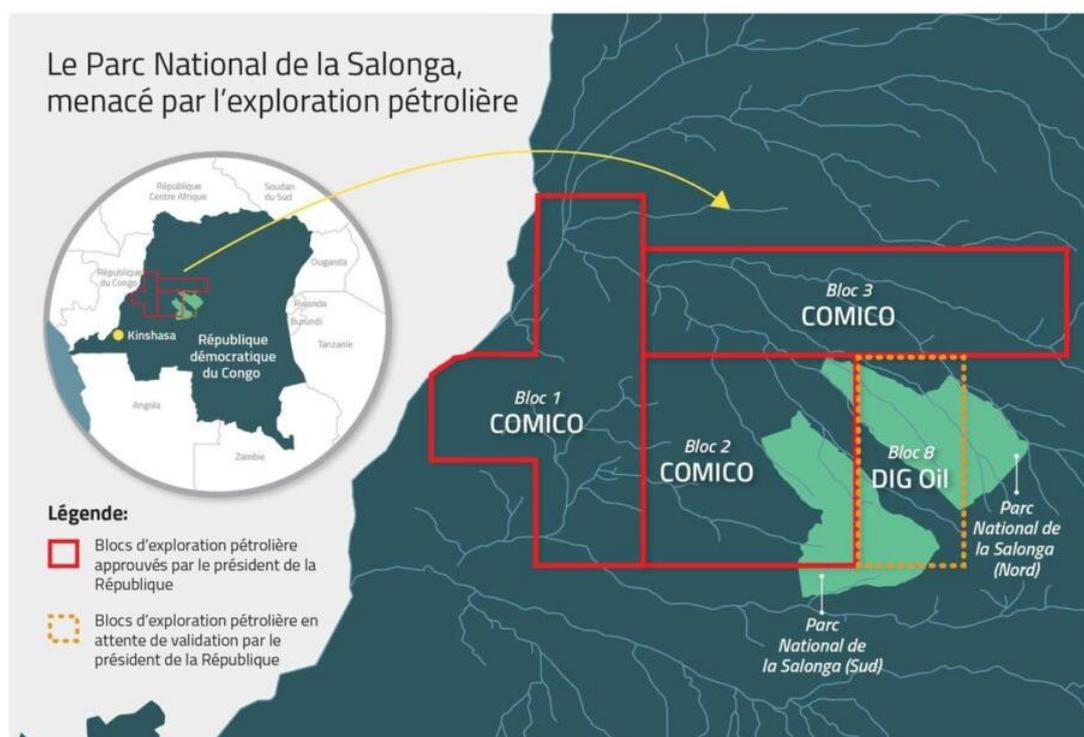


Dans un courriel électronique envoyé à NATURELCD Greenpeace Afrique se réjouit de la décision prise par le gouvernement de la République Démocratique du Congo (RDC) d'annuler les appels d'offres concernant 27 blocs pétroliers.

Cette initiative représente une avancée significative pour la sauvegarde de l'environnement et la justice climatique à travers le continent africain. Néanmoins, ce répit pourrait être éphémère, car le ministère des Hydrocarbures a laissé entendre dans un communiqué son intention de relancer ce processus "incessamment".

Greenpeace Afrique s'engage à poursuivre ses campagnes tout en maintenant un dialogue constructif avec le gouvernement congolais, afin que cette récente décision marque véritablement la fin des appels d'offres pour les blocs pétroliers en RDC.

L'annulation des appels d'offres, annoncée par le ministère des Hydrocarbures, résulte d'une forte opposition publique et des inquiétudes soulevées par les organisations environnementales, comme on pouvait le lire dans ce document ci-joint, concernant les effets néfastes pressentis sur la biodiversité, les communautés locales et le climat mondial. « Cette décision représente une victoire qui, bien que provisoire, résulte des efforts de plaidoyer audacieux menés par Greenpeace Afrique depuis 2022 contre ce projet.



Source: Lettre de Phanar Legal représentant les actionnaires de COMICO, Carte Interactive de la RDC, WRI et MEDD

Nous exhortons le gouvernement congolais à privilégier les investissements et la promotion des énergies renouvelables, plutôt que de relancer un nouveau processus d'appel d'offres pour des

blocs pétroliers, qui plongerait inévitablement le pays dans le même climat d’anxiété que durant les deux dernières années», déclare Bonaventure Bondo, Chargé de la campagne Forêts pour le Bassin du Congo chez Greenpeace Afrique. Des incohérences ont été observées entre le contenu de la note technique soumise au Conseil des Ministres le 11 octobre 2024, où le Ministère des Hydrocarbures annonçait la fin du processus d’appels d’offres pour 27 blocs pétroliers et 3 blocs gaziers, et le communiqué officiel publié sur le site, qui ne mentionne que l’annulation des 27 blocs pétroliers. Ces divergences, associées à l’annonce dans la même note que le prochain processus prévu par le ministère sera restreint, contrairement au précédent qui était ouvert, suscitent des préoccupations quant à la transparence de la future procédure. “Les appels d’offres restreints suscitent des préoccupations, car ils sont susceptibles d’être exposés à la corruption et pourraient compromettre la transparence de l’ensemble du processus. Nous appelons le gouvernement à renoncer à tout projet lié aux hydrocarbures dans les forêts du Bassin du Congo et à ne pas retomber dans les écueils du passé qui ont coûté des millions aux contribuables congolais”, conclut Bonaventure. Initiés en juillet 2022 sous la houlette de l’ancien ministre des Hydrocarbures Didier Budimbu, les appels d’offres concernant 27 blocs pétroliers et 3 blocs gaziers ont été contestés par de nombreuses organisations de la société civile congolaise, y compris Greenpeace Afrique. Cette annulation, qui survient deux ans plus tard, est porteuse d’espoir. Greenpeace Afrique demeure néanmoins particulièrement vigilante et suivra de près les développements du nouveau plan annoncé par le gouvernement congolais.



Denise Kyalwahi (RDC) ; Monde : pourquoi les entreprises doivent – elles suivre la COP16 sur la biodiversité ; Naturel CD, 22 octobre 2024.

Tag : Accord de Kunming-Montréal, Accord de Paris, Banque mondiale, CIRAD, COP 15, COP 16, G20, GIEC, IPBES, OCDE, UICN, WWF.

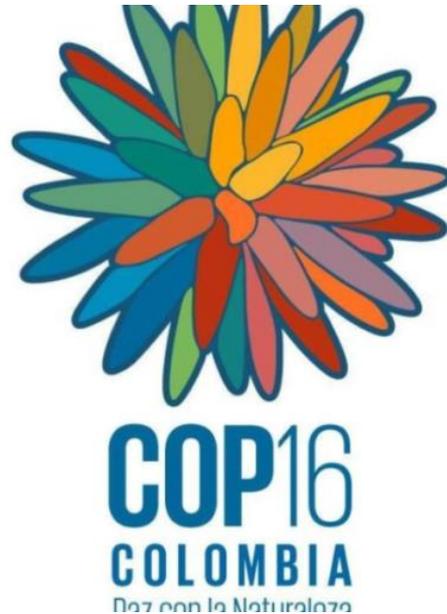
Pour accéder à l'article : <https://naturelcd.net/2024/10/22/monde-pourquoi-les-entreprises-doivent-elles-suivre-la-cop16-sur-la-biodiversite/>



Quel est le lien entre la prochaine COP sur la biodiversité et les entreprises ? La prochaine Conférence des parties à la Convention des Nations Unies sur la diversité biologique (COP16) se tiendra du 21 octobre au 1er novembre 2024 à Cali. Deux ans après l'adoption du cadre de référence de Kunming-Montréal, les Etats doivent y rendre compte de leurs stratégies nationales pour atteindre les 23 cibles. Mais les entreprises sont aussi concernées notamment via des procédures de reporting et des réglementations qui découlent ou complètent cet

accord international. Explications à travers trois grandes questions. Quels sont les grands enjeux de la COP16 ? En 2022, la COP15 de Kunming Montréal avait conduit à l'adoption de l'accord de Kunming-Montréal, l'équivalent de l'accord de Paris pour la biodiversité.

La COP16 est donc davantage une COP technique, mais pas pour autant sans enjeux. Le suivi et la recevabilité des Etats sur leurs actions Biodiversité. La COP15 a instauré un mécanisme de suivi de la mise en œuvre du cadre de Kunming-Montréal par les Etats. A l'image de celui mis en place par l'accord de Paris sur le climat, les Etats doivent produire des stratégies nationales sur la biodiversité et à défaut présenter au moins des cibles pour montrer comment ils vont tenter d'aligner leurs politiques sur les 23 objectifs de l'accord.



La COP16 doit être l'occasion de faire un premier bilan de ces stratégies. Les plans sont arrivés dans les tous derniers jours avant la COP. Un « sursaut de mobilisation » que l'IDDRI juge « positif ». De fait, après avoir été déposé au compte gouttes, on comptait le 18 octobre une trentaine de stratégies (dont celle la France) et plus d'une centaine des cibles, une sorte d'étape intermédiaire dont il faudra toutefois analyser la qualité. Lors de la COP16, l'un des enjeux sera donc de finaliser le cadre de suivi, avec l'objectif de créer l'équivalent du Global Stocktake pour le climat. L'IDDRI plaide notamment pour que ce rapport ne soit pas seulement un état des lieux dressé à partir des seules données des Etats mais qu'il compte également sur les apports de la société civile, des scientifiques de l'IPBES ou du GIEC ou encore des entreprises privées. Pour

être vraiment efficace, il devrait aussi proposer des leviers de transformation, souligne Juliette Landry, chercheuse sur la gouvernance internationale de la biodiversité à l'IDDRI. Selon le Cirad, l'organisme français de recherche agronomique et de coopération internationale pour le développement durable, la façon dont les acteurs non-étatiques (entreprises, ONG...) valorisent leurs actions sera également discutée. Le financement, notamment privé, et le juste partage des ressources. Comme pour le climat, la question des financements est à la fois un sujet clé et un point bloquant des négociations. En 2022, l'accord de Kunming-Montréal avait failli échouer sur la création d'un fonds dédié, demandé par les pays en développement. C'est finalement un compromis qui a été trouvé à l'initiative de la Colombie, en mettant en place une enveloppe spécifique dans le Fonds pour l'environnement mondial (FEM). Seulement, celui-ci a du mal à faire le plein. Sur 400 millions de dollars de promesses, seules 200 ont été réellement abondés et la solution ne satisfait pas pleinement les pays en développement qui n'ont pas abandonné l'idée d'un fonds indépendant permettant une meilleure visibilité et traçabilité des flux Nord-Sud. La focalisation sur le fonds occulte toutefois d'autres pistes intéressantes souligne l'IDDRI. Par exemple, la réduction des subventions néfastes à la biodiversité – 2 680 milliards de dollars pour la seule année 2023 selon Earth Track – est la cible (numéro 18) « où il y a le moins d'actions proposées par les Etats alors que c'est celle où il y a le moins d'alignement », souligne Juliette Landry. C'est aussi un point plus que crispant pour de nombreux Etats car cela touche à l'industrie (agricole, automobile, énergétique..) et l'emploi...Se pose aussi la question de la place des fonds privés alors que les Etats font face à des dettes publiques de plus en plus importantes et rechignent à mettre au pot – à hauteur des besoins réels* - pour les questions d'environnement. Une manne pourra ainsi provenir de la contribution des entreprises utilisant l'information de séquençage numérique des ressources génétiques.



Alors que jusqu'à présent les entreprises cosmétiques, pharmaceutiques et autres allaient chercher des ressources physiques (souvent) dans les pays en développement, la numérisation permet aujourd'hui de s'en passer. Mais il faut aujourd'hui un nouveau mécanisme (contraint ou volontaire) pour assurer le juste partage des ressources. Une étude a ainsi chiffré que si on taxait 0,1% des bénéfices issus de l'utilisation de ces ressources, cela pourrait rapporter 1 milliard de dollars. « Ce sont des ordres de grandeur qui peuvent être intéressants pour le financement de la biodiversité », selon Juliette Landry.

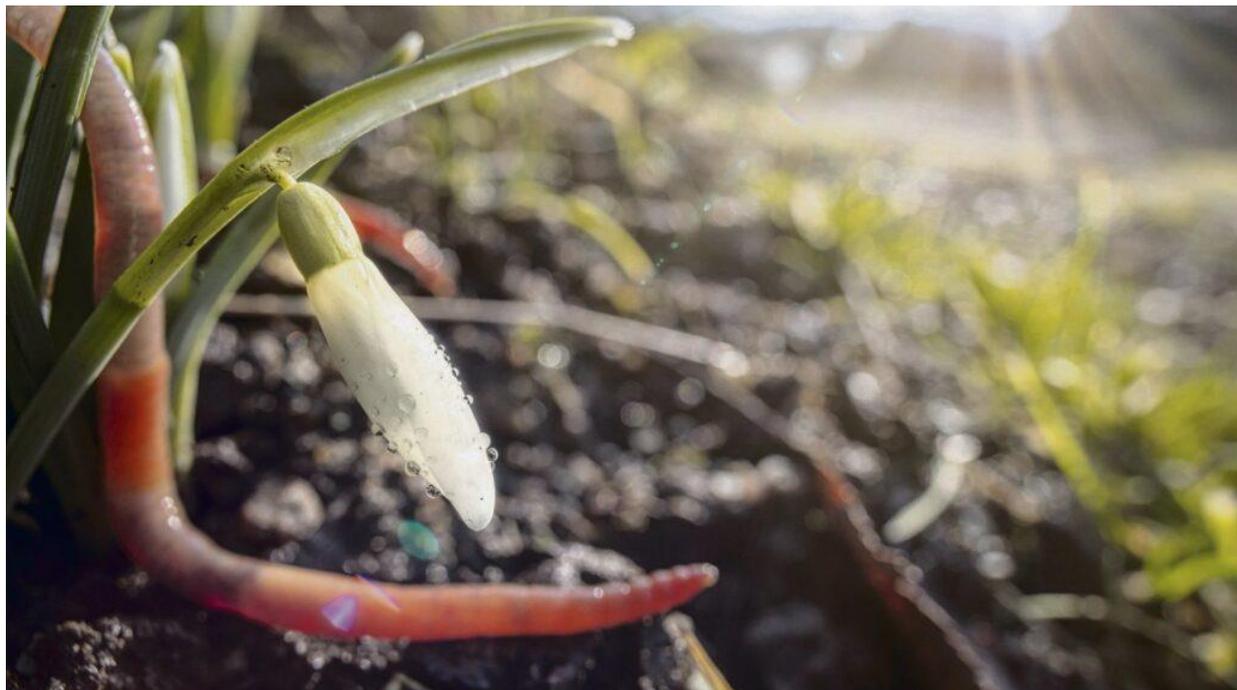
Enfin, la question des crédits biodiversité sera également sur la table. C'est l'un des mandats de la ministre de la Transition écologique, Agnès Pannier Runacher. Pour le ministère, il ne s'agit pas de « marchandiser la nature » mais de « n'exclure aucune source de financement » en allant chercher des mécanismes de marché et donc là encore des fonds privés. La place des populations autochtones dans la préservation de la biodiversité « Peace with nature » : c'est le thème de cette COP porté haut et fort par la Colombie, très enthousiaste sur cette COP. Avec celui-ci, le pays hôte veut placer la transition juste au cœur des négociations sur la biodiversité. D'abord par le juste partage des ressources financières, du renforcement de capacité et la coopération scientifique. Mais aussi par la reconnaissance de l'importance des populations autochtones dans la préservation de cette nature. « Les pays latino américains se saisissent de la COP16 pour mettre en avant les questions de transition juste liée à la biodiversité pour les

populations dépendantes des écosystèmes, autochtones et vulnérables », souligne Sébastien Treyer, directeur général de l'IDDRI. Lors de la COP16, ceux-ci devraient ainsi valoriser les projets montrant que les territoires à haute valeur de biodiversité gérés par les communautés autochtones valent la peine d'être financés, notamment par les fonds privés. La Colombie va par exemple mettre en avant le pacte signé avec la guérilla qui se base notamment sur la protection de la nature mais plus largement sur les Objectifs de développement durable (ODD) avec une approche intégrée environnement-social-économie-paix. Alors que la Colombie est un pays riche en biodiversité, peuplé de nombreuses communautés autochtones et ambitieux sur la protection de la nature, « le pays veillera particulièrement à ce que l'objectif d'inclusion des communautés se décline en actions concrètes », précise Philippe Vaast, directeur régional du Cirad pour la Zone Andine et l'Amérique Centrale sur le site de l'organisme de recherche. On devrait aussi y entendre parler de bioéconomie. Ce concept, créé en 1935 par 1925 par le biologiste russe T.I. Baranoff, est porté par la présidence brésilienne du G20 (2024) afin de placer l'économie de la nature au centre de l'architecture financière et économique. En septembre, un groupe de travail a publié 10 principes volontaires de haut niveau pour la bioéconomie. Et lors de la COP16 le réseau latino-américain de bioéconomie lancera les principes directeurs pour la mise en œuvre de ce type de stratégie. Les entreprises sont-elles concernées par la COP16 sur la biodiversité ? Oui car si l'accord s'adresse bien aux Etats en premier lieu, la cible 15 de l'accord de Kunming Montréal vise in fine les entreprises. Les Etats vont ainsi devoir « prendre des mesures juridiques, administratives ou de politique générale visant à inciter les entreprises à agir et à leur donner les moyens de le faire ». Notamment en créant un cadre de reporting pour les grandes entreprises, les multinationales et les institutions financières, qui devront ainsi « contrôler, évaluer et communiquer régulièrement et de manière transparente leurs risques, dépendances et incidences sur la biodiversité ». La cible 15 vise aussi à pousser les entreprises à « informer les consommateurs en vue de promouvoir des modes de consommation durables » et partager les mesures mises en place sur leurs actions le partage des ressources et de réduction des impacts sur la biodiversité, le cas échéant tout en essayant « d'accroître les incidences positives ». Cette cible va être déclinée par les Etats dans leur stratégie nationale, qui est une sorte de feuille de route pour l'atteinte des objectifs de Kunming Montréal. Si ce sont bien les grandes entreprises qui sont visées, « l'ensemble des entreprises

doivent regarder cela car elles seront impactées via la chaîne de valeur » souligne Bertrand Galtier, vice président du Conseil national de la biodiversité. Remobiliser les entreprises sur la biodiversité. L'objectif pour cette COP16 est d'essayer de raviver la flamme de la COP15 chez les entreprises. En 2022, les entreprises s'étaient particulièrement mobilisées (même si pas toujours en faveur de la biodiversité) pour peser sur l'accord. Deux ans plus tard, le contexte économique et social semble toutefois avoir amoindri l'enthousiasme. « La parenthèse enchantée de la COP15 n'est plus à l'ordre du jour », confirme ainsi Hélène Valade, directrice développement durable de LVMH lors d'un événement Orée. Pour autant, les entreprises ne sont pas absentes de la COP16 et beaucoup ont compris l'importance de l'enjeu depuis quelques années. « Il y a beaucoup de side events prévus autour de l'événement », assure Bertrand Galtier à des PME réunies à la CPME pour partager des bonnes pratiques autour de la biodiversité. Au niveau international, plus de 200 entreprises – dont 16 françaises- ont signé une déclaration de Business for nature pour appeler les gouvernement à des actions ambitieuses sur la préservation de la biodiversité et plus d'une cinquantaine d'ONG et de coalitions professionnelles ont lancé un call to action au secteur privé pour transformer les secteurs d'activité clés pour la biodiversité. Les entreprises devraient notamment être attentives à la définition des indicateurs de reporting qui devrait être discutée lors de ces négociations. Quelles réglementations sur la biodiversité visent les entreprises ? Plusieurs réglementations découlent des négociations internationales sur la biodiversité et ou la complètent. Le point sur les plus importantes. La CSRD ou le reporting européen de durabilité. Le reporting de durabilité européen fixe des méthodologies de rapportage harmonisées sur les questions de climat, de diversité, de conditions de travail mais aussi de biodiversité. Celles-ci sont régies par les ESRS E4 consacrés à la biodiversité et aux écosystèmes et ESRS E3 dédiés à l'eau et aux ressources marines.

Les entreprises directement concernées (grandes entreprises et entreprises cotés) vont ainsi devoir analyser et publier les facteurs d'impact direct de leurs activités sur la perte de biodiversité, les impacts sur l'état des espèces, les impacts sur la préservation des écosystèmes et les impacts des dépendances sur / aux services éco-systémiques. L'analyse de double matérialité « implique également de prendre en considération à la fois l'impact sur la biodiversité de l'entreprise et les risques que les transformations de la biodiversité font peser

sur l'entreprise, par exemple son approvisionnement », souligne Corinne Lepage. Les premiers rapports sont attendus pour 2025 et in fine une grande partie des entreprises sont concernées car cette réglementation concerne l'ensemble de la chaîne de valeur et donc notamment les PME sous-traitantes et fournisseurs des grands donneurs d'ordres. La SFDR (Sustainability Finance Disclosure Regulation) demande aussi ce type de reporting aux institutions financières. La CS3D ou le devoir de vigilance européen. La loi française sur le devoir de vigilance déjà en application pour les plus grandes entreprises et celle à venir au niveau européen concernent aussi la biodiversité. Les entreprises concernées ont l'obligation de prévenir, de mettre un terme et d'atténuer les effets négatifs de leurs impacts, via notamment un plan de vigilance. Des entreprises ont déjà été attaquées sur ce point comme Casino, au regard de son manque de vigilance sur les pratiques de déforestation de certains de ses fournisseurs au Brésil. La stratégie nationale biodiversité. Les entreprises sont spécifiquement visées par la mesure 31 de la stratégie nationale biodiversité adoptée en 2023 par la France. Cet objectif demande à l'Etat d'accompagner les entreprises « dans la mise en œuvre de façon optimale de leurs obligations de transparence et reporting (CSRD, article 29 de la loi énergie et climat) ; mais aussi d'accompagner les plus petites entreprises, non-soumises à ces obligations, pour une meilleure connaissance de leurs impacts et dépendances vis-à-vis de la biodiversité ». La réglementation européenne sur la déforestation importée.



Adoptée en mai 2023, cette réglementation devrait entrer en application à la fin de cette année 2024 mais face à la pression d'États, de fédérations professionnelles et d'entreprises, la Commission européenne a proposé de la retarder d'un an. Mais que ce soit en 2025 ou 2026, son objectif reste le même : celui d'obliger les entreprises à mettre en place un système de diligence raisonnée sur 6 produits (dans un premier temps) connus pour être liés à la déforestation comme l'huile de palme, le soja, le café, le cacao, le bois, les bovins et le caoutchouc. Dans un rapport sur le degré de maturité des entreprises au regard de cette réglementation, l'association Canopée estime que « Si celle-ci est correctement appliquée, elle pourrait mener à une baisse de la déforestation globale de 10% ». Et dans le cas où elle ferait des émules elle pourrait même « à terme, éradiquer la déforestation de l'ensemble des chaînes d'approvisionnement ». Eviter, réduire, compenser (ERC) : une séquence obligatoire pour toutes les entreprises pour protéger la biodiversité. Par ailleurs, depuis des années en France, « la réalisation des projets, la destruction d'espèces ou d'habitats protégés n'est pas possible sauf dérogation et en toute hypothèse toucher à la biodiversité implique de passer par la séquence dite ERC, éviter réduire compenser », rappelle l'avocate Corinne Lepage dans un article sur les obligations des entreprises liées à la biodiversité. Quels outils pour aider les entreprises dans leur démarche biodiversité ? Plusieurs outils ont été développés par Bpifrance (diagnostics), l'Ademe (Act Biodiversité est en cours) ou encore l'Office Français pour la biodiversité (OFB). Ceux-ci permettent de faciliter le calcul et l'action des entreprises en fonction de leur taille et secteur sur les dépendances, les pressions et les impacts sur la biodiversité selon des indicateurs robustes et scientifiquement fondés. Une nouvelle plateforme « Entreprises et biodiversité », réalisée par Orée et l'OFB, permet de les recenser et d'accompagner – gratuitement- les entreprises dans leur démarche. La plateforme permet de s'évaluer et de trouver les outils adaptés par secteurs d'activité, par objectifs et périmètre d'action; de se mettre en relation avec d'autres acteurs; mais aussi de consulter toutes les ressources de références. Celle-ci est validée par 24 partenaires et experts (OFB, Comité français de l'UICN, WWF France, LPO, Comité national biodiversité, Museum national d'Histoire naturelle) ainsi que des réseaux d'entreprises (C3D, Pacte mondial réseau mondial France...). Le programme Entreprises engagées pour la nature de l'OFB vise de son côté au moins 5 000 entreprises engagées d'ici 2030. On en compte aujourd'hui 308. Illustration : ONU*Selon

l'OCDE, les financements de la biodiversité dans les pays en développement ont atteint 15,4 Md\$ en 2022 sur les 20 Md\$ prévu par l'accord de Kunming en 2025. Mais les besoins se chiffrent en réalité à plus de 100 Md\$ par an. Sur la totalité des besoins, la Banque Mondiale parle plutôt de 600 à plus de 800 milliards par an.

VertTogo

Hector Nammangue (Togo) ; Lutter contre la déforestation importée ; Vert Togo, 22 octobre 2024.

Tag : UE.

Pour accéder à l'article : <https://vert-togo.tg/lutter-contre-la-deforestation-importee/>



Elle s'est imposée depuis juin 2023 et s'apprête à rentrer en vigueur en Janvier 2025 comme l'une des approches pertinentes pour faire face à la crise du climat et de la biodiversité, à la détérioration de la santé, l'érosion culturelle, l'augmentation des prix des denrées alimentaires, au mépris du droit à l'alimentation.

Il s'agit de la nouvelle mesure formulée dans le cadre de la lutte contre les changements climatiques et la perte de biodiversité par l'Union Européenne (UE).

En d'autres termes, cette mesure indique que les entreprises doivent garantir que leurs marchandises vendues dans l'Union européenne ne causent pas de déforestation.

Interrogé par Vert-Togo sur cette mesure visant à interdire la vente de marchandises issues de la déforestation, Anderson Diedri, expert en communication et journaliste environnementaliste à la Cellule Norbert Zongo pour le journalisme d'investigation en Afrique de l'Ouest (CENOZO), identifie la « déforestation importée » comme une source majeure des émissions de gaz à effet de serre, représentant environ 10% de celles-ci.

D'après lui, en réponse à cette situation, le règlement déforestation (EUDR), adopté en juin 2023 par l'Union Européenne, impose que sept produits phares, dont le cacao, le café, l'huile de palme et les produits bovins, ne puissent plus être issus de terres déforestées après le 31 décembre 2020 pour être vendus en Europe.

De plus, ces produits devront respecter toutes les lois du pays d'origine et les entreprises importatrices devront mener des enquêtes pour s'assurer que leurs marchandises sont conformes.

Cependant, cette mesure environnementale est jugée contraignante, particulièrement pour les pays africains à vocation agricole, comme le souligne M. Diedri. « Le fait que de nombreuses populations dépendent de l'agriculture de subsistance et que l'interdiction de la déforestation pourrait représenter une menace pour leur survie économique. Les grandes nations forestières, telles que celles du bassin du Congo, seront particulièrement touchées, car elles risquent de ne plus pouvoir exporter leurs produits vers l'UE. », évoque-t-il.

Pour le Journaliste Environnementaliste, l'enjeu est de trouver des alternatives viables. « L'accompagnement des pays concernés est essentiel pour éviter que ce règlement ne nuise à leurs économies. », lance-t-il.

Avant de souligner également la faiblesse actuelle du marché carbone, qui ne permet pas de compenser suffisamment les pays conservant leurs forêts.

« Sans alternatives concrètes, les populations rurales pourraient continuer à défricher pour survivre, ce qui compromettrait les efforts de conservation. », affirme-t-il.

Enfin, l'UE prévoit une évaluation des risques pour chaque pays 18 mois après l'entrée en vigueur du règlement. Les nations classées à « risque élevé » pourraient être exclues du marché européen, ce qui aurait de graves répercussions sur leurs économies.

Pour Diedri, il est crucial que l'UE mette en place des mécanismes de soutien pour minimiser l'impact de cette réglementation sur les pays africains, dont les économies reposent en grande partie sur les exportations agricoles.



Denise Kyalwahi (RDC) ; Colombie: ouverture de la COP16 biodiversité pour faire la « Paix avec la nature » ; Naturel CD, 22 octobre 2024.

Tag : CDB, COP 15, COP 16, COP 17, COP 29, Greenpeace, UICN, WWF.

Pour accéder à l'article : <https://naturelcd.net/2024/10/22/colombie-ouverture-de-la-cop16-biodiversite-pour-faire-la-paix-avec-la-nature/>



La ministre colombienne de l'environnement, Susana Muhamad, à l'ouverture de la COP16 sur la Biodiversité, le 21 octobre 2024 à Cali, en Colombie photo AFP

La conférence des Nations unies sur la biodiversité a débuté lundi en Colombie par un appel à la « Paix avec la nature », avec l'ambition de débloquer les moyens financiers nécessaires pour respecter les objectifs de stopper d'ici 2030 la destruction de la biodiversité par l'humanité. La ministre de l'Environnement colombienne Susana Muhamad a ouvert les débats en prenant la

présidence de cette 16^{ème} conférence de la Convention de l'ONU sur la diversité biologique (CDB), lors d'une première séance plénière ouverte par une prière à la « Pachamama », la Terre-Mère, prononcée par des membres de l'un des 115 peuples autochtones du pays.

Cette COP Biodiversité, la plus grande jamais organisée avec 23.000 inscrits, se tient sous haute sécurité en raison des menaces d'une guérilla en guerre ouverte avec le gouvernement colombien. Environ 11.000 policiers et soldats renforcent la sécurité à Cali (sud-ouest), en état d'alerte, où 140 ministres et une douzaine de chefs d'État sont attendus fin octobre. Susana Muhamad a exhorté à une « Paix avec la nature », slogan de cette COP colombienne. « Nous sommes la nature », a déclaré la ministre. « Et c'est à partir de ce sens profond, presque spirituel, de l'humanité, que nous pouvons créer cet objectif commun qui devrait être aussi important, voire plus, que la transition énergétique et la décarbonation » de l'économie, traitées par les biens plus médiatisées COP sur le climat (dont la prochaine, la COP29, s'ouvrira dans trois semaines en Azerbaïdjan), malgré les appels à concilier la crise climatique et celle de la nature. »



Public présent à la cop 16 à la Colombie

La planète n'a pas de temps à perdre », « Cali 2024 pourrait être une lumière dans un monde très sombre », a-t-elle encouragé les délégués des 196 pays membres (sans les États-Unis) de la CDB. « Accélérer » Il y a deux ans à la COP15 a été adopté l'accord historique de « Kunming-

Montréal », une feuille de route destinée à « stopper et inverser » d’ici 2030 la destruction des terres, des océans et des espèces vivantes, indispensables à l’humanité, a été adopté. Les pays s’étaient engagés à présenter d’ici la COP16 une « stratégie nationale biodiversité » reflétant leur part des efforts pour tenir les 23 objectifs mondiaux fixés : protéger 30% des terres et mers, restaurer 30% des écosystèmes dégradés, réduire de moitié les pesticides et le taux d’introduction d’espèces exotiques envahissantes, mobiliser 200 milliards de dollars par an pour la nature, etc...Mais à ce jour, seuls 34 pays ont respecté leur engagement de présenter ces stratégies complètes. Et 107 ont soumis des « cibles nationales », c’est-à-dire des engagements sur tout ou partie des objectifs, selon Astrid Schomaker, secrétaire exécutive de la CDB.

La COP16 doit aussi présenter les détails d’un mécanisme de suivi des efforts mondiaux, avec des indicateurs indiscutables, afin de responsabiliser les pays et préparer un bilan d’étape officiel crédible à la COP17 en 2026. Et négocier un système de partage des bénéfices réalisés par les entreprises des pays riches, cosmétiques et pharmaceutiques en tête, grâce aux données génétiques issues de plantes et d’animaux conservés par les pays en développement.

L’ONG Greenpeace, dans un rapport dévoilé lundi, s’est montré alarmiste sur certaines avancées, et estime qu’au rythme actuel l’objectif de protéger 30% des océans avant 2030 ne sera pas atteint avant la fin du siècle. Selon Megan Randles, conseillère politique de Greenpeace UK, « les gouvernements doivent accélérer le rythme des ratifications pour que le traité mondial sur les océans prenne vie en 2025 ».



Depuis le sommet de la Terre de Rio en 1992, quand la CDB a été créée, seuls 8,4% des océans sont devenus des aires marines protégées (AMP), estime Greenpeace.

Mais le nerf de la guerre sera surtout financier : « Nous sommes tous d'accord pour dire que nous sommes sous-financés pour cette mission, que nous avons besoin d'autres sources de financement », a déclaré la présidente de la COP16, pressant les pays développés, censés fournir 20 milliards de dollars par an d'ici 2025, d'annoncer de nouveaux engagements. Les peuples indigènes d'Amazonie réclament un « mécanisme de financement direct » afin de « continuer à conserver, à protéger ces territoires », a expliqué le président de l'Organisation des peuples indigènes de l'Amazonie colombienne (OPIAC), Oswaldo Muca Castizo.

« Nous ne sommes pas seulement là pour parler des arbres, de l'eau, des animaux. Il y a des peuples indigènes, des gens, qui prennent soin de ces territoires en permanence (...) Nous appelons donc le monde entier à savoir, à reconnaître que nous, mouvement indigène, nous jouons un rôle important pour sauver l'humanité », a-t-il dit. D'autant que, selon l'Union internationale pour la conservation de la nature (UICN), plus d'un quart des espèces sont menacées d'extinction. Les populations d'espèces sauvages ont diminué de 73% en moyenne

entre 1970 et 2020, selon le rapport « Planète vivante » de l'ONG WWF. »Ce chiffre indique que nos systèmes sont en péril et que si nous ne nous attaquons pas aux causes de cette perte de biodiversité, notre écosystème atteindra un point de basculement... en fait un point de non-retour », a déclaré lors d'une conférence de presse Lin Li, directrice de la politique mondiale de WWF.



BLEEN MEDIA

Karina Zarazafy (Madagascar) ; COP29 : les financements climatiques au cœur des revendications africaines ; Bleen Media, 24 octobre 2024.

Tag : Accord de Paris, Banque mondiale, CCNUCC, COP 29, FMI.

Pour accéder à l'article : <https://www.bleenmada.com/cop29-les-financements-climatiques-au-coeur-des-revendications-africaines/>

L'Afrique compte se faire entendre durant la COP29 de Bakou, Azerbaïdjan. L'une de ses principales revendications est l'engagement des pays développés à verser, jusqu'en 2030, 1 300 milliards de dollars annuel aux pays en développement afin que ceux-ci puissent financer leurs actions climatiques.



La 29^{ème} Conférence des Parties (COP29) à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC) se tiendra du 11 au 22 novembre prochain à Bakou, Azerbaïdjan. Etant des plus vulnérables, les pays en développement, notamment ceux du continent africain, mettent en avant plusieurs revendications à négocier lors de cet événement.

1 300 milliards

Les précédentes COP, notamment celle de Copenhague en 2009, a défini un objectif de financement climatique de 100 milliards de dollars annuel. Un engagement des pays développés à l'endroit de ceux en développement, mais qui jusqu'ici enregistre un retard et plusieurs lacunes dans sa réalisation. Néanmoins, les pays africains s'apprêtent tant bien que mal aux négociations et à faire valoir leurs revendications.

Le Groupe africain de négociateurs (AGN) sur le changement climatique (AGN) a proposé, comme position africaine, « un objectif de financement climatique de 1 300 milliards de dollars par an sur une période de cinq ans, jusqu'en 2030 ». Cet objectif a été défini par la conférence ministérielle africaine sur l'environnement. Il est, selon l'AGN, nécessaire pour aligner les

efforts avec les objectifs de 1,5°C, soutenant ainsi les Contributions Déterminées au niveau National (CDN) et les Plans Nationaux d'Adaptation (PNA). Il rentre également dans le cadre du « nouvel objectif collectif quantifié (NCQG) » de financement du climat qui devrait « remplacer le fameux objectif de 100 milliards de dollars qui a été convenu à Copenhague en 2009 ».

En effet, il a été évoqué lors d'un entretien de l'AGN avec les médias, le 18 octobre dernier, que l'Afrique va insister sur ces obligations des pays développés qui doivent continuer à financer les actions climatiques dans les pays en développement. Répondant au principe de la « Responsabilité commune mais différenciée et les capacités respectives » (CBDR-RC), lequel « reconnaît les différentes capacités et responsabilités des différents pays dans la lutte contre le changement climatique ». Inscrit dans le traité de la CCNUCC de 1992, ce principe a été ratifié par tous les pays participants. Lui conférant un caractère contraignant qui fait écho à l'article 4 de la CCNUCC, qui souligne la responsabilité historique des pays développés en matière de financement.

Mise en adéquation

La rencontre du 18 octobre était l'occasion pour les négociateurs africains de mettre le monde au parfum des positions africaines pour la COP29. Des orientations visant à garantir que le financement climatique soit suffisant, accessible et durable, tout en abordant les besoins spécifiques de l'Afrique. Outre la question des 1 300 milliards annuel, l'AGN a également abordé les points liés à la « qualité du financement », aux « pertes et préjudices » ainsi que la problématique de « l'adaptation ».

L'Afrique demande à ce que les financements soient majoritairement sous forme de « subventions » ou de « prêts hautement concessionnels », avec une prévisibilité et une accessibilité améliorées. Ce, afin de ne pas alourdir les dettes des pays en développement. Le continent revendique également « la pleine opérationnalisation du Fonds pour les pertes et préjudices ». Ce qui inclut un « accord avec la Banque mondiale » pour la mobilisation à long terme des ressources. Sans oublier la partie « adaptation ».

Question du financement du climat

Un autre point important des instances africaines pour la COP29 est « la nécessité de doubler le financement de l’adaptation par les pays développés ». Des dialogues ministériels sur le sujet seraient déjà prévus. De même qu’en termes de mobilisation, le groupe africain propose « un accord de partage du fardeau entre les pays développés ». Cet accord étant conçu, toujours d’après l’AGN, « pour assurer la réalisation de l’objectif conformément aux dispositions actuelles de la Convention et de son Accord de Paris ».

La question du financement du climat constitue en effet une préoccupation de tous les pays. Et Madagascar semble s’aligner au Continent sur ce point. Une première table ronde sur les financements climatiques pour la Grande île a d’ailleurs été organisée le 14 octobre, sous l’impulsion de la Banque mondiale et du Fonds monétaire international (FMI). Le Conseil des ministres du 23 octobre a fait mention des principaux objectifs de la Grande île à la COP29 dont notamment celui de « protéger les intérêts des Malgaches dans les négociations et de rechercher une coopération dans le financement des projets ayant un impact significatif sur l’environnement ».

DownToEarth

Wallace Mawire (Zimbabwe) ; Zimbabwe to get its largest livestock semen processing laboratory, will help farmers adapt to climate change ; Down to earth, October 24, 2024.

Tag : Green Climate Fund, UNDP.

To access the article : <https://www.downtoearth.org.in/africa/zimbabwe-to-get-its-largest-livestock-semen-processing-laboratory-will-help-farmers-adapt-to-climate-change>



State-of-the-art gene bank equipment valued at over \$400,000 was commissioned for the project. Author provided

The Government of Zimbabwe, in collaboration with the United Nations Development Programme (UNDP), has commissioned the largest livestock semen processing and cryopreservation centre in Zimbabwe at Matopos Research Institute.

Matopos Research Institute is one of the five innovation platforms established by the Climate Resilient Livelihoods project to promote adoption of climate-smart agriculture technologies in the country.

The Climate Resilient Livelihoods projects is a seven-year initiative, from 2020-2027, that seeks to help vulnerable communities, especially women, in southern Zimbabwe to cope with the effects of climate change on their agricultural livelihoods by overcoming technical, financial and capacity barriers they face.

The state-of-the-art gene bank equipment, valued at over \$400,000 was commissioned by Anxious Masuka, Minister of Land, Agriculture, Fisheries, Water and Rural Development.

The centre, the second largest in Southern Africa, has a capacity to process three million livestock semen straws per year.

The cattle semen processing and preservation centre will play a crucial role in preserving genetic diversity through cryopreservation of semen from valuable livestock breeds, including indigenous and locally adapted breeds.

Matopos Research Institute is a custodian of Zimbabwe's indigenous breeds (Tuli, Mashona, Afrikander and Nkone) and is availing these elite indigenous animal genetic resources to farmers at an affordable, cost recovery basis.

Masuka noted this milestone as a giant step towards attaining food security in Zimbabwe. "This centre is among the ministry's efforts towards attainment of the Agriculture Food Systems and Rural Transformation Strategy, which seeks to increase agricultural productivity for national food security and food sovereignty, regardless of the weather," he said.

UNDP Representative in Zimbabwe, Ayodele Odusola, said that the partnership strengthens Zimbabwe's national climate resilience agenda. Like much of sub-Saharan Africa, Zimbabwe faces recurring climatic shocks that severely impact smallholder rain-fed agriculture, with far-reaching consequences for socio-economic development, he added.

The support, he believed, will complement the government of Zimbabwe's thrust to achieve the climate adaptation milestones as outlined in the country's revised Nationally Determined Contributions.

In addition to the livestock semen processing and cryopreservation centre, the innovation platform is focused on improving access to livestock nutrition through fodder production, feed formulation and agroforestry and on production and multiplication of traditional seed.

It is funded by the Green Climate Fund (GCF), co-funded and implemented by the Government of Zimbabwe, and managed by UNDP.

Zimbabwe's Agricultural Livestock Growth Plan, according to Odusola, focuses on building and growing the national livestock herd, which is largely dominated by smallholder farmers.

He said the project is coming in to support the plan by ensuring every farmer can easily access affordable and high-quality cattle breeds. "This gene bank, through the support from the project, shall be promoting the production and adoption of indigenous livestock breeds that are adaptable and climate resilient," he said.

State-of-the-art semen processing and cryopreservation equipment worth \$394,390 have been procured from Germany and the Netherlands to equip Matopos Innovation Platform.

An additional \$40,000 was invested for capacity building of Innovation Platform staff on artificial insemination learning from experiences in Kenya and towards procurement of other key machinery for the supplementary strategies that the Innovation Centre is implementing. The total investment of the project is \$434,390.

The Matopos Innovation centre has been set up to promote the adoption of Climate Smart Agriculture technologies that address critical needs of vulnerable smallholder farmers who experience increasing climatic disturbances.

The Innovation Centre is expected to play a significant role by utilising the equipment to implement both in-situ and ex-situ livestock breeding and breed conservation strategies through cryopreservation of semen from valuable livestock breeds, including our indigenous and locally adapted breeds.

Odusola said that the partnership advances the national climate resilience building agenda where Zimbabwe, like most parts of sub-Saharan Africa, is perennially affected by climatic



shocks heavily impacting heavily smallholder rain-fed agricultural production systems, often with severe extending consequences on socio-economic development.

The Innovation Platforms have been established to facilitate a transformative shift from subsistence-oriented farming to climate-resilient commercial-oriented livelihoods of smallholders.

The platforms are intended to address barriers of limited access to knowledge, markets and value chains by building and coordinating ongoing public and private sector support to climate-resilient smallholder production, value chain coordination and market access.



Joseph Abuje (Kenya) ; Emissions gap still a threat to climate change ; Africa Science News, October 24, 2024.

Tag : COP 28, COP 29, COP 30, G20, UNEP.

To access to the article : <https://africasciencenews.org/emissions-gap-still-a-threat-to-climate-change/>



As climate change financing remains a global focus in the effort to tackle the effects of climate catastrophes, the emissions gap still poses a threat to global efforts to bring down atmospheric temperatures.

In a press briefing in Nairobi Kenya during the launch of the UNEP report on “Closing huge emission gaps in new climate pledges” United Nations Environment Programme (UNEP) EXECUTIVE Director Inger Anderson urged nations to collectively commit to cutting 42 per cent off annual greenhouse gas emissions by 2030 and 57 per cent by 2035 in the next round of Nationally Determined Contributions (NDCs) – and back this up with rapid action – or the Paris Agreement’s 1.5°C goal will be gone within a few years, according to a new UN Environment Programme (UNEP) report.

The report reveals that updated NDCs will be submitted early next year before the COP30 climate talks in Brazil.

However, UNEP’s Emissions Gap Report 2024: No more hot air ... please! finds that a failure to increase ambition in these new NDCs and start delivering immediately would put the world on course for a temperature increase of 2.6-3.1°C over this century. This would bring debilitating impacts to people, the planet and economies.

The 2.6°C scenario is based on fully implementing current unconditional and conditional NDCs.

Further, the report indicates that implementing only current unconditional NDCs would lead to 2.8°C of warming and Continuing with current policies only would lead to 3.1°C of warming.

Under these scenarios – which all operate on a probability of over 66 per cent – the findings envisage temperatures would continue to rise into the next century, where on the contrary the report says adding additional net-zero pledges to full implementation of unconditional and conditional NDCs could limit global warming to 1.9°C, but there is currently low confidence in the implementation of these net-zero pledges.

“The emissions gap is not an abstract notion,” said António Guterres, UN Secretary-General, in a video message on the report. “There is a direct link between increasing emissions and increasingly frequent and intense climate disasters. Around the world, people are paying a terrible price. Record emissions mean record sea temperatures supercharging monster hurricanes; record heat is turning forests into tinderboxes and cities into saunas; record rains are resulting in biblical floods.

“Today’s Emissions Gap report is clear: we’re playing with fire, but there can be no more playing for time. We’re out of time. Closing the emissions gap means closing the ambition gap, the implementation gap, and the finance gap. Starting at COP29.”

The report also looks at what it would take to get on track to limiting global warming to below 2°C. For this pathway, emissions must fall 28 per cent by 2030 and 37 per cent from 2019 levels by 2035 – the new milestone year to be included in the next NDCs.

“Climate crunch time is here. We need global mobilization on a scale and pace never seen before – starting right now, before the next round of climate pledges – or the 1.5°C goal will soon be dead and well below 2°C will take its place in the intensive care unit,” said Inger Andersen, Executive Director of UNEP. “I urge every nation: no more hot air, please. Use the upcoming COP29 talks in Baku, Azerbaijan, to increase action now, set the stage for stronger NDCs, and then go all-out to get on a 1.5°C pathway.

“Even if the world overshoots 1.5°C – and the chances of this happening are increasing every day – we must keep striving for a net-zero, sustainable and prosperous world. Every fraction of a degree avoided counts in terms of lives saved, economies protected, damages avoided, biodiversity conserved and the ability to rapidly bring down any temperature overshoot.”

The consequences of delayed action are also highlighted by the report. The cuts required are relative to 2019 levels, but greenhouse gas emissions have since grown to a record high of 57.1 gigatons of carbon dioxide equivalent in 2023. While this makes a marginal difference to the overall cuts required from 2019-2030, the delay in action means that 7.5 per cent must be shaved off emissions every year until 2035 for 1.5°C, and 4 per cent for 2°C. The size of the annual cuts required will increase with every year’s delay.

1.5°C is still technically possible, but massive effort needed

The report shows that there is technical potential for emissions cuts in 2030 up to 31 gigatons of CO₂ equivalent – which is around 52 per cent of emissions in 2023 – and 41 gigatons in 2035. This

would bridge the gap to 1.5°C in both years, at a cost below US\$200 per ton of CO₂ equivalent.

Increased deployment of solar photovoltaic technologies and wind energy could deliver 27 per cent of the total reduction potential in 2030 and 38 per cent in 2035. Action on forests could deliver around 20 per cent of the potential in both years. Other strong options include efficiency measures, electrification and fuel switching in the buildings, transport and industry sectors.

This potential illustrates it is possible to meet the COP28 targets of tripling renewable energy capacity by 2030, doubling the global average annual rate of energy efficiency improvements by 2030, transitioning away from fossil fuels, and conserving, protecting and restoring nature and ecosystems.

However, delivering on even some of this potential will require unprecedented international mobilization and a whole-of-government approach, focusing on measures that maximize socioeconomic and environmental co-benefits and minimize trade-offs.

A minimum six-fold increase in mitigation investment is needed for net zero – backed by reform of the global financial architecture, strong private sector action and international cooperation. This is affordable: the estimated incremental investment for net-zero is US\$0.9-2.1 trillion per year from 2021 to 2050 – investments that would bring returns in avoided costs from climate change, air pollution, damage to nature and human health impacts. For context, the global economy and financial markets are worth US\$110 trillion per year.

The G20 members, responsible for the bulk of total emissions, must do the heavy lifting. However, this group is still off track to meet even current NDCs. The largest-emitting members will need to take the lead by dramatically increasing action and ambition now and in the new pledges.

G20 members, minus the African Union, accounted for 77 per cent of emissions in 2023. The addition of the African Union as a permanent G20 member, which more than doubles the number of countries represented from 44 to 99, brings the share up by only 5 per cent to 82 per cent – highlighting the need for differentiated responsibilities between nations. Stronger international support and enhanced climate finance will be essential to ensure that climate and development goals can be realized fairly across G20 members and globally.

The report also lays out how to ensure the updated NDCs are well-designed, specific and transparent so they can meet any new targets put in place. NDCs must include all gases listed in the Kyoto Protocol, cover all sectors, set specific targets, be explicit about conditional and unconditional elements and provide transparency around how the submission reflects a fair share of effort and the highest possible ambition.

They must also detail how national sustainable development goals can be achieved at the same time as efforts to reduce emissions and include detailed implementation plans with mechanisms for review and accountability. For emerging markets and developing economies, NDCs should include details on the international support and finance they need



CNMAGNEWS TV
youtube.com/cnmagnews

Christophe Nyemeck Beat (Cameroun) ; Apports des populations riveraines dans la protection de la mangrove ; CNMAGNEWS TV, 24 octobre 2024.

Tag : -.

Pour voir le reportage : <https://www.youtube.com/watch?v=yf2pUcrhQr0>

La mangrove est menacée au Cameroun bien que l'Etat et d'autres acteurs interviennent et les résultats mitigés. Une autre approche, participative incluant les populations riveraines est plus efficace. Pour en parler, Yves Moukodi de l'association " La Mangrove" qui montre l'importance des populations riveraines dans la protection de la mangrove.



Agnes Oloo (Kenya) ; COP 16 highlights urgent need for action amid limited funding for biodiversity initiatives ; Citizen Digital, October 24, 2024.

Tag : CBD, COP 15, COP 16, Kunming-Montreal Global Biodiversity Framework.

To access the article : <https://www.citizen.digital/news/cop-16-highlights-urgent-need-for-action-amid-limited-funding-for-biodiversity-initiatives-n351870>



The focus of the United Nations Biodiversity COP 16, in Cali, Colombia, has been on assessing the National Biodiversity Strategy and Action Plans (NBSAPs) of member countries.

This assessment is crucial for the implementation of the Kunming-Montreal Global Biodiversity Framework (KMGBF), aimed at accelerating global efforts to conserve and restore nature.

Two years after the protocol adoption at COP15 in Montreal Canada, as of October 21st when curtains rolled up for COP16 summit, out of 196 member countries to the protocol, only 33 had put in their National Biodiversity Strategy and Action Plan (NBSAPs).

Michel Masozera, Director of Policy and Partnerships for the Wildlife Conservation Society in Africa, stated, “The KMGBF is an agreement committing nations to halt and reverse nature loss by 2030. Many countries have not yet submitted their targets, indicating a lack of prioritization in their actions to reverse biodiversity loss.”

The poor submission rate prompted the assessment committee to shift its focus toward identifying the challenges faced by parties, ensuring that the biodiversity community can work together to accelerate efforts to restore balance with nature.



Kenya is among 107 countries that have opted to submit national targets, with officials indicating that their NBSAP will be ready for submission by 2025. In East Africa, Uganda is the only country that submitted its NBSAP in a timely manner.

A press release from the UN Convention on Biological Diversity (CBD) highlighted the significant challenges faced by parties, including limited funding and conflicting political priorities. CBD Executive Secretary Astrid Schomaker assured journalists in Cali that efforts are underway to secure biodiversity funding.

“For example, a group of philanthropic donors has already committed \$2.2 billion to support this cause. Additionally, here in Cali, we have the opportunity to operationalize a new funding mechanism for digital sequencing and genetic resources adopted at COP 15. This fund is designed to give back to nature when we profit from genetic resources, as well as support the local communities that conserve these resources,” she explained.

COP 16 is also focusing on resource mobilization strategies. “We have a financing target of \$20 billion in official development aid for developing countries by 2025,” Astrid added.

Since COP 15, two mechanism funds have been created: the Global Biodiversity Framework Fund and the Kunming Biodiversity Fund, each funded by approximately \$200 million. Delegates noted that these amounts are insufficient and expressed hope that more countries will make additional funding pledges.

COP 16 President-designate Susana Muhamad expressed disappointment over the disparity in funding for wars versus conservation efforts. “Peace with nature must be a priority for international security. Resources for war are readily available—trillions in just one week—yet it takes years to secure adequate funding for the critical purpose of defending life,” she said.



Despite the internal and external challenges faced by countries in developing NBSAPs, the CBD maintains that these plans must be both ambitious and realistic. Michel Masozera emphasized that NBSAPs are essential for countries to identify priority actions to meet KMGBF commitments.

They also enable stakeholders, including the private sector, civil society organizations, academia, local and international NGOs, and donors, to unite around a common national agenda and identify areas for collaboration.

Countries that fail to submit their NBSAPs or targets will miss opportunities to secure necessary funds for conservation efforts. As Masozera noted, “Many countries have presented national targets, akin to a proposal before marriage—it’s a commitment, but the financial investment in the venue and catering has yet to be made.”

This COP marks the first opportunity for countries to present their progress in developing and implementing their NBSAPs since COP 15, serving as a litmus test for the global community’s commitment to meeting biodiversity targets set for 2030.

VertTogo

Hector Nammangue (Togo) ; La BOAD obtient un financement de 29 milliards FCFA du Fonds Vert pour des initiatives climatiques en Afrique de l'Ouest ; Vert Togo, 25 octobre 2024.

Tag : BOAD, CCNUCC, Fonds vert pour le climat, UEMOA.

Pour accéder à l'article : <https://vert-togo.tg/la-boad-obtient-un-financement-de-29-milliards-fcfa-du-fonds-vert-pour-des-initiatives-climatiques-en-afrique-de-louest/>



Ce mercredi 23 Octobre 2024, à Songdo, en Corée du Sud, le Fonds Vert pour le Climat a approuvé, en faveur de la Banque Ouest Africaine de Développement (BOAD), le Programme Régional LOCAL Plus, en Afrique de l'Ouest, pour le Burkina Faso, la Côte d'Ivoire, le Mali et le Niger, ayant pour objet de faciliter l'accès des collectivités locales et du secteur privé de ces pays aux financements de l'action climatique, à travers un soutien technique, un appui budgétaire et un renforcement des capacités.

Le programme d'un montant total de 52,82 M EUR (35 milliards FCFA) sur une période de mise en œuvre de cinq ans bénéficiera d'une subvention du Fonds Vert pour le Climat (FVC) d'un montant de 44,02 M EUR (29 milliards FCFA).

A la suite de cette approbation, la Directrice Générale Déléguée Financements & Investissements de la Banque Ouest Africaine de Développement, Mme Ourèye Sakho Eklo, et Monsieur Henry Gonzales, Directeur Exécutif Adjoint du Fonds, ont procédé à la signature de la convention de subvention.

Une première dans l'histoire du Fonds, qui entend faire du partenariat avec la BOAD une solution de financement de l'action climatique en Afrique de l'Ouest.

La Directrice Générale Déléguée a réitéré, au nom du Président de la BOAD, Monsieur Serge EKUE, l'engagement de la Banque à poursuivre et à renforcer sa position de leader de la sous région, en matière d'action climatique.

Après une première accréditation, en avril 2017, le Fonds Vert Climat a ré-accrédité la BOAD en 2023, avec un rehaussement du niveau de la catégorisation environnementale et sociale de ses projets, qui passe ainsi de « B/I 1 » à « A/I 1 ».

Sur le plan fiduciaire, la Banque est, ainsi, autorisée à mobiliser des ressources, allant jusqu' à 250 M USD par projet. Cette ré-accréditation permet à la BOAD de mobiliser, au profit des Etats membres de l'UEMOA, des dons et des prêts, dont les taux seront compris entre 0 et 1,75%, des garanties et des lignes de refinancement, pour la lutte contre les effets néfastes des changements climatiques.

A propos de la BOAD

La Banque Ouest Africaine de Développement (BOAD) est l'institution financière de développement commune aux pays membres de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA). C'est un établissement public à caractère international qui a pour objet, conformément à l'article 2 de ses statuts, de promouvoir le développement équilibré de ses Etats membres et de favoriser l'intégration économique de l'Afrique de l'Ouest par le financement de projets prioritaires de développement.

Elle est accréditée auprès des trois fonds de financement du climat (FEM, AF, GCF). Depuis 2009, la BOAD siège en tant qu'observateur à la CCNUCC et participe activement aux discussions sur l'élaboration d'un système international de financement du climat. Depuis janvier 2013, elle abrite le premier Centre Régional de Collaboration (CRC) sur le Mécanisme de Développement Propre (MDP), dont l'objectif est d'apporter un soutien direct aux gouvernements, aux ONG et au secteur privé dans l'identification et le développement de projets MDP. Depuis le 15 octobre 2023, la Banque co-préside avec Bancoldex, la Banque Colombienne de développement des affaires et de l'exportation, l'International Development Finance Club (IDFC), qui rassemble 26 banques nationales, régionales et bilatérales de développement du monde entier.

A propos du Fonds Vert Climat

Le Fonds Vert pour le Climat (FVC) est un fonds mondial créé pour soutenir les efforts des pays en développement pour répondre au défi du changement climatique. Le FVC aide les pays en développement à limiter ou réduire leurs émissions de gaz à effet de serre (GES) et à s'adapter aux changements climatiques.

Il vise à promouvoir un changement de paradigme vers un développement à faible émission et résistant au climat, en tenant compte des besoins des pays qui sont particulièrement vulnérables aux impacts du changement climatique.

Il a été mis en place par les 194 pays qui composent la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC) en 2010, dans le cadre du mécanisme financier de la Convention. Il vise à fournir des fonds égaux à l'atténuation et à l'adaptation, tout en étant guidé par les principes et dispositions de la Convention.



Sokhna Bator Sall (Sénégal) ; Sénégal-Environnement-Genre/ Un rapport de la CNULCD met en exergue l'apport des femmes dans la résilience contre la sécheresse ; 26 octobre 2024.

Tag : CNULCD, COP 16, FAO, GIZ.

Pour accéder à l'article : <https://aps.sn/un-rapport-de-la-cnulcd-met-en-exergue-lapport-des-femmes-dans-la-resilience-contre-la-secheresse/>

Dakar, 26 oct (APS) – Les femmes produisent 80 % des aliments des pays en développement alors qu'elles représentent moins de 20 % des propriétaires terriens à l'échelle mondiale, indique un rapport de la Convention-cadre des Nations unies sur la lutte contre la sécheresse (CNULCD), relevant leur capacité à trouver des solutions innovantes permettant de s'adapter aux conditions environnementales de plus en plus sévères.

Les femmes produisent "jusqu'à 80 % des aliments dans les pays en développement, mais elles possèdent moins de 20 % des terres à l'échelle mondiale", lit-on dans ce document publié par la CNULCD et l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture.

"Cette disparité limite leur accès aux ressources, dont le crédit et la formation, ainsi que leur capacité à se préparer et à se remettre des sécheresses, exacerbant ainsi leur vulnérabilité au changement climatique", signalent les auteurs du document.

Intitulé "Solutions dirigées par des femmes pour la résilience face à la sécheresse", ce rapport a été rendu public à l'occasion de la Journée internationale des femmes rurales, célébrée le 15 octobre de chaque année.

En dépit des "obstacles systémiques" qu'elles doivent surmonter, liés par exemple aux droits fonciers limités, "les femmes développent des solutions innovantes permettant à leurs

communautés de s'adapter aux conditions environnementales de plus en plus sévères", indique le rapport.

Il relève que malgré les "difficultés accrues" auxquelles les femmes sont confrontées dans ce domaine, elles font preuve d'un "leadership remarquable" face à la sécheresse.

Aussi le rapport préconise-t-il le soutien accru aux efforts menés par les femmes pour protéger les communautés vulnérables des effets dévastateurs de la sécheresse, en faisant valoir que les droits fonciers des femmes sont essentiels à la sécurité alimentaire.

"Les femmes ont longtemps été perçues comme les plus vulnérables face à la sécheresse, mais, comme le révèle ce rapport, elles sont aussi les plus résilientes, ouvrant la voie à des solutions face à l'un des défis mondiaux les plus pressants", a déclaré Ibrahim Thiaw, le secrétaire exécutif de la CNULCD.

"L'ingéniosité et la débrouillardise des femmes qui luttent contre la sécheresse dans le monde sont sans limites. Que ce soit dans la région du Sahel, en Afrique, dans le nord du Kenya, en Iran, au Pérou ou au Maroc, les femmes ont prouvé leur résilience et leur capacité à surmonter des conditions inextricables pour faire prospérer leurs familles", affirme le rapport en citant M. Thiaw.

Le secrétaire exécutif de la CNULCD considère que "combattre les inégalités liées au genre n'est pas seulement une question de justice, c'est aussi une opportunité de libérer un potentiel inexploité dans la lutte contre le changement climatique".

Inégalités de genre et impacts disproportionnés

Le rapport relève que "les femmes et les filles sont disproportionnellement touchées par la sécheresse en raison des inégalités structurelles persistantes qui limitent leur accès à des ressources essentielles telles que la terre, l'eau et les services financiers".

Ces inégalités augmentent également leurs charges de travail, indique le document, rappelant que les femmes, dans de nombreuses zones touchées par la sécheresse, sont principalement responsables de la collecte de l'eau, parcourant souvent de longues distances au péril de leur santé et de leur sécurité.

En plus, les femmes “gèrent le travail de soin non rémunéré, comme s’occuper des enfants et des personnes âgées, ce qui complique leur capacité à faire face à la sécheresse et souligne la nécessité d’intégrer ces défis spécifiques dans les plans de gestion de la sécheresse”.

Le rapport insiste sur ce point en soulignant que les sécheresses “entraînent 15 % des pertes économiques liées aux catastrophes dans le monde et sont responsables de 85,8 % des décès de bétail”.

Dans les régions agricoles pluviales, la sécheresse menace les moyens de subsistance des femmes, qui représentent une grande partie de la main-d’œuvre agricole, indique le rapport. Ses auteurs constatent que 40 % des terres mondiales sont dégradées, ce qui affecte plus de 3,2 milliards de personnes.

Le rapport signale que de nombreuses femmes, en raison de la dégradation des terres et de la sécheresse, sont contraintes de parcourir de plus longues distances pour accéder à l’eau potable et ramasser du bois de chauffage pour leur famille.

Or, “des recherches montrent que garantir les droits fonciers des femmes améliore la nutrition des ménages, augmente les dépenses en matière d’éducation des enfants et renforce les conditions économiques globales”, affirme le document.

Il présente 35 études de cas en Afrique, en Asie et en Amérique latine en mettant en lumière le leadership des femmes dans la résilience face à la sécheresse. Ces exemples montrent comment les femmes favorisent le progrès et renforcent la résilience face à la sécheresse, selon le rapport.

S’assurer que le genre soit au cœur de la résilience face à la sécheresse

Au Pérou, les femmes pasteurs combinent des savoirs traditionnels et modernes pour gérer les ressources en eau grâce au suivi éco-hydrologique, garantissant une végétation tout au long de l’année, pour soutenir le bétail et atténuer les crises de sécheresse, selon le texte.

En Inde, lit-on dans le document, des femmes ont mis au point des techniques de collecte des eaux de pluie pendant les moussons. Elles conservent ainsi l’eau, pour les cultures en période de sécheresse, et protègent la production alimentaire.

Le rapport donne enfin l'exemple de femmes qui restaurent des terres dégradées au Kirghizistan en cultivant des plantes médicinales et créant à la fois une récupération environnementale et des sources de revenus durables.

Les conclusions du rapport devraient alimenter les discussions de la 16^e conférence des parties de la CNUCLD (COP16) à Riyad, en Arabie Saoudite, du 2 au 13 décembre 2024.

L'un des axes clés de la COP16, y compris le Caucus du genre, sera de renforcer les initiatives dirigées par les femmes et de s'assurer que les stratégies sensibles au genre soient au cœur des efforts mondiaux pour la résilience face à la sécheresse.

Il est admis que l'investissement accru dans ces stratégies sera crucial pour soutenir les communautés face aux défis environnementaux croissants liés à la désertification, à la dégradation des terres et à la sécheresse à travers le monde.

Selon ses auteurs, le rapport de la Convention-cadre des Nations unies sur la lutte contre la sécheresse bénéficie du soutien de l'Alliance internationale pour la résilience face à la sécheresse, du gouvernement du Canada et de la GIZ, l'agence gouvernementale allemande chargée de la coopération internationale et du développement.

La CNUCLD est un accord international portant sur la gestion durable des terres.

Elle aide les populations, les communautés et les pays à créer des richesses, à développer leurs économies et à garantir un accès suffisant à la nourriture, à l'eau potable et à l'énergie en assurant aux utilisateurs des terres un environnement propice à la gestion durable des terres.

Par le biais de partenariats, les 197 parties à la Convention des Nations unies sur la lutte contre la désertification mettent en place des systèmes robustes pour gérer la sécheresse rapidement et efficacement.

Cette stratégie part du principe selon lequel une bonne gestion des terres, fondée sur des politiques solides et des données scientifiques, aide à accélérer la réalisation des objectifs de développement durable, renforce la résilience face au changement climatique et prévient la perte de biodiversité.



Boris Ngounou (Cameroun) ; Renforcement de la foresterie sociale : une nouvelle vision pour les communautés rurales au Gabon ; Environnementales, 28 octobre 2024.

Tag : UE.

Pour accéder à l'article : <https://environnementales.com/renforcement-de-la-foresterie-sociale-une-nouvelle-vision-pour-les-communautes-rurales-au-gabon/>



Les acteurs de la foresterie sociale au Gabon ont bénéficié, du 15 au 19 octobre, de formations intensives organisées par la Direction Provinciale des Eaux et Forêts du Moyen-Ogooué, appuyée par l'ONG Conservation Justice. Ces ateliers, tenus à Lambaréné et Ndjolé, visaient à outiller les responsables communautaires et les autorités locales pour une meilleure

gouvernance des ressources forestières, dans le cadre du projet RALF financé par l'Union Européenne.

Ces formations ont permis de sensibiliser plus de 50 acteurs, dont des responsables de forêts communautaires et des représentants villageois, sur des mécanismes tels que les Cahiers de Charges Contractuelles (CCC) et le Fonds de Développement Local (FDL). Le gouverneur Jean Benoit Bekale a souligné l'importance de ces outils pour améliorer la gestion forestière tout en intégrant les communautés locales, assurant une répartition équitable des revenus issus de la foresterie.

Les échanges ont également mis en lumière les défis rencontrés dans l'implémentation de ces mécanismes. Abdoul Eyeghe Traoré, chef juridique de Conservation Justice, a expliqué que de nombreuses communautés faisaient face à des lacunes en matière de gouvernance et d'utilisation des fonds. La sensibilisation sur la mise en place des Comités de Gestion et de Suivi des Projets (CGSP) a ainsi été renforcée pour combler ces déficits.

Par ailleurs, les participants ont exprimé leur satisfaction pour cette initiative, comme l'a indiqué Rodrigue Ndong Mba, secrétaire général de la Forêt Communautaire Abanga Island, qui a salué ces ateliers pour leur clarté sur le rôle de chaque membre dans la gestion forestière. Ces ateliers viennent pallier les manques de connaissances et de gestion, souvent à l'origine de conflits internes et de perte de ressources.

En renforçant la formation des acteurs locaux, ces sessions constituent une avancée pour assurer un développement durable et une gouvernance efficace des forêts communautaires au Gabon.



Agnes Oloo (Kenya) ; Kenya's indigenous communities in the shadows at the ongoing biological conference in Colombia ; Citizen Digital, October 28, 2024.

Tag : CBD, COP 16, UNESCO.

To access the article : <https://www.citizen.digital/news/kenyas-indigenous-communities-in-the-shadows-at-the-ongoing-biological-conference-in-colombia-n352039>



Susan Jepkemoi, Baringo County Conservancies Association (BCCA) Chief Executive Officer.

Baringo County is one of Kenya's largest counties, covering 11,075 square kilometres but with a relatively small population compared to other Kenyan counties. The county is densely populated, with a large area being virgin land, making it a historical biodiversity hotspot.

The Elchamus, Endorois, and Ogiek have been the indigenous peoples of Baringo for centuries.

I set out to Kapkun Village, Marigat Division, in the interior of Baringo South, where the Endorois community resides.

Mr. Jonathan Koech is the chairman of the Mangar Community Conservancy, established in 2019. The 150-member conservancy resulted from awareness training at a workshop in Nairobi.

Mangar Conservancy focuses on the conservation and protection of rare biological species, including Patas monkeys and klipspringers, with a long-term agenda to attract both local and international tourists for research and recreation.

Mr. Koech is counted among those who shine a light on the community. He understands and speaks good English and Swahili, always bridging the conversation between guests and locals, who primarily speak their native language.

Our engagement reveals a historical geographical site with unique water springs that exist within the conservancy.

“This geographical site attracted UNESCO representatives when we became a conservancy. They left us to finalize some documentation for this site to be recognized as a World Heritage Site; unfortunately, due to a lack of resources, we have not been able to complete the documentation,” says Koech.



Mr. Jonathan Koech is the chairman of the Mangar Community Conservancy.

Curious about the community's expectations from Cali, Colombia, given that the indigenous communities' agenda has been prioritized for discussion at the global biodiversity summit, I asked.

“Thank you very much for letting us know. Thank you for bringing us this good news. We have never heard about that. Thank you very much; you have done well. Thank you, my sister,” he responds, elated.

The Biodiversity COP is held every two years, meaning the global summit has existed for over three decades. The 50-year-old Koech has never heard of it.

Who, then, from Kenya are the indigenous people at the global arena advocating for the rights of the communities? Koech did not travel but should have been informed, even through a phone call, by anyone who acknowledges the community's sacrifices to conserve biological species.

Susan Jepkemoi is the Chief Executive Officer of the Baringo County Conservancies Association (BCCA). She heads 16 conservancies in the county. “What are you doing in the office while you are the boss? You should be in Cali,” I asked jokingly.

“BCCA is a very young organization. Our financial capacity did not allow me to allocate resources for COP 16 participation; it is a very expensive affair. I was banking on some NGOs to lend a hand, but unfortunately, it didn't work out,” she replies.

Susan explains that the conservancies association was established when pastoralists donated pieces of land to increase animal feed after noticing a decline in livestock yields.

The association also plays a watchdog role to keep away individuals who present themselves as researchers with hidden agendas to exploit biological resources from unsuspecting community members.

According to Jepkemoi, a case in point is a foreigner who posed as a researcher at Lake Bogoria but ended up taking away community industrial microbes generated along the boiling lake. This was discovered long after he had profited from them. Although the community was compensated, it was considered unfair.

“We have also had trespassers in our natural forests. As you may know, indigenous trees have medicinal value and are of interest to researchers in the medical field,” she adds.

Jepkemoi understands the burden on her shoulders in spearheading local sensitization on biodiversity discussions at the international level; however, she states that financial limitations undermine the entire plan every time she thinks of it, and she cannot do it alone.



The Endorois community of Baringo

Further investigations led us to a high-ranking Kenyan government official who is knowledgeable about how things operate on the ground. She speaks to us on the condition of anonymity.

The biodiversity enthusiast states that getting an opportunity to openly defend the locals for a good cause can be viewed as a threat by people nicknamed "conference professionals" who attend these meetings year in and year out but do not engage with the community or provide feedback. Therefore, she chooses silence.

She alleges knowledge of NGO consortiums that flood international meetings; some are imposters who claim to represent local communities.

“They use community representation as a cash cow; they easily get away with it. Their daily prayers are that our indigenous people remain asleep as long as they continue to profit in the name of representation.

It is what it is; when they need community representation, they handpick individuals from the community who they know will be excited to travel but who do not understand what is going on in those meetings, covering up any possible loopholes for interrogation.”

Citizen Digital's investigation findings reveal concerns about why COP feels like a distant dream to the Baringo locals and indigenous people.

The involvement of Indigenous Peoples and Local Communities (IPLCs) in biodiversity conservation is a cornerstone of the Convention on Biological Diversity (CBD). Their traditional knowledge, practices, and deep connection to the land make them invaluable allies in the global effort to protect ecosystems.

According to Krystyna Swiderska, principal researcher and team leader (biocultural heritage) at the International Institute for Environment and Development (IIED)'s Natural Resources research group, the Global Biodiversity Framework and its 2030 targets are to be implemented through National Biodiversity Strategies and Action Plans, with Indigenous Peoples (IPs) and Local Communities (LCs) meant to participate in their development and implementation as partners and experts.

A global assessment in 2019 found that biodiversity is best conserved on Indigenous Peoples' lands, emphasizing the importance of ensuring that IPs and LCs and their traditional knowledge are given equal consideration in negotiations.



Indigenous trees in Baringo County

The International Indigenous Forum on Biodiversity (IIFB) is the global body that represents Indigenous Peoples (IPs) worldwide—though all regions are represented, not all IPs are. They speak during negotiations only after State Parties have spoken.

IIFB has proposed the establishment of a permanent body on Traditional Knowledge (TK) at the Convention on Biological Diversity (CBD) to ensure that IP and LC rights, needs, and TK are better addressed across the CBD and Global Biodiversity Framework (GBF). Krystyna maintains that this approval is critical at COP 16 to ensure the GBF targets are met.

According to the researcher, of the overall finance for biodiversity and climate change, very little reaches IPs and LCs on the ground (about 1%); most goes to NGOs and intermediaries. However, the new fund for the GBF has set a target of allocating 10% of its funding to IPs and LCs.

A new programme of work on traditional knowledge has been agreed upon in Cali, Colombia. One concern is that some parties are calling for the removal of references to human rights in some COP decisions, such as the decision on Biodiversity and Climate Change.

The draft decision focuses on nature-based solutions and ecosystem-based approaches, including biodiversity credits and carbon credits, as ways to increase private finance for biodiversity.

However, it has emerged that some (not all) IPs and LCs oppose biocredits and carbon credits because they contradict their spiritual and cultural relationships with biodiversity and could lead to land grabs. Instead, they are calling for recognition and protection of their rights to customary lands and territories, which make up 37% of the world's natural lands.

COP 16 in Cali, Colombia, is soon coming to a close, and biodiversity delegates will quickly begin planning for another gathering in 2027.

The Endorois community may be just a fraction of the global indigenous and local communities unaware of important plans regarding the sacrifices they make.

As to whether they will find closure from the decisions made at global summits, that remains at the mercy of those in power.



نوفمبر المجيد.. وفاء وتجديد

Horizons

QUOTIDIEN NATIONAL D'INFORMATION

Wassila Ould Hamouda (Algérie) ; Appel à un soutien renforcé du FMI pour réaliser les ODD ; Horizons, 29 octobre 2024.

Tag : FMI.

Pour accéder à l'article : <https://www.horizons.dz/?p=180865>



Appel à un soutien renforcé du FMI aux pays économiquement vulnérables pour réaliser les ODD d'ici 2030, lance le gouverneur de la Banque d'Algérie lors de la 50e réunion du CMFI.

La décennie actuelle risque de devenir une « décennie perdue » pour ces Objectifs de Développement Durable (ODD), malgré les efforts internes de ces pays, indique le Gouverneur de la BA, Salah Eddine Taleb, lors de son intervention à la 50e réunion du Comité monétaire et financier international (CMFI), qui s'est tenue les 24 et 25 octobre dernier, à Washington. Ces pays continuent de subir de plein fouet les crises récentes, subissant des endettements élevés,

des défis climatiques et des réductions de l'aide internationale. C'est pourquoi, Taleb a appelé les institutions financières internationales, notamment du FMI, afin d'assurer la réalisation des ODD, durant les 5 prochaines années.

Taleb plaide pour une coopération internationale

Taleb a salué toutefois les efforts du FMI pour soutenir ses membres durant les crises récentes. Il a souligné les innovations et adaptations apportées par le Fonds, telles que le Fonds fiduciaire pour la résilience et la durabilité (RST), qui a pour but de renforcer la résilience aux chocs climatiques et de favoriser la préparation aux pandémies. Cette initiative, tout comme l'augmentation des ressources pour les pays à faible revenu, est cruciale pour surmonter les crises actuelles et futures.

Le gouverneur de la Banque d'Algérie a plaidé pour une coopération internationale. «Seule une coopération internationale renforcée, un engagement renouvelé en faveur du multilatéralisme et des efforts soutenus de la part de toutes les parties permettront de ralentir, voire de renverser ce processus. Notre circonscription demeure résolue à collaborer étroitement avec l'ensemble des membres dans cet effort, au service de l'intérêt commun», a-t-il conclu.

VertTogo

Hector Nammangue (Togo) ; COP 16 : des experts appellent à l'action en faveur de l'écotourisme inexploité de l'Afrique ; Vert Togo, 29 octobre 2024.

Tag : BAD, COP 16, UICN.

Pour accéder à l'article : <https://vert-togo.tg/cop-16-des-experts-appellent-a-laction-en-faveur-de-lecotourisme/>



Les délégués de la Banque africaine de développement et des experts en conservation à la COP 16 à Cali, en Colombie, ont appelé à des efforts conjoints pour accroître les investissements dans l'écotourisme en Afrique dont ils soulignent le potentiel pour stimuler le développement durable sur le continent.

L'appel a été lancé lors d'une session parallèle organisée au Pavillon des banques multilatérales de développement (le lien est externe) par la Banque africaine de développement, mardi 22 octobre 2024, sous le thème : « Valoriser les zones protégées pour promouvoir l'écotourisme

en Afrique ». L'événement a permis d'examiner le potentiel inexploité de l'écotourisme pour promouvoir le développement durable, protéger la biodiversité et créer des opportunités économiques.

L'Afrique, qui abrite le deuxième plus grand système écologique du monde après l'Amazonie, est riche en biodiversité et en ressources naturelles. Malgré cela, le continent reste l'une des régions les moins visitées pour l'écotourisme. Face à cette disparité, la Banque reçoit de plus en plus de demandes des pays africains pour soutenir le développement de l'écotourisme comme moteur essentiel de la croissance verte et du développement durable.

L'écotourisme, qui offre une opportunité unique de stimuler les économies locales, en particulier dans les zones rurales où se trouvent les parcs nationaux, peut également jouer un rôle essentiel dans la préservation des écosystèmes uniques du continent et dans la création d'emplois bien rémunérés.

Les participants ont discuté de la manière dont l'écotourisme peut être exploité pour libérer le potentiel écologique et économique de l'Afrique.

Les intervenants ont souligné l'importance de créer des cadres réglementaires propices et de relever les défis existants qui entravent le développement de l'industrie de l'écotourisme. Un des points clés évoqués a été le rôle des partenariats public-privé dans l'expansion des écolodges et des entreprises touristiques à petite échelle dirigées par les communautés.

Bihini Won Musiti, ancien représentant de l'Union internationale pour la conservation de la nature, a souligné les opportunités uniques qu'offre la République démocratique du Congo : « Nos zones protégées couvrent 32 % du territoire national et 80 % de notre tourisme est de l'écotourisme.

Cependant, les écarts persistants entre le potentiel et la rentabilité restent des défis majeurs que nous devons relever pour aller de l'avant », a-t-il indiqué soulignant la nécessité de combler ces écarts pour assurer un développement durable de l'écotourisme. Il a également présenté quelques projets d'écotourisme réussis au niveau communautaire qui doivent être mis en œuvre à plus grande échelle.

Amadou Bamba Diop, spécialiste principal de l'environnement à la Banque africaine de développement et modérateur de la session, a mis l'accent sur le renforcement des cadres réglementaires pour libérer le potentiel de l'écotourisme en Afrique. « En renforçant les cadres réglementaires et en promouvant les investissements dans l'écotourisme, nous pouvons faire en sorte que les ressources naturelles deviennent un moteur du développement durable à travers le continent », a-t-il déclaré. Il a insisté sur le lien entre la protection de l'environnement et la croissance économique.

Jimmiel Mandima, vice-président des programmes mondiaux et des dons institutionnels au Fonds international pour la protection des animaux, a noté que l'écotourisme pourrait changer la donne pour l'Afrique, mais seulement avec des efforts et des investissements concertés. « Nous devons créer des environnements propices à un essor de l'écotourisme, en veillant à ce que les communautés locales en bénéficient et à ce que les écosystèmes soient protégés. C'est la voie vers une croissance inclusive et durable », a-t-il déclaré.

Les participants ont exploré la manière dont la Banque africaine de développement et ses partenaires peuvent fournir une assistance technique, une aide financière et des orientations politiques aux pays africains qui ambitionnent d'élaborer des stratégies d'écotourisme. Cette approche permet non seulement d'attirer les investissements du secteur privé, mais aussi de s'assurer que le développement du tourisme est inclusif et profite aux communautés locales.

La session s'est conclue par un appel à des efforts concertés des gouvernements, du secteur privé et des partenaires au développement pour élever le rang de l'Afrique sur le marché mondial de l'écotourisme et l'aider à réaliser son plein potentiel en tant que leader du tourisme durable. La Banque africaine de développement a également réaffirmé son engagement à soutenir la transition de l'Afrique vers une croissance verte et inclusive en valorisant ses zones protégées et son patrimoine naturel.

El Watan-dz

.com

Nassima Oulebsir (Algérie) ; Des recommandations sont formulées par le ministère de la Santé : Le changement climatique impacte-t-il les enfants ? El Watan, 29 octobre 2024.

Tag : CCNUCC, UNICEF.

Pour accéder à l'article : https://elwatan-dz.com/des-recommandations-sont-formulees-par-le-ministere-de-la-sante-le-changement-climatique-impacte-t-il-les-enfants#google_vignette



Si la crise climatique change la planète, elle change aussi la vie des enfants. Dans le monde, un milliard d'enfants vivent dans des pays extrêmement menacés par les effets du changement climatique.

En Algérie, une panoplie de recommandations et d'analyses du paysage climatique et de son impact sur le développement des enfants et des adolescents «Climate Landscape Analysis for

Children (CLAC)», mis en œuvre en collaboration avec la direction «socio-environnementale» du ministère de la Santé et l'Unicef ont été formulées et rendues publiques hier.

Lors d'un atelier consultatif, tenu à Alger, Eva Milas, la représentante adjointe de l'Unicef en Algérie, note que la restitution des recommandations du CLAC marque «une nouvelle étape pour concrétiser les engagements de l'Algérie pour l'action climatique et la réalisation de l'agenda des droits de l'enfant».

La restitution des travaux de l'étude portant sur l'analyse du paysage climatique sur les enfants et les adolescents en Algérie a été présentée par Hamza Merabet, expert national du projet Clacu. Une étude qui permet, selon lui, d'analyser ce paysage DZ, en prenant en compte l'enfant et l'adolescent.

Avec aussi un état des lieux national lié notamment à l'environnement, l'accès à l'eau et à l'énergie et la réduction des risques de catastrophes et leurs impacts sur l'enfant et l'adolescent. Si l'Algérie ne présente pas de mauvais indices en matière d'eau, de santé, d'éducation, elle n'est pas aussi classée, selon les indices de l'Unicef aux risques des inondations, de canicule et de vecteur de maladies, selon le rapport présenté hier. Cette analyse a été basée sur des stratégies et des rapports nationaux et internationaux, ainsi que des articles scientifiques publiés par des chercheurs algériens.

Pathologies liées aux changements climatiques

Parmi les recommandations formulées est d'établir un état des lieux de la situation actuelle des pathologies liées aux changements climatiques chez l'enfant, soit l'étude des liens de cause à effet, mise en place d'un système de surveillance des maladies climato-sensibles. Il est noté aussi la nécessité de mettre en place des outils de veille informationnelle et de veille épidémiologique afin d'identifier les problèmes en temps réel avec aussi des plans de riposte adaptés pour chaque région.

On note aussi l'importance d'élaborer des études sur la vulnérabilité des enfants et leur protection face aux effets des changements climatiques avec aussi une cartographie des risques climatiques qu'ils encourent. Autrement dit, identifier par exactitude les zones vulnérables. Il

est recommandé aussi de mettre en place des mécanismes pour une action intersectorielle effective et de prendre avec définition les tâches des intervenants.

Dans son volet santé, il est aussi cité l'importance d'élaborer des études sur l'impact des changements climatiques sur l'augmentation de morsures des enfants et des adolescents par les chiens errants et les serpents. L'expert note, en outre, les recommandations pour renforcer la sensibilisation contre les risques de la pollution de l'eau, du sol et de l'air, les feux de forêt, les inondations et les noyades. Comme il est aussi crucial de suivre, selon lui, les mouvements des migrants climatiques pour assurer la protection de leurs enfants et les nôtres contre les maladies vectorielles.

Dans son volet portant sur la protection sociale, le CLAC propose aussi d'intégrer les risques climatiques et les impacts qui en découlent dans le système national de protection sociale chez l'enfant et l'adolescent et d'élaborer des études relatives aux risques climatiques et à l'estimation des impacts sur l'enfant, et des modèles permettant d'assurer leur remboursement dans un système de protection sociale.

En matière d'inondation, où le risque est plus élevé en Algérie, il est recommandé de préparer les enfants aux situations d'urgence et de réaction aux catastrophes naturelles et d'élaborer un plan de sensibilisation en milieu scolaire en mettant aussi en place un système de veille.

La restitution du CLAC est cruciale, selon Eva Milas, la représentante adjointe de l'Unicef, surtout, insiste-t-elle, «trente ans après la signature de la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques (CCNUCC) les besoins, les droits et les points de vue des enfants sont presque totalement absents de la politique climatique, de la législation et de la réglementation».

Il est temps, dit-elle, «d'agir, de prendre des mesures immédiates pour protéger la vie, la santé et le bien-être des enfants ainsi que la résilience de leurs communautés en adaptant les services sociaux essentiels à un climat changeant, à des catastrophes plus fréquentes et à un environnement qui se dégrade.»



Joseph Abuje (Kenya); Investing in robust statistique accelerate sustainable development; Africa Science News, October 29, 2024.

Tag : AfDB, African Union Commission, FAO, UNECA, World Bank.

Pour accéder à l'article : <http://africasciencenews.org/investing-in-robust-statistics-to-accelerate-sustainable-development/>



The African continent has been challenged to urgently invest in robust data and statistical systems to accelerate sustainable development, the Director of the Africa Centre for Statistics at the Economic Commission for Africa, (ECA), Oliver Chinganya has urged.

Speaking during the opening of the Eleventh Forum on African Statistical Development (FASDEV X), in Addis Ethiopia, Mr. Chinganya, stressed the importance of data and statistics in supporting informed decision-making and planning.

FASDev, is a brainchild of Economic Commission for Africa (ECA), the African Development Bank, the Partnership in Statistics for Development in the 21st Century (PARIS21) and the World Bank, brings together representatives of national statistical offices, statistical training centres, international, regional and subregional institutions, bilateral agencies, international donors to deliberate on supporting statistical development in Africa.

Chinganya lauded the effort FASDev has put forward in establishing linkages among producers of official statistics, statistics training centres, and partners supporting statistical development in Africa.

Under the theme, 'Strengthening the mobilization of technical and financial resources to support innovation in statistical development in Africa', Mr. Chinganya said there is continued efforts in the transformation and modernization of official statistics on the continent.

" African countries have made notable progress in improving their national data and statistical

systems in the areas of digital censuses as well as in modernizing administrative data for statistical purposes” said Chinganya.

He noted that many African countries have harnessed data science and new data sources to close data gaps and adequately respond to users’ needs.

Despite the progress made, Africa is still challenged by limited investment in data and statistics which hindered innovation and the delivery of timely and accurate statistics for development.

“There is a need to expedite the provision of robust data and statistics to assist the Government in accelerating the achievement of the agenda for sustainable development and agenda 2063 through their national development plans,” said Mr. Chinganya, calling for the strengthening the mobilization of technical and financial resources to support innovation in statistical development in Africa.

“I urge the eleventh Meeting of the Forum on Statistical Development in Africa to deeply reflect on strengthening synergies among all stakeholders to enhance innovation in the African Statistical System because ‘Synergy is better than my way or your way; it is our way;’” he said.

There are numerous efforts underway. For instance, ECA in collaboration with the Department of Economic and Social Affairs and the National Institute of Statistics of Rwanda have developed the capacities of African National Statistics Offices to exploit big data sources and data science techniques to complement official statistics.

Chinganya disclosed that the partnership between ECA, FAO and three regional statistical training centers to provide training and capacity-building on agricultural statistics has bore fruits where, 48 students from national statistical systems graduated with master’s degrees in agricultural statistics from 2022 to 2024.

Chief Economic Statistics at the African Union Commission, and Acting Director of the African Union Institute for Statistics (STATAFRIC) Adoum Gagoloum said that Africa’s development is hinged on reliable statistics and that African countries needed to improve their data collection systems.

“The status of data collection in Africa is important for improving data quality and crucial for decision-making and development. Actors must work hard to produce credible statistics,” said Mr. Gagoloum, calling for the harnessing of more and sustainable resources to produce reliable data.

Noting that the COVID-19 pandemic exposed the vulnerabilities of Africa’s statistical systems, Babatunde Omotosho, Director of the Statistics Department at the AfDB, said Africa needs to scale up innovation and mobilize resources for statistical development.

“We need to explore new financing partnerships and resources to prioritize statistical development projects in Africa,” said Mr. Omotosho, noting that the ECA, the African Union and the AfDB have partnered to advance the modernization of statistical systems in Africa.

Reiterating the importance of partnerships and coordination in transforming Africa’s statistical

systems, Philippe Gafishi, Inter-Regional Advisor at the Partnership in Statistics for Development in the 21st Century (PARIS21), said Africa needs to create synergies across vast diverse stakeholders to maximize the impact of resources and improve the efficiency and responsiveness of African statistical systems.

“Transformation is essential to close the data gaps and in achieving the Africa Agenda 2063 and SDGs. However, this vision calls for skilled personnel and robust infrastructure, and it is here where stakeholders and donors can make an impact, not only to supply resources but develop technical expertise,” Mr. Omotosho remarked.



Léonidas Bukuru (Burundi) ; Bururi – Environnement : Approches inclusives en matière de genre pour l'adaptation agricole et au climat ; ABP, 29 octobre 2024.

Tag :

Le projet dit "Action climatique en Afrique" a organisé vendredi le 25 octobre 2024, au chef-lieu de la province Bururi, un atelier d'échanges sur les approches inclusives en matière de genre pour l'adaptation au climat et l'adaptation agricole sensible au genre, a-t-on appris sur place.



Le chef de cabinet du gouverneur de Bururi Juvent Ndayikeza au milieu lors de l'ouverture des travaux de l'atelier et à sa droite le directeur général du projet Action climatique en Afrique monsieur Alexis Nikiza

Le directeur général dudit projet M. Alexis Nikiza a indiqué que le projet accorde des opportunités aux différents groupes de personnes. Il a cité les femmes exerçant les petites exploitations agricoles bénéficiant des intrants agricoles, les éleveurs, les pêcheurs, les femmes autochtones, les jeunes et les femmes vivants avec handicap. Ces groupes cibles sont choisis afin qu'ils jouent un rôle primordial dans la prise de décisions conduisant à une action efficace en matière de climat, a-t-il ajouté.

D'après lui, le projet Action climatique en Afrique soutient les efforts d'adaptation et d'atténuation sensibles au genre dans les ressources en eau et agriculture. Il a expliqué que le projet vise l'agriculture et le changement climatique pour accroître les productions vivrières et industrielles. Ces mesures augmentent la capacité d'adaptation des petits agriculteurs pour résister aux risques climatiques, a précisé M. Nikiza.

Le chef de cabinet du gouverneur de Bururi Juvent Ndayikeza au milieu lors de l'ouverture des travaux de l'atelier et à sa droite le directeur général du projet Action climatique en Afrique monsieur Alexis Nikiza

Le chef de cabinet du gouverneur de Bururi Juvent Ndayikeza a lui aussi affirmé que l'agriculture au Burundi fait face à de graves défis climatiques et à de disparités de genre dont les inondations, les glissements de terrain et des pluies torrentielles qui endommagent des plantations de cultures pendant la période pluviale.

Les participants à l'atelier ont dénoncé des causes directes de la déforestation et dégradation des forêts comme l'expansion agricole vers les aires protégées, l'exploitation minière et forestière, une forte dépendance au bois comme source d'énergie, la poussée démographique qui conduit à la réduction des espaces à reboiser qui influence fortement le changement climatique.

Ils ont suggéré d'accroître durablement la production agricole dans des zones non boisées, d'accroître le taux d'accès aux sources d'énergie moderne et la poursuite des progrès en matière de gestion durable des ressources forestières.